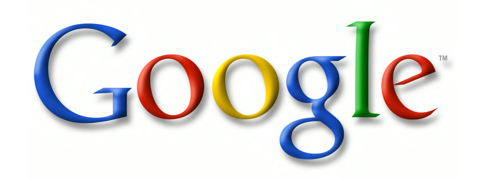
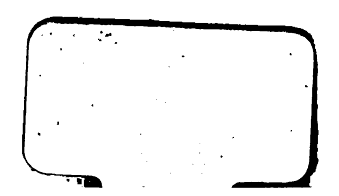










LA

RÉVOLUTION SICILIENNE

ET L'EXPÉDITION

DE

GARIBALDI

PARIS

IMPRIMERIE DE L. TINTERLIN ET C[e]

RUE NEUVE-DES-BONS-ENFANTS, 3.

LA RÉVOLUTION SICILIENNE

ET L'EXPÉDITION

DE

GARIBALDI

PAR

M. CHARLES DE LA VARENNE

Ancien officier au service sicilien

AUTEUR DE :

LA TORTURE EN SICILE, ETC., ETC.

« — Quand un peuple prend les armes contre un tyran, il est juste et généreux de soutenir les braves qui défendent leur liberté. En cas de guerre civile, les puissances étrangères peuvent donc assister celui des deux partis qui leur semble avoir pour lui la justice. »

(WATTEL, *Droit des Gens.*)



PARIS

E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR

PALAIS-ROYAL, 13, GALERIE D'ORLÉANS

1860



AU COMMANDEUR

URBAIN RATTAZZI

LE MINISTRE DÉVOUÉ DE VICTOR-EMMANUEL,

L'HOMME D'ÉTAT,

L'ORGANISATEUR FUTUR DE L'ITALIE DÉLIVRÉE ET UNIFIÉE,

COMME L'ILLUSTRE GARIBALDI EN EST LE SOLDAT.

Au commencement de cette année, et à propos du régime odieux que la cour de Naples faisait peser sur la Sicile, j'écrivais les lignes que voici :

« Quand, de nos jours, l'attention publique commence « à se porter sur ces dominations ténébreuses et cruelles « qui déshonorent l'humanité, elles sont bien près d'avoir « vécu. »

Les événements ont peu tardé à me donner raison. — Réduits au désespoir, les Siciliens, quoique désarmés et ne pouvant compter sur aucun secours du dehors, n'ont pas craint d'affronter les forces énormes accumulées dans leurs villes. — Mais tout l'héroïsme déployé par ce peuple n'eût servi qu'à faire river encore plus étroitement ses chaînes, sans l'incomparable audace et la prodigieuse fortune d'un homme, aussi grand patriote que général habile. — Conduit par la main de la Providence, Garibaldi put débarquer à Marsala, et quinze jours après le pays était libre.

J'arrivais en Sicile comme le succès venait de couronner cette merveilleuse entreprise. — Dans ma route à tra-

vers l'île, de Messine à Palerme, par Catane, et pendant un séjour assez long à Palerme, encore toute palpitante de l'action, j'ai pu voir par moi-même bien des choses, et vérifier, à l'aide de témoignages de haut poids, les faits que j'enregistre ici. — A défaut d'autre mérite, ce travail aura donc pour lui l'exactitude, et l'on y pourra prendre une idée précise de la révolution de Sicile, ainsi que du mouvement qui emporte aujourd'hui cette belle contrée, comme toutes les autres provinces de l'Italie, vers l'unité nationale, sous la couronne du magnanime Victor-Emmanuel.

Paris, juillet 1860.

COUP D'ŒIL RÉTROSPECTIF

SUR LES GRIEFS DE LA SICILE

ENVERS

LA DYNASTIE ACTUELLE DE NAPLES

I.

CONSTITUTION ANTIQUE DE LA SICILE.

Pour bien comprendre les causes de l'irréconciliable aversion qui, à tant de reprises, depuis bientôt un demi-siècle, a soulevé la Sicile tout entière, peuple, nobles et clergé, contre la cour de Naples; pour se faire une idée des griefs qu'elle invoque en ce moment, à l'appui de sa résolution de lutter jusqu'à la mort plutôt que de retourner sous le joug, un court résumé historique est nécessaire. — Il s'agit de savoir quelle était la condition de ce beau pays lorsqu'il passa sous l'obéissance des infants d'Espagne, et ce que ces princes en ont fait pendant plus d'un siècle de règne. — Rien ne sera plus simple, ensuite, que de tirer de l'état présent sa logique conclusion.

Après avoir été successivement, à la chute de la puissance romaine, sujette des Vandales et des Goths, puis province de l'Empire de Byzance, puis encore siége d'un État musulman, la Sicile, reconquise au onzième siècle par le Normand Roger, sur les sectateurs du Prophète, fut érigée par ce soldat heureux en monarchie indépendante. — Roger se déclara souverain de la Sicile et établit sa capitale à Palerme.

Ce prince était de la race des fondateurs d'Empire. Comme son compatriote Guillaume d'Angleterre, il sut non-seulement conquérir, mais édifier. — De tant de races éparses sur le sol de la Sicile, et jusque-là en hostilité perpétuelle les unes contre les autres, il fit une nation compacte et homogène, en les fondant ensemble par sa forte volonté. Il combina la féodalité normande avec les institutions municipales, dernière marque de l'origine latine, et c'est à lui que remonte le Parlement de Sicile, formé d'abord des évêques, des comtes et des barons, auxquels s'adjoignirent plus tard les députés des communes, en qui résida, pendant huit siècles, la plus importante partie de la souveraineté de l'île, jusqu'à 1815, où Ferdinand Ier put réaliser définitivement l'usurpation de tous les pouvoirs.

Roger le Conquérant mourut puissant et respecté. Il fut pleuré de son peuple. — Roger II, son fils et successeur, songea à s'agrandir sur le continent.

L'Italie méridionale était alors divisée en petits États despotiques, ou en républiques, comme Naples et Amalfi. Roger II les soumit par ses armes ou par des traités, et, en 1130, devenu le plus puissant prince d'Italie, il sè fit reconnaître *roi de Sicile*, *duc d'Apulie* et *prince de Capoue*. — Palerme, devenue une ville magnifique, était le centre du nouvel État. Une cour brillante y résidait; et les provinces de terre-ferme, administrées au nom du roi par des magistrats et officiers siciliens, n'étaient considérées que comme de simples dépendances de la couronne. — L'importance du Parlement sicilien était alors déjà telle, que Roger II ne crut pouvoir prendre la dignité royale sans son consentement et concours, auquel effet il le réunit en 1129. — Ce fut la même chose pour son couronnement.

La dynastie normande régna glorieusement pendant un siècle. Après Guillaume II, mort sans postérité, le Parlement, représentation légale du pays, appela au trône Constance, fille de Roger II et femme de Henri de Souabe. — Bien qu'il portât la couronne impériale, Henri, sacré lui-même roi de Sicile, ne confondit jamais avec elle la couronne de l'île, et, par des chartes spéciales, il confirma aux Siciliens tous les priviléges dont ils avaient joui sous les princes normands.

En 1231, Frédéric, fils de Henri, également empereur et roi de Sicile, ayant réuni en un seul corps

les lois encore éparses de ses prédécesseurs, soumit ce Code à l'examen du Parlement, qui en fit lui-même la promulgation.

La maison de Souabe prit fin en Mainfroi et en Conradin, dépossédés et tués par Charles d'Anjou, d'accord avec le pape Clément IV qui sanctionna l'usurpation. — Gonflé par le succès, et croyant n'avoir plus rien à ménager, Charles d'Anjou, délaissant la capitale du royaume, s'établit avec sa cour à Naples, où il était plus à même de correspondre avec Rome et la France et de suivre ses plans ambitieux sur le reste de l'Italie. Un gouverneur angevin résida seul à Palerme, et une tyrannie terrible s'appesantit sur l'île, livrée à des chefs et à des soldats étrangers.

Mais la Sicile ne s'accommoda pas longtemps d'un tel état de choses, et dans l'année 1282, les Vêpres siciliennes la remirent en pleine et libre possession d'elle-même. — Le courageux et infortuné Mainfroi avait laissé une fille, Constance, mariée à Pierre, roi d'Aragon. La nation sicilienne offrit sa couronne à ce prince, qui l'accepta avec empressement, et qui sut défendre l'île contre toutes les tentatives des maîtres angevins de Naples. — Son second fils Jacques devait régner en Sicile et y faire souche; mais, appelé en Aragon par la mort prématurée de son aîné Alphonse, Jacques laissa à Palerme, comme vice-roi, Frédéric, le plus jeune des trois frères. — Bien-

tôt après, mentant au serment qu'il avait prêté, au lieu de transmettre la couronne de Sicile à Frédéric, lorsque lui-même se vit sur le trône d'Aragon, il essaya de la vendre à la dynastie de Naples. Les Siciliens répondirent à cette déloyauté en déclarant sa déchéance et en confiant à Frédéric le soin de leurs destinées (1).

Ce prince fut proclamé roi en 1296, par le Parlement réuni à Catane, et dans lequel, afin de donner plus de solennité à une si importante décision, prirent place, pour cette fois, outre les députés des villes et des bourgs, les citoyens du Tiers-État les plus considérables par leurs lumières et leurs richesses.

« Ce Parlement, dit un excellent travail (2) sur la matière, avait mission d'introduire un ordre plus régulier dans la constitution politique successivement transmise par les divers rois normands jusqu'à Pierre et Jacques d'Aragon. Frédéric commença par sanctionner le droit de la nation en déclarant qu'il recevait la dignité royale *du libre consentement et de*

(1) Jacques d'Aragon ne craignit pas d'unir ses troupes à celles du roi de Naples pour venir combattre les Siciliens et son propre frère. Le peuple de l'île résista avec valeur. Pendant la plus grande fureur de la lutte, des ambassadeurs du Pape, cherchant à s'interposer, offrirent aux Siciliens la paix et le maintien de tous leurs priviléges, s'ils voulaient se soumettre. — « Nous aimons mieux, répondirent-ils, les conquérir avec notre sang et nos épées, qu'avec des parchemins. » — Et bientôt après ils furent libres.

(2) *Mémoire sur les Droits politiques de la Sicile*, par MM. Bonaccorsi et Lumia.

la généreuse élection des Siciliens. Le pouvoir législatif fut partagé entre le roi et le Parlement. Le roi, comme tout autre citoyen, devait obéir aux lois consenties d'un commun accord, et ne pouvait, sous quelque prétexte que ce fût, s'éloigner de l'île. Tous les ans, à la Toussaint, le Parlement se réunissait de plein droit, sans préjudice de la faculté qu'avait le prince de le convoquer dans les cas urgents. Le Parlement eut une haute surveillance sur la magistrature et sur les officiers publics. C'était lui qui traduisait en justice les syndics des villes. Enfin, les ordres réunis choisissaient tous les ans une haute cour des pairs destinée à décider sans appel les causes criminelles des nobles. *Le roi ne pouvait contracter d'alliance, faire la paix ou la guerre sans l'avis de la nation et sans son assentiment.* Quant à la levée des impôts, il y avait été pourvu dès le temps de Jacques. On se contenta d'établir un système de répartition plus équitable. De plus, on régularisa la marche de la procédure civile et criminelle; la rigueur de la législation en matière de félonie fut adoucie; les ecclésiastiques furent assujettis ni plus ni moins que les autres citoyens aux charges de l'État; la sûreté publique fut protégée dans les villes et au dehors, et les prérogatives et les franchises antérieures furent de nouveau reconnues et confirmées. »

Quand on songe que la Sicile jouissait de tels

avantages à la fin du treizième siècle, en plein moyen âge, alors que dans toute l'Europe l'autorité royale luttait de despotisme brutal avec les seigneurs féodaux, on reste saisi tout à la fois d'étonnement et d'admiration pour un peuple déjà assez mûr pour d'aussi considérables libertés. La *Grande Charte* anglaise, si vantée, était bien inférieure à cette constitution, véritablement digne de notre époque, et qui traversa, jusqu'au commencement de ce siècle, tant d'années et de si diverses dominations.

L'extinction de la maison d'Aragon, en 1410, laissa de nouveau aux Siciliens le soin de se choisir un maître. Ferdinand de Castille, dit le *Juste*, parent des princes d'Aragon, et qui leur succédait à la couronne de ce pays, mit aussitôt tout en œuvre pour obtenir l'élection de la nation sicilienne. Ses envoyés promirent solennellement le maintien des priviléges du royaume. La noblesse et le peuple répondirent favorablement à ces avances. Ferdinand jouissait d'un grand renom, et il importait de ne pas laisser trop longtemps le pays dans un état provisoire. Le roi de Castille fut donc proclamé souverain par le Parlement.

La Sicile perdait cette fois l'honneur et les avantages matériels du séjour royal; mais la plénitude de son indépendance et ses antiques institutions étaient sauvegardées. — Ferdinand et sa famille arrivaient au trône, non par la conquête, ni en vertu du droit

assez douteux, du reste, de la succession des monarques aragonais, mais par la volonté nationale.

Non-seulement le Parlement sicilien ne vit aucune de ses attributions diminuées par cet état de choses, mais, de plus, elles s'accrurent d'une façon hors ligne par la création d'un corps politique, qui n'exista jamais qu'en Sicile, et qui fit passer entre ses mains, outre l'autorité législative qu'il possédait déjà une grande partie du pouvoir exécutif. C'était la *députation permanente du royaume*, corps de douze membres du Parlement, choisis à l'élection, et qui, pendant l'intervalle des sessions ; tenait la place de l'assemblée, surveillait la levée des impôts et le maintien des libertés publiques. L'administration des finances passa ainsi à la nation par l'organe de ses délégués, et une représentation permanente et inviolable siégea désormais en face du souverain, ce qui devint surtout utile quand il n'y eut plus à Palerme que des vice-rois. — Aussi, même au temps des monarques espagnols les plus despotiques, n'y eut-il jamais aucune atteinte portée aux franchises nationales de la Sicile. — De 1282 à 1815, le Parlement se réunit, sans interruption, au moins tous les quatre ans. — Et en considérant l'antiquité des institutions politiques siciliennes, de même que leur influence sur le bonheur et la prospérité du pays, on doit comprendre l'invincible rancune du peuple de l'île contre les princes qui, après tant de siècles

d'un régime aussi libéral, osèrent, au mépris de tous les serments, se déclarer maîtres absolus, faire table rase autour d'eux, et, les privant de tous leurs droits, réduire les Siciliens à la condition d'une race conquise, livrée à la tyrannie la plus atroce, à la misère la plus indescriptible.

Pendant la durée tout entière de la dynastie castillane, et également après que, par la mort de Ferdinand le Catholique, son héritage fut passé à la maison d'Autriche, les rapports de la Sicile avec ses maîtres étrangers se réduisaient à un simple hommage, au paiement d'une liste civile personnelle que la richesse du pays et son grand commerce ne rendaient point onéreuse. Tous les pouvoirs étaient exercés par les vice-rois, d'accord avec le Parlement national. Environnés d'une cour pompeuse, dans l'ancienne résidence des souverains, à Palerme, ces représentants du prince jouissaient de l'autorité la plus complète et étaient entièrement indépendants *de fait*, de Barcelone, de Grenade ou de Madrid, les diverses capitales successives de la dynastie nominale de Sicile. Ils dispensaient les charges et dignités de l'État, commandaient les forces de terre et de mer, nommaient aux emplois, rendaient la justice en dernier ressort, avaient le droit de grâce, entretenaient auprès d'eux un *Conseil privé*, comme le monarque lui-même, et recevaient tous les honneurs dus à la personne royale. Souvent, les vice-rois dé-

clarèrent la guerre et firent la paix, sur l'avis du Parlement. Ils étaient en communication directe avec Rome pour les affaires ecclésiastiques, et ils entretenaient au dehors des agents particuliers pour les intérêts publics et commerciaux du royaume. Les intermédiaires entre la Sicile et le roi étaient appelés ambassadeurs siciliens, et recevaient le traitement de cette qualité à la cour d'Espagne. — En un mot, l'île était une véritable république aristocratique, avec un vice-roi pour président et le souverain de l'Espagne pour suzerain.

« La Sicile, dit le Mémoire déjà cité de MM. Bonaccorsi et Lumia, la Sicile conserva toujours son étendard et ses armoiries; elle battit monnaie; figura et fut toujours considérée au dehors comme royaume séparé. Dans le concile de Bâle, sous Alphonse, elle se fit représenter par ses orateurs et une députation particulière. Après que la ville de Tripoli eut été conquise par les forces combinées d'Espagne et de Sicile, Ferdinand le Catholique, qui employa toute sa vie à fondre en une seule monarchie tous les petits royaumes espagnols, Ferdinand fit de cette ville une dépendance directe de la couronne de Sicile. Il en fut fait pareillement, en 1519, après la conquête de l'île Gerbi, laquelle fut déclarée tributaire de cette même couronne. »

Lorsque, sous Alphonse de Castille, le royaume de Naples passa aux souverains espagnols, la Sicile

n'eut pas avec ce pays d'autres rapports que ceux qu'elle conservait avec l'Espagne ou avec tout autre État étranger. De l'ancienne suprématie de la Sicile au temps des Normands, des Souabes et des guerres qui suivirent la révolution des Vêpres, il ne restait plus que le souvenir. La Sicile, JAMAIS VAINCUE, JAMAIS CONQUISE, fière d'avoir gardé intacte son indépendance nationale, vit avec indifférence, sur le rivage voisin, pendant une longue série d'années, l'oppression succéder à l'oppression, la conquête à la conquête, Louis de Hongrie chasser Jean, Jean revenant à son tour et restaurant la monarchie angevine ; puis, sur la ruine de ceux-ci, Charles de la Paix élever sa puissance. Elle vit encore la royauté disputée entre Charles et René d'Anjou, Naples envahi successivement par Alphonse d'Aragon et par Charles VIII de France, de Charles passer à Ferdinand II d'Aragon, de là à Ferdinand le Catholique et Louis XII tout à la fois, ensuite Ferdinand le Catholique tout seul. Un tel spectacle, nous le répétons, ne put jamais qu'inspirer aux Siciliens une pitié profonde pour un peuple incapable de se défendre lui-même et destiné à devenir toujours la proie du plus fort.

La mort de Ferdinand le Catholique, sans postérité masculine, fit passer ses diverses couronnes à Charles d'Autriche, fils de sa fille. Ce changement de maison régnante, soumis aux délibérations du

Parlement sicilien, fut approuvé en 1518 seulement, et le nouveau prince prêta le serment habituel de conserver les franchises et priviléges du royaume. — Plus tard, devenu l'empereur Charles V et le plus puissant souverain de l'Europe, le successeur de Ferdinand, au retour de sa fameuse expédition d'Afrique, s'arrêta en Sicile, et il renouvela solennellement son serment dans la cathédrale de Palerme. — Par un décret, sans exemple jusque-là, il déclara : « Que si jamais lui, Empereur, ordonnait « ou décrétait quelque chose en opposition des pri« viléges ou de la constitution de la Sicile, son ordre « ou son décret fût considéré comme nul et non « avenu. »

Soit politique habile, soit qu'ils fussent occupés ailleurs d'une manière plus intéressante, les héritiers de Charles V, à commencer du sombre et despotique Philippe II, continuèrent la même tradition à l'égard de la Sicile. — Sous Philippe III, Philippe IV, Charles II, l'île n'eut guère à se ressentir des malheurs et de la décadence de la monarchie espagnole. Gouvernée en général par des hommes intelligents, elle se maintint forte et prospère, et, encore aujourd'hui, cette longue période est regardée par les Siciliens comme une des plus heureuses de leur histoire. — Le premier écrivain moderne de la Sicile et l'un des plus remarquables historiens du dix-neuvième siècle, l'illustre Michel Amari, con-

firme lui-même ce fait, dans les termes suivants :

« Aussi la Sicile ne fit jamais d'efforts sérieux pour échapper au roi d'Espagne, pas même au moment où cette puissance tombait déjà. Messine, se trouvant en pleine révolte, à cause de deux factions intérieures, appelait en 1674 les armes de la France ; l'amiral Duquesne gagnait trois batailles sur les côtes de la Sicile, le drapeau français flottait à Agosta et à Taormine, le duc de Vivonne prenait le titre de vice-roi ; mais le reste de l'île ne bougea pas. Messine, abandonnée, ouvrit ses portes en 1678, et il fallut le démembrement des provinces espagnoles pour que la Sicile changeât de maître. »

Pour la première fois, dans la guerre de la succession d'Espagne, la Sicile vit régler son sort par la volonté étrangère. De cette fatale ingérence datent tous ses malheurs. Le congrès d'Utrecht, divisant la succession espagnole, donna sa couronne au duc de Savoie, petit-fils d'une infante. — Le choix était certainement juste et avantageux pour la Sicile, si elle l'eût fait elle-même. — Mais les mêmes puissances qui s'étaient arrogé le droit de nommer Victor-Amédée roi de Sicile, se crurent également celui de lui enlever cette belle province, et de le contraindre à recevoir en échange la pauvre et sauvage Sardaigne. — Les Siciliens regrettèrent fort le duc de Savoie, dont la courte domination avait été pa-

ternelle et éclairée. Quelques discussions étaient cependant nées entre ce prince, accoutumé à l'autorité absolue, et la *députation du royaume*, à propos de changements dans les règlements de la magistrature, et ce fut là le prétexte dont on se servit pour déposséder Victor-Amédée, en alléguant qu'il avait violé la constitution du royaume, garantie par les Puissances, et dont l'infraction entraînait la perte de la souveraineté. — Or, combien de fois, depuis lors, le peuple sicilien n'a-t-il pas recouvré juridiquement de la même sorte sa liberté, sans que les grands cabinets aient jugé à propos de prendre de nouveau fait et cause pour ses droits foulés aux pieds !

L'auteur de ce nouveau changement était le fameux Alberoni, qui, de la Sicile arrachée au duc de Savoie, et du royaume de Naples enlevé à l'Autriche, réussit à composer un apanage à l'infant don Carlos, fils puîné de son maître Philippe V. « Parjure plus tard, dit Michel Amari, la nouvelle dynastie débuta, comme on peut le penser, par une observance très-scrupuleuse des pactes fondamentaux. Les deux royaumes de Naples et de Sicile restèrent aussi étrangers l'un à l'autre qu'ils l'avaient été sous Philippe II. En recevant à Palerme la couronne de Sicile et l'hommage de la représentation nationale, le 5 juillet 1735, Charles III, à son tour, prêta serment à la constitution, à toutes les libertés qu'elle assurait au pays. Son successeur, Ferdinand, renon-

vela ces serments, et il constata la distinction des deux royaumes, en prenant le titre de III[e] en Sicile et de IV[e] à Naples, où il avait régné un Ferdinand de plus qu'en Sicile. »

Les deux royaumes, réunis par les hasards de la politique sous un même prince, se trouvèrent exactement dans la même condition réciproque qu'aujourd'hui la Suède avec la Norwége, le Luxembourg avec la Hollande. Chacun d'eux garda sa physionomie bien tranchée, son caractère distinctif, ses institutions particulières, son administration toute séparée, et leur existence ne se mêla pas davantage que du temps où ils figuraient l'un et l'autre, et toujours isolément, dans la masse des États de la monarchie espagnole. Les nouveaux rois établirent à Naples leur résidence, et Palerme eut, comme par le passé, un vice-roi indépendant.

En 1759, Charles III, allant régner en Espagne, laissa à son second fils, Ferdinand, les royaumes de Sicile et de Naples. Ce prince avait huit ans. L'acte de cession fut passé à Naples, devant les grands de cet État et en présence de la junte de Sicile, ainsi que des députés du Sénat de Palerme, qualifiée dans cet acte de *capitale du royaume de Sicile.* — Charles III revêtait son jeune successeur du titre de *roi des Deux-Siciles*, dont voici l'origine. Du temps des rois normands et de la maison de Souabe, lorsque la monarchie avait son siége dans l'île, les provinces du

continent, considérées comme des annexes de la couronne, s'appelèrent *Seconde-Sicile*. Il y eut, d'après la séparation naturelle du détroit, *la Sicile en deçà du Phare* et *la Sicile au delà du Phare*. La conquête angevine créa le royaume de Naples, qui vécut longtemps sous sa dynastie particulière. Quand, plus tard, les souverains espagnols furent arrivés à la possession de chacune de ces deux couronnes, revenant à la dénomination ancienne, ils s'appelèrent rois de l'une et de l'autre Sicile, *Utriusque Siciliæ*, ce qui n'impliquait pas du tout la fusion des deux États en un seul, mais bien les deux couronnes réunies sur la tête d'un même prince, commandant à Palerme comme roi de la première Sicile, à Naples comme roi de la seconde.

On verra plus loin l'importance de ces détails, qui peuvent paraître tout d'abord surabondants.

Le nouveau prince ordonna aussitôt par un décret spécial au vice-roi de prêter serment à la Constitution sicilienne en son nom, ce qui eut lieu le 3 avril 1760, devant le Parlement réuni à cet effet. Ferdinand III fut alors reconnu roi de Sicile.

C'est, au fond, une chose assez singulière qu'un prince, souverain au même titre sur deux provinces, revêtu de l'autorité la plus despotique dans l'une et forcé, dans l'autre, de gouverner en roi constitutionnel, jalousement circonscrit dans un cercle étroit. Ainsi se trouvait Ferdinand. — Les monarques es-

pagnols, tout puissants chez eux, vivaient trop loin de l'île pour s'irriter contre ces priviléges si étendus pour l'époque. Ils n'y voyaient qu'une garantie contre les abus de pouvoir de leurs vice-rois, et d'ailleurs, en respectant les droits acquis des Siciliens, ils savaient se concilier leur fidélité. Mais un roi de Naples, installé en vue de l'île, et n'ayant pas pour occuper ses loisirs les soins d'une monarchie immense, devait tôt ou tard essayer de changer la constitution politique sicilienne, si fort en opposition avec l'état de choses auquel il présidait directement dans ses États de terre-ferme, et dont les principes le pénétraient tout naturellement. Si l'on joint à cela le caractère personnel de Ferdinand et la circonstance qu'il eut pour femme cette Caroline d'Autriche, fille de Marie-Thérèse, tout imbue des traditions de la cour où elle était née et ivre de pouvoir sans frein, on comprendra que les antiques libertés siciliennes ne tardèrent pas à devenir le point de mire des intrigues des souverains et de leur entourage.

Ici encore, je laisse parler M. Michel Amari :

« Voilà donc, pendant la dernière moitié du dix-huitième siècle, une lutte engagée entre la Sicile et la cour de Naples. La cour en voulait à la fois à l'indépendance et à la constitution de la Sicile. Elle était encouragée, appuyée, poussée à sa double usurpation par la situation exceptionnelle du royaume de

Naples, rempli à cette époque d'hommes très-capables, mais naturellement disposés à prendre sur la Sicile la revanche des maux qu'ils avaient souffert sous le gouvernement espagnol. De plus, le royaume de Naples avait perdu depuis bien longtemps ses institutions parlementaires. Réformées au treizième siècle par le contre-coup des Vêpres siciliennes, ces institutions tombèrent en ruine pendant les luttes de la France et de l'Espagne, du pouvoir royal et des barons dans la malheureuse Italie méridionale; Masaniello et le duc de Guise ne les avaient certainement pas rétablies. Le pouvoir monarchique, tout à fait absolu à Naples, s'irritait des barrières qu'il rencontrait en Sicile; mais, n'osant pas les attaquer de front, il s'efforçait de les tourner. On en était là à la veille de la Révolution française. »

II.

LA COUR DE NAPLES EN SICILE.

« — Le gouvernement britannique a toujours porté beaucoup d'estime et d'affection à la Sicile; mais cependant *ce n'est pas tout à fait à cause de ce sentiment*, NI POUR ASSURER LE BONHEUR DE LA SICILE, que des troupes anglaises y ont été stationnées : au fait, ce ne fut qu'une occupation militaire. »

(— LORD CASTLEREAGH, *à la Chambre des Communes*, 21 *juin* 1821.)

Alliée naturelle de l'Autriche pendant les guerres de la Révolution française, la cour de Naples vit, au mois de janvier 1799, son armée détruite et sa capitale menacée par le général Championnet. La fuite en Sicile se trouva l'unique moyen de salut. Montant sur des vaisseaux anglais, chargés en hâte de tous les objets précieux des palais et musées, et de quatre-vingts millions, argent des particuliers enlevé à la Banque, la famille royale fit voile pour Palerme, où elle débarqua presque en suppliante. — Le peuple

sicilien est bon et généreux ; à l'aspect de ces illustres vaincus, venant lui demander asile, saisi d'un noble dévouement, il oublia les griefs passés, et ne songea qu'à exercer envers eux la plus large hospitalité. — Elle devait, hélas ! lui coûter cher un jour ! — Le Parlement de Sicile vota un don annuel de deux millions *pour les dépenses de la Cour pendant qu'elle séjournerait dans l'île.* Le roi prit l'argent, et lorsqu'en 1802 les défaites des Français lui rouvrirent les portes de Naples, il se hâta d'y retourner, ne rapportant de son séjour à Palerme que le désir toujours plus violent de mettre une bonne fois la main sur les libertés et les finances de ce peuple.

Les mêmes causes produisirent encore les mêmes résultats. — Quatre ans après leur rentrée à Naples, Ferdinand et Caroline, entraînés de nouveau dans le sort de l'Autriche, chassés une seconde fois de leurs États continentaux, reprenaient la route de la Sicile. Ils arrivèrent à Palerme, la rage dans le cœur, et décidés à employer tous les moyens, à faire argent de tout pour reconquérir leur royaume. Abusant des forces qu'elle réunissait à Palerme, la Cour s'empara, — spoliation unique au monde, — des fonds du Mont-de-Piété de Palerme, des capitaux déposés à la Banque par les citoyens. Les biens de tous les absents furent confisqués. Ces sommes servaient à entretenir un monde d'espions en corres-

pondance avec Naples, et de bandits, accourus en Sicile, qu'on enrégimentait pour des expéditions chimériques. La justice était rendue impuissante contre les exactions de tous ces misérables, auxquels leurs compatriotes de haut rang, ministres de Ferdinand ou grands dignitaires de sa cour, donnaient l'exemple de piller et d'insulter les citoyens. — Puis, comme ces derniers commençaient à murmurer, on se mit à les traiter de *Jacobins*, à les accuser *d'idées françaises*, et les prisons furent bientôt remplies de malheureux, dont on ruinait et maltraitait les familles pendant ce temps.

Un suspect fut exilé, et un de ses amis condamné à une dure réclusion pour s'être trop souvent entretenu avec lui : *pro crebris conversationibus*, dit la sentence. Un autre fut déporté dans une île, parce qu'il lisait les journaux avec intérêt : *pro lecturâ gazetturum cum dilectatione*, ce qui trahissait évidemment un conspirateur. La coupe de la barbe, la forme des pantalons servaient de motifs pour persécuter un citoyen. — On croit relire les exploits de Radetzki en Lombardie.

On ne sait à quelles extrémités en serait venue cette cour qui, en 1802, avait couvert Naples d'échafauds, et versé le sang par torrents, si l'Angleterre, seule puissance qui eût des rapports avec la Sicile, ne se fût enfin interposée, non pas, qu'on le croie bien ! par horreur de ces excès de pouvoir,

mais parce que son intérêt était fortement en jeu de ce côté.

Dans la lutte gigantesque qu'elle soutenait contre Napoléon, l'Angleterre avait besoin, pour la sûreté et le ravitaillement de ses flottes dans la Méditerranée, des ports ainsi que des ressources de la Sicile. Elle y entretenait donc des troupes afin de défendre l'île contre une descente des Français ou des Napolitains de Murat, et elle payait à Ferdinand un subside de 400,000 livres sterling par an, pour qu'il eût toujours sur pied une force régulière respectable.

Le cri qui s'élevait de toutes parts contre le gouvernement de Ferdinand et de Caroline, l'appréhension d'un soulèvement dont l'ennemi pouvait profiter, enfin la découverte d'une intrigue secrète entre la cour de Palerme et Napoléon lui-même, par l'intermédiaire de Marie-Louise, nièce de Caroline d'Autriche, intrigue qui, sous promesse de la restitution de Naples, tendait à introduire une expédition française dans l'île et à jeter les Anglais à la mer, tous ces graves motifs portèrent le cabinet de Saint-James à intervenir dans les affaires intérieures de la Sicile. — Au mois de juillet 1811, lord William Bentinck arrivait à Palerme comme ministre plénipotentiaire du gouvernement anglais et commandant en chef de ses forces.

« Lord Bentinck, dit un historien, trouva la ville

de Palerme exaspérée d'un nouvel attentat commis par la cour, la veille même de son arrivée. La cour, non contente du subside considérable que lui avait voté l'année précédente le Parlement de 1810, et n'ayant jamais assez d'argent pour suffire à ses prodigalités, à ses ténébreuses et coûteuses intrigues, obtint une délibération du conseil d'État, composé exclusivement de ministres napolitains, et elle promulgua trois décrets mémorables. Le premier déclarait propriété du roi tous les biens des corps religieux et des communes et les mettait en vente ; par le second, on organisait une loterie pour pouvoir en réaliser plus promptement le prix ; le troisième, enfin, établissait un droit de 1 pour 100 sur toutes les ventes, de quelque nature qu'elles fussent. »

Une terrible explosion accueillit ces mesures. La haute noblesse protesta, et le roi fit déporter dans les prisons des îles ses principaux chefs. Personne ne voulut acheter les biens des communes, et comme le droit sur les ventes frappait gravement les négociants anglais, lord Bentinck, qui n'avait point caché sa désapprobation d'une conduite semblable, réclama pour eux.— Les conseils et les remontrances furent reçus dérisoirement ; la cour se mit en lutte ouverte avec lui ; Caroline fit travailler sourdement les troupes et la populace de Palerme, pour résister au besoin à main armée ; et, six mois après sa venue en Sicile, lord Bentinck en était réduit à se re-

tirer honteusement , ou à faire un coup d'État.

Ce fut à ce dernier parti qu'il s'arrêta. Par ses ordres, les régiments anglais cantonnés à Messine marchèrent sur Palerme, et lorsqu'ils furent aux portes de la capitale, lord Bentinck se rendit auprès du prince héritier François, et lui tint ce langage :

« J'ai, par toutes sortes de voies, essayé de faire entendre raison au roi et à la reine, tout a été inutile. Aux grands maux les grands remèdes. Je pars et vais me mettre à la tête de mes troupes ; je marcherai sur la ville et j'embarquerai votre père et votre mère pour Londres. Pour vous, vous régnerez si vous voulez faire droit à mes demandes et garder l'alliance de la Grande-Bretagne, sinon il y aura aussi un navire pour vous, et l'Angleterre, toujours loyale et toujours juste, couronnera votre fils et établira une régence. »

Il fallut bien en passer par là. Le prince François accepta le vicariat-général du royaume ; le roi et la reine se retirèrent à la campagne ; et un ministère composé de Siciliens prit la direction des affaires, avec le concours personnel du ministre anglais, qui, à ses diverses charges, ajouta celle de commandant en chef de l'armée sicilienne.

Ce fut alors qu'afin d'assurer d'une manière définitive l'avenir du gouvernement constitutionnel en Sicile, on songea à reprendre tous les anciens privi-

léges, franchises, droits concédés ou conquis, libertés nationales accordées par les rois des diverses dynasties, pour les fondre en un seul acte, charte du droit public du royaume, harmonisée avec les progrès et l'esprit des temps nouveaux.— De ce travail sortit la fameuse Constitution de 1812, modelée pour la forme sur la Constitution anglaise, avec le vieux fond sicilien, et que le Parlement, assemblé en juillet 1812, adopta avec enthousiasme. Le roi Ferdinand, le prince François, Vicaire-Royal, la sanctionnèrent tous deux solennellement et avec une satisfaction apparente; mais l'ancienne cour, dont le nouveau régime anéantissait toutes les espérances de retour au pouvoir absolu, s'agita de telle façon, sur l'impulsion de Caroline, que, pour éviter de sanglantes collisions, lord Bentinck dut se saisir de la dictature et exiler de l'île la vieille reine, qui se retira à Vienne.

De tels événements, en produisant une excellente impression sur les esprits, bannirent toute crainte fâcheuse pour l'avenir. Comme l'a écrit un publiciste sicilien : « Le ministre anglais s'entourait des avis de tous les personnages de distinction qui avaient pris parti pour la Constitution ; il les flattait, les encourageait, les assurait de la protection de la Grande-Bretagne. Il fit tant que les ministres et un grand nombre de Siciliens s'attirèrent la haine personnelle du roi par leur fidélité à suivre l'impulsion des Anglais et à contrecarrer tous les actes de Ferdi-

nand. — La conduite du cabinet de Londres, de tout point conforme aux déclarations de son agent à Palerme, confirmait les Siciliens dans leur sécurité et *dans la confiance qu'ils ne seraient jamais abandonnés par leur puissante alliée.* »

Les pauvres Siciliens allaient bientôt faire une cruelle expérience de la bonne foi et de la loyauté anglaises.

Un des articles les plus importants de la Constitution, et celui qui avait surtout comblé de joie les Siciliens, était le suivant :

« Si le roi de Sicile *recouvre le royaume de Naples* ou acquiert quelque autre couronne, il est tenu d'envoyer en Sicile, comme roi, son fils aîné, ou de laisser celui-ci en Sicile en lui cédant le royaume. *Dès aujourd'hui la Sicile est déclarée indépendante de Naples* et de tout autre royaume et gouvernement. »

C'était l'ancien fait de la séparation des deux couronnes, transporté dans le droit nouveau et augmenté à ce point qu'elles ne pouvaient plus être réunies sur une même tête. Ferdinand et son fils François approuvèrent spécialement cette déclaration si grave. — Ils s'en rapportaient à l'avenir du soin de les délier de leur serment.

La Constitution fonctionnait régulièrement, la Sicile était tranquille, lorsque lord Bentinck quitta l'île pour se rendre en Espagne. Il fut remplacé à

Palerme par sir William A'Court, dont l'action devait être bien différente de celle que Bentinck avait eue à accomplir.

Après des prospérités sans nom, les revers avaient commencé pour l'empire d'Occident. Une fois sur la pente fatale, le colosse s'écroula rapidement. En 1814, Napoléon prenait le chemin de l'exil, et les alliés défaisaient à l'envi tout l'échafaudage politique bâti par lui en Europe. — Ferdinand crut un instant ressaisir Naples; malheureusement pour lui, la coalition s'était déjà arrangée avec Murat; et, d'ailleurs, la réprobation que la dynastie sicilienne soulevait même parmi les vieilles cours pour sa conduite atroce en 1802 était telle, que le czar Alexandre put répondre à Caroline, qui le suppliait à Vienne en faveur de son mari : « Madame, ce n'est plus le temps d'envoyer aux peuples un roi-bourreau! »

Mais s'il perdait à ces événements l'espoir de recouvrer momentanément ses anciens États de terre ferme, Ferdinand y trouvait l'immense avantage de devenir en Sicile à peu près maître absolu. — N'ayant plus besoin de l'île, alors que leur ennemi était tombé, et que leur volonté commandait, toute-puissante, sur le continent, les Anglais retiraient à la fois de la Sicile leurs troupes et leur ingérence dans les affaires politiques. — Une fort belle dépêche recommandait bien au roi l'observation de ces lois

constitutionnelles, établies sous l'impulsion anglaise; mais, en attendant, le cabinet de Saint-James n'en livrait pas moins au bon plaisir de Ferdinand, avec une parfaite indifférence, ses anciens alliés siciliens, les gens qu'il avait su si bien mettre en avant. — Complice intéressée de l'Autriche, de la Prusse, de la Russie, ces trois champions du despotisme, dans ce grand partage des peuples, à l'image de vils troupeaux, l'Angleterre se souciait bien alors de ses promesses passées, de ses engagements antérieurs, et de ces idées libérales dont elle s'était servie comme d'une arme contre Napoléon ! — Le même lord Bentinck, l'ex-ministre anglais en Sicile, n'était-il pas débarqué sur les côtes de Toscane, avec des drapeaux où on lisait écrit en gros caractères : *Liberté et Indépendance de l'Italie*, et tout cela pour la livrer aussitôt à l'Autriche !.....

Comment les Siciliens eussent-ils pu conserver le moindre doute ? Sir William A'Court travaillait aussi activement à abattre la liberté sicilienne, d'accord avec le roi, que son prédécesseur avait montré d'énergie pour la rétablir. Ferdinand ne cachait plus ses intentions; il faisait brûler, par la main du bourreau, le texte de la Constitution; il emprisonnait ou exilait les anciens ministres, les nobles les plus compromis, et des milliers de gens de tous les rangs. — L'année qui s'écoula, du printemps de 1814 à celui de 1815, fut terrible pour les Siciliens.

La défaite de Tolentino, en précipitant Murat du trône, vint réaliser ce hasard qu'attendait Ferdinand. — Sans perdre de temps, il dissout brusquement le Parlement et part pour Naples, en laissant le prince François pour gouverner à Palerme; puis, avec l'aide du ministre anglais, qu'il comble d'or et de titres, de Naples, où il règne despotiquement, sans aucun frein légal dans les institutions du pays, il supprime d'un mot la constitution sicilienne et y fait désormais exercer son autorité comme dans une province esclave, comme en pays conquis.

Mais la chose exorbitante, inouïe, formidable d'audace et de rouerie, fut lorsqu'à la fin de 1816, s'appuyant sur de prétendues stipulations du congrès de Vienne, le vieux roi, par décret des 8 et 11 décembre, déposant les titres qu'il avait jusqu'alors portés (celui de Ferdinand IV de Naples et celui de Ferdinand III de Sicile), prit, de son seul et unique vouloir, la dénomination de *Ferdinand Ier*, roi du *Royaume des Deux Siciles*, réunissant ainsi les deux couronnes en une seule, détruisant l'indépendance de la Sicile, supprimant le drapeau sicilien, la monnaie sicilienne; escamotant, en un mot, l'autonomie politique de l'île. — En créant un nouveau royaume unique à la place de deux anciens États, Ferdinand anéantissait tout le passé, faisait table rase de tout ce qui pouvait exister chez l'un et chez l'autre, et se trouvait souverain absolu d'une couronne toute

neuve, maître de tailler en plein drap : ce qu'il s'empressa bien de faire.

Le plus fort, c'est que le congrès de Vienne n'avait pas dit un mot de cette réunion des deux couronnes en une seule. Le roi était dénommé dans le traité : Ferdinand IV, de son titre de Naples; il y était dit qu'il reprenait la couronne de Naples ; mais pas une phrase qui eût trait à la Sicile, à sa disparition du rang des États. — C'était une atroce usurpation.

Dire maintenant la conduite de la cour de Naples envers la malheureuse Sicile, aussitôt après que ce véritable tour de passe-passe la lui eût livrée pieds et poings liés ; raconter toutes les vengeances exercées contre tous ceux qui avaient contrarié les instincts tyranniques de Ferdinand et de ses conseillers, à partir des gens du plus haut rang, serait chose impossible ; il faudrait un volume rien que pour l'histoire de cette odieuse réaction. — Les infortunés Siciliens s'adressèrent en vain à l'Angleterre pour obtenir de son intervention quelque adoucissement à leur sort ; ils n'en tirèrent que des sarcasmes et des exhortations de *se soumettre à leur roi légitime.*

« En tout ceci, s'écrient à juste titre MM. Bonaccorsi et Lumia, la conduite du gouvernement anglais est encore ce qu'il y a de plus révoltant. Après être intervenu si activement dans les affaires intérieures de la Sicile ; après qu'un ambassadeur de la Grande-Bretagne a suggéré aux Siciliens l'idée de

réformer leur constitution ; après les avoir excités et soutenus contre le roi ; après que lord Castlereagh a écrit au prince de Belmonte une lettre propre à le compromettre gravement, lui et tous les Siciliens ; après que le cabinet de Londres a déclaré que toute réforme de la constitution devra se faire par le Parlement et suivant les lois ; enfin, après qu'il a ordonné à son représentant à Naples de *s'opposer à toute tentative ayant pour but de restreindre les priviléges de la nation sicilienne de telle sorte que le gouvernement britannique n'eût à se reprocher plus tard d'avoir contribué à un changement de système en Sicile ;* après cela, ce cabinet donne son approbation aux actes de la cour de Naples ! »

Ce sont des Siciliens qui ont écrit cela, au nom de leurs compatriotes, dans un grave et consciencieux Mémoire diplomatique. Voilà comment pensent sur ce sujet tous les Siliciens. — Et il y a des gens qui font semblant de craindre aujourd'hui l'ingérence anglaise dans les affaires de la Sicile, dans la politique de l'Italie méridionale délivrée !

III.

DE 1816 A 1848.

> « — Il est malheureusement trop vrai que le gouvernement des Deux-Siciles est tombé au dernier degré du mépris. La manière dont la cour vit au milieu de ses gardes, toujours tremblante, toujours poursuivie par les fantômes de la peur, n'offrant pour tout spectacle que des chasses ruineuses et des gibets, contribue de plus en plus, dans ce pays, à avilir la royauté... »
>
> (— M. de Chateaubriand, ambassadeur à Rome, dépêche de 1829.)
>
> « — La Sicile se rappellera toujours avec une haine terrible l'année 1837 et les dix ans qui l'ont suivie. »
>
> — Gualterio.

« Une police au-dessus de toutes les lois civiles et pénales, violant arbitrairement la liberté individuelle et le sanctuaire domestique; une censure stupide et perfide étouffant toute pensée et se faisant instrument d'espionnage et de calomnie; des arrestations

sans mandat, des condamnations sans procédure; la torture au fond des casernes de la gendarmerie; les voies publiques livrées aux malfaiteurs, aux sbires et aux gendarmes, canaille non moins dangereuse; plus de la moitié du revenu de l'île s'engouffrant à Naples; toute l'administration complice de l'oppression et des exactions; la levée des impôts servant de prétexte à des dilapidations de toute nature; les autorités constituées, fantômes sans autorité et ne résidant pas la plupart du temps; à leur place, des agents à pouvoirs illimités, faisant et défaisant les lois, voleurs et bourreaux à leur fantaisie, ne relevant que du conseil privé, et tout-puissants pour le mal; toute plainte, toute réclamation arrêtées au passage; l'espionnage et l'immoralité seuls titres à la fortune; l'agriculture, le commerce et l'industrie systématiquement entravés et accablés de charges arbitraires: — tel était le gouvernement. — La Sicile, privée de routes, de postes, d'écoles, de livres, enfermée dans la triple ceinture d'un système extravagant de douanes, n'était plus qu'un marché de deux millions de consommateurs au profit de quelques fabricants de Naples (1). »

Voilà le régime qu'aussitôt après leur restauration, les princes de Naples, avec la complicité de la Sainte-Alliance, et spécialement de l'Angleterre, accordè-

(1) Bonaccorsi et Lumia. — Mémoire déjà cité.

rent gracieusement à la Sicile, devenue province du nouveau Royaume-Uni, en échange de ses libertés nationales et en récompense de l'hospitalité reçue pendant les mauvais jours.

Du reste les choses ne se passaient guère différemment à Naples même, et les Napolitains n'étaient pas mieux traités que ceux qu'ils allaient opprimer pour le compte d'une cour devenue le type de la perfidie et de la cruauté basse, non-seulement aux yeux de l'Europe libérale, mais encore des gouvernements les plus despotiques, comme celui de la Russie, qui ne lui épargnaient pas les remontrances, quoique en vain. — Le fragment de dépêche placé en tête de ce chapitre dit assez ce qu'en pensaient, en France, les hommes d'État de la Restauration, que la parenté toute nominale des Ferdinand et des François avec la royale maison de Bourbon faisait rougir de honte.

J'aime en général beaucoup le système des citations. — Particulièrement dans un sujet aussi grave que celui-ci, le témoignage d'hommes distingués, d'historiens désintéressés, que l'on ne peut dire écrit pour les nécessités de la circonstance, comme mes assertions propres, puisqu'il existait avant elle, ce témoignage me paraît le meilleur de tous les raisonnements, le moyen de persuasion le plus direct. — Aussi m'en verra-t-on fréquemment user, surtout dans ce développement historique si nécessaire pour

l'intelligence du mouvement qui s'accomplit sous nos yeux.

Un éminent écrivain, qui a traité, dans ces dernières années, de l'histoire contemporaine d'Italie, avec parfaite et judicieuse connaissance des événements ainsi que des hommes, M. Charles de Mazade, s'exprime ainsi sur le compte de la royauté napolitaine rentrant dans ses anciens États :

« Les réformes civiles accomplies par le régime français, de 1806 à 1814, lui étaient violemment suspectes, et en sanctionnant ces codes nouveaux, qui sont restés les meilleurs de l'Italie, elle les dénaturait dans la pratique et en altérait l'esprit par un système d'arbitraire universel. Le carbonarisme, qu'elle avait appelé à son aide, devenait un ennemi qu'elle combattait par une police ombrageuse et violente, organisée elle-même en société secrète. En rentrant à Naples, le roi Ferdinand Ier promettait à son peuple une constitution, et le lendemain une guerre à outrance était déclarée aux plus modestes espérances libérales. C'était un crime d'avoir servi dans l'administration française ou dans l'armée de Murat. La royauté restaurée à Naples ne se modelait pas sur la France, où le rétablissement de la maison de Bourbon se confondait avec l'avénement du régime constitutionnel ; elle se livrait à l'influence autrichienne, et par un traité secret liait sa politique à celle des maîtres de l'Italie du Nord. En un mot,

c'était l'esprit de réaction et d'absolutisme transformé en système de gouvernement, procédant par la force ou par la ruse, appuyé et encouragé par une puissante influence extérieure, et rencontrant en face l'esprit de conspiration enflammé de tous les griefs et de tous les mécontentements accumulés. »

S'il en était ainsi dans les provinces de terre ferme, où leur résidence personnelle forçait encore les maîtres de Naples à quelques égards, on comprendra aisément ce que la Sicile pouvait espérer d'une administration inspirée du même esprit, et de gouverneurs qui savaient se rendre agréables au prince en molestant les Siciliens. Aussi tous les esprits se trouvaient-ils parfaitement préparés lorsqu'éclata à Naples le mouvement constitutionnel de 1820. — En apprenant ce qui se passait sur le continent, l'île s'insurgea comme un seul homme, et, par l'organe des corps municipaux, déclara reprendre son indépendance et sa constitution séparée. — Rien de plus juste et de plus légitime. — Une lutte acharnée eut lieu à Palerme entre la population et les troupes royales, qui furent battues. Le lieutenant-général du roi prit la fuite et une junte provisoire fut instituée aussitôt, avec mission de restaurer l'ancien ordre de choses, traîtreusement supprimé par la dynastie napolitaine.

Le croirait-on ! Ce ne fut pas le roi, mais bien le Parlement insurrectionnel de Naples qui dompta ce

mouvement et frappa les Siciliens dans l'acte de la revendication de leurs droits.—Il faut le dire, l'idée de leur suprématie sur les Siciliens, du vasselage de l'île envers Naples, tenait à cœur même aux libéraux napolitains, qui voulaient bien l'indépendance et les garanties constitutionnelles pour eux-mêmes, mais fort peu pour leurs frères d'au delà du détroit. — Le Parlement napolitain envoya donc une expédition, sous les ordres du général Florestan Pepe, reconquérir la Sicile, c'est-à-dire la soumettre au gouvernement de Naples, et la prise de Palerme replaça les Siciliens sous le joug. — Bientôt après, l'intervention armée de l'Autriche abattait la constitution napolitaine, et les ministres de Ferdinand sévissaient indistinctement contre Napolitains unitaires et Siciliens indépendantistes.

De 1820 à 1830, pendant les dernières années du vieux Ferdinand et le règne très-court de François Ier, la situation de la Sicile s'aggrava constamment. — L'avénement de Ferdinand, en 1830, fit d'abord croire à quelque amélioration. Ce prince était né en Sicile et il se targuait de prédilection pour ce pays. Il débuta par annoncer aux Siciliens dans une proclamation pompeuse, qu'il venait « *panser les plaies* faites par son aïeul et son père (1). » — Témoignage

(1) A propos de ces paroles fameuses de Ferdinand II, le bas peuple de Palerme, malicieux comme les Athéniens de jadis, chaque fois que le

vraiment flatteur pour la mémoire de ces deux princes! — Mais tout se passa finalement en belles paroles. La venue du comte de Syracuse, frère de Ferdinand, envoyé comme vice-roi à Palerme avec une cour, ne fut qu'un leurre. Animé d'assez bons sentiments, le comte de Syracuse n'avait en réalité aucun pouvoir. C'était toujours de Naples que venaient toutes les décisions, et non-seulement on ne s'inquiétait pas des réformes jugées urgentes par le jeune prince, mais encore on aggravait journellement, sans prendre son avis, les charges du pays, et toujours de la manière la plus blessante. L'ombrageux Ferdinand en arriva un beau jour à prétendre que le comte de Syracuse cherchait à se faire roi de Sicile, et ce prince fut rappelé avec d'injurieux procédés.

L'asservissement si complet de la Sicile ne contentait cependant pas encore Ferdinand. Plus despote que ses deux prédécesseurs, certaines concessions de Ferdinand Ier et de François, comme le droit exclusif des Siciliens à tous les emplois dans l'île, la consulte sicilienne à Naples, et quelques autres prérogatives, troublaient son sommeil. Il

roi venait en Sicile, ne manquait pas de dire : « *Voilà le Médecin arrivé.* » — Mais, comme à chacun de ses voyages, Ferdinand trouvait un nouvel impôt à établir, une manière nouvelle de vexer et de ruiner le pays, un homme du peuple lâcha un jour cette exclamation : « Oh! le bon médecin que nous avons là! il vient nous retirer jusqu'à la chemise! » — « Imbécile,— répondit aussitôt un de ses compagnons, — ne sais-tu pas qu'il faut d'abord ôter la chemise pour *panser les plaies?* »

guettait l'occasion de les supprimer : elle se présenta avec de funestes circonstances.

On était alors à la fin de l'année 1836. Après avoir ravagé une partie de l'Europe, le choléra asiatique venait d'apparaître à Naples. Tout d'un coup, par un caprice encore inexpliqué, le gouvernement napolitain, qui, jusque-là, avait tenu le royaume entouré d'un rigoureux cordon sanitaire, le déclare inutile, et étendant cette mesure à la Sicile, encore intacte, il ouvre ses ports, sans précautions aucunes, aux provenances de la Terre-Ferme et des autres contrées infectées. — Peu de jours après le fléau pénétrait dans l'île, et y semait l'épouvante et la désolation.

Dans aucune ville le choléra ne fit autant de ravages qu'à Palerme. Au plus fort de l'épidémie, jusqu'à deux mille victimes succombaient par jour. Dans un seul mois, sur une population de 180,000 âmes, il n'y eut pas moins de quarante mille morts. Un délire général gagna tous les esprits. L'imprévoyance, l'odieuse incurie du gouvernement de Naples envers la Sicile avaient de telles conséquences, qu'elles constituaient un vrai crime. — Il faut le dire bien haut, tout en levant la quarantaine et en abolissant les droits de la suprême magistrature de Santé, qui jusqu'alors avait toujours eu une autorité propre et indépendante de Naples, le gouvernement n'avait pris aucune mesure pour parer au fléau, ni pour empêcher qu'il se développât dans l'île. Tout

manqua au moment terrible de l'invasion, tout, jusqu'aux ensevelisseurs, de telle sorte que quantité de cadavres restaient sans être inhumés, et, en se décomposant, augmentaient l'infection. Les Siciliens, épouvantés et abandonnés complétement, en vinrent à se croire empoisonnés par l'ordre de la cour, qui voulait les punir ainsi de leur résistance opiniâtre à ses vues, et, en diminuant le chiffre de la population, avoir plus facilement raison du reste. — Et ce ne fut pas seulement dans le bas peuple que cette persuasion s'enracina ; des hommes illustres y crurent parfaitement. Dominique Scina, atteint du choléra, courut chez le duc de Cumia, directeur de la police, son intime ami, lui demander du contre-poison ; et l'archevêque de Palerme, cardinal Trigona, mourut en repoussant tout secours, et en disant qu'il n'y avait point de remède contre le poison.

Des désordres eurent lieu dans plusieurs villes. A Palerme et dans les environs, on cria : *Mort au tyran de Naples et à ses complices!* — A Catane, les habitants, exaspérés, chassèrent la faible garnison napolitaine ; le bas peuple renversa les statues des deux derniers rois, et quelques hommes hardis, sans songer au lendemain, traduisant en fait la haine générale, ne craignirent pas de proclamer l'indépendance et d'établir un gouvernement provisoire. Le reste de l'île, abattu par la douleur et l'effroi, ne s'associa pas à ce mouvement.

Ici je laisse la parole à l'illustre historien Gualterio (1) :

« Le gouvernement, résolu de profiter d'une occasion si favorable à ses desseins, envoya par des vapeurs une grosse troupe, qui débarqua à Solanto. Puis, le 31 juillet, arriva avec grand appareil de guerre et des pouvoirs souverains, c'est-à-dire comme *alter ego*, François-Xavier del Carretto, accompagné de trois généraux. La révolution était déjà éteinte, sans avoir été domptée, lorsque del Carretto fut envoyé en Sicile, ce qui montre clairement qu'il venait non pour vaincre, mais pour recueillir les fruits de la victoire. — Cette expédition pompeuse contre un mouvement comme celui de Catane était déjà ridicule; de plus, en présence du deuil de l'île entière, elle paraissait une basse cruauté. Et si l'on considérait son but politique, c'était une injustice solennelle rendue pire encore par le moment choisi pour l'accomplir. Il est vrai qu'en choisissant une occasion semblable, le gouvernement napolitain pensait bien réussir à dompter sans difficulté ces insulaires, alors épouvantés et découragés, qui troublaient son sommeil; et il est vrai encore qu'il espérait, en répandant les plus sottes calomnies et en exagérant les faits, se justifier en face de l'Europe, dans un moment où

(1) *Gli ultimi Rivolgimenti italiani.*

le silence universel le laissait sans contradicteurs.

« Mais les Catanais, apprenant l'expédition et se voyant seuls et abandonnés de tous, ourdirent eux-mêmes une réaction et l'accomplirent avant que l'envoyé royal fût arrivé sous leurs murs. — Ceux qui étaient les plus compromis prirent le parti de la fuite. — Ils ne réussirent cependant pas à ce qu'ils espéraient, car si le ministre de la police del Carretto n'eut pas à combattre, il ne renonça point pour cela à frapper. Par ses ordres, des cours martiales furent établies et des milliers de citoyens emprisonnés. Ces cours jugeaient sommairement et presque toujours à mort, sans procédure, sans instruction, sans débats contradictoires et sans preuves. — On voulait pour soi le rôle de vainqueur et pour ce malheureux peuple celui de rebelles. Les chefs étaient en fuite (à l'exception de l'infortuné Michel Adorno, fusillé à Syracuse), et l'on ne pouvait donc frapper que des gens qui n'avaient presque rien fait, ou des innocents. — Mais le gouvernement napolitain se disait que des victimes attesteraient à l'Europe la résistance, et témoigneraient de la nécessité des mesures adoptées contre l'île tout entière. Un tel dessein, pensé et exécuté de la manière la plus cruelle parmi les désastres du choléra, était, à dire vrai, de la part de la cour de Naples, une renonciation à toute transaction à venir avec les Siciliens ;

et pour ces derniers c'était un reproche éternel à lui jeter au visage.

« Si les faits n'étaient pas attestés par les personnes les plus honorables, et si les antécédents de del Carretto ne rendaient pas tout croyable, j'hésiterais à dire qu'on compta par centaines les condamnés à mort par jugement des cours martiales, composées alors comme toujours, en Sicile spécialement, d'hommes non-seulement vendus au pouvoir, mais coutumiers de tous les vices et vénaux au point de marchander, non pas une seule fois, mais le plus souvent, la vie et la liberté des prévenus (1) ; — la furie de tuer était telle, qu'on trouva une fois, en comptant les cadavres, une victime de plus que ne portait la sentence (2), et que ces affreuses exécutions, qui n'épargnaient ni les prêtres, ni les femmes, ni même les enfants, avaient lieu, par ordre du cruel ministre, au son de la musique ! — Et pendant ce temps, au milieu des deuils du choléra, redoublés par sa férocité, l'infâme donnait aux siens de joyeux dîners et des bals où il forçait d'intervenir les femmes et les filles des Catanais fugitifs ou compromis dans la sédition. Choses vraiment incroyables !

(1) — A Bagheria, bourg situé à huit milles de Palerme, quantité de malheureux se rachetèrent en payant les juges, et pour trouver l'argent, ils durent vendre le champ qui nourrissait leur pauvre famille.

(2) — Ne croirait-on pas relire une scène de notre 93 ? — tant les tyrannies, qu'elles viennent d'en haut ou d'en bas, produisent toutes, et toujours, les mêmes effets !

— Les Siciliens, plongés dans la douleur, n'avaient aucun moyen d'élever la voix, de sorte que jusqu'au soulagement de se savoir plaints leur manquait. Et del Carretto, non content de désoler la Sicile, ne manqua pas de la calomnier encore. Les journaux officiels parlèrent de la révolution domptée à Catane, et des désordres survenus à Palerme pendant le choléra, dont la meilleure part était certainement due à l'imprévoyance de l'autorité! Et sur ces désordres, on traita les Siciliens de barbares, non-seulement pour montrer que l'île ne méritait pas ses libres institutions, mais qu'elle était à peine digne d'un gouvernement comme celui qu'on pourrait donner à la race de nègres la plus abrutie. — Mais, entre les malheurs des Siciliens et les iniquités accomplies par del Carretto, l'histoire est juge, et elle a déjà prononcé de quel côté doit rester l'imputation de barbarie! »

L'écrivain national de la Sicile, Michel Amari, va nous dire maintenant le parti que sut tirer Ferdinand II de cette lugubre comédie de révolution domptée par ses armes :

« En 1837, Ferdinand II déchira cette ordonnance même de 1816, dernier terme du marché de lord Castlereagh avec la cour de Naples. Le choléra venait d'enlever quatre-vingt mille habitants à la Sicile; des désordres partiels avaient éclaté comme dans tous les autres pays de l'Europe visités par cet

horrible fléau ; le roi avait choqué tout le monde par sa conduite absurde et tyrannique en fait de police sanitaire, et un mouvement politique, qui fut arrêté par les citoyens eux-mêmes, avait éclaté à Catane. Aux yeux du tyran qui, dix ans après, devait mériter le titre de *bombardeur*, cette calamité publique parut une excellente occasion pour porter de nouvelles atteintes aux droits de la Sicile, et insulter au deuil des citoyens que le choléra avait épargnés. « *Dans le « but de rapprocher de sa royale personne la grande « famille de l'État,* » telles étaient ses paroles, il abolit l'article 1er de la loi de 1816, qui réservait aux Siciliens les emplois publics de leur pays ; et, en effet, il déporta dans le royaume de Naples tous les fonctionnaires et subalternes que la police signalait comme patriotes ; il envoya, en échange, avec des avantages considérables, un tas d'anciens serviteurs ou de libéraux ralliés, qui venaient de Naples, l'insulte sur les lèvres et remplis de prétentions pour tout blâmer, tout bouleverser, réduire tout le monde à la plus aveugle obéissance à « Sa Majesté. » — Peu à peu on retira de la Sicile les administrations supérieures, par exemple, celle des Ponts-et-Chaussées, et on les concentra à Naples. Les ministres napolitains ravirent aux autorités de la Sicile jusqu'aux derniers détails de l'administration ; pour la moindre affaire il fallait courir à Naples, payer le voyage et puis acheter les bureaux. Ces expressions

ne rendent pas encore toute la vérité. C'était un gouvernement colonial du dix-septième siècle, une féodalité du moyen âge, presque une servitude antique. »

Un bref coup d'œil sur le fonctionnement des diverses branches de l'administration mettra le lecteur à même de juger s'il y a exagération dans ces derniers mots.

Si nous abordons le chapitre des finances, un chiffre en dira plus que bien des phrases.—En 1813, la Sicile, qui avait alors une Cour, payait, et en se plaignant fort, 1,087,687 onces (l'once vaut 12 fr.); — en 1820, elle en paya 1,637,332; — et, enfin, en 1847, le roi de Naples lui arrachait annuellement l'énorme somme de 2,318,000 onces, soit 28,975,000 francs. — Et qu'on ne s'imagine pas que la richesse de l'île avait crû dans cette même proportion : tout au contraire. Les produits étaient dépréciés par le manque de commerce et de relations, et le numéraire devenu d'une rareté extrême. — Tout l'argent enlevé aux Siciliens se dépensait dans les provinces de Naples, où le gouvernement tenait ses arsenaux, ses fabriques d'armes et d'habillement pour les troupes; autre cause de ruine pour le pays, qui voyait le numéraire sortir par les impôts et ne rentrer jamais.

Puis, outre l'impôt ordinaire, on pillait les finances siciliennes, tant que l'on pouvait, sous des

prétextes imaginaires. — Ainsi, les États-Unis réclamant une grosse somme pour des bâtiments de commerce capturés à Naples du temps de Murat, Ferdinand II décide que la Sicile en payera une partie, sous prétexte que la guerre qui pourrait survenir nuirait à la Sicile tout autant qu'à Naples. — En 1840, le roi concède à une compagnie française le monopole des soufres de l'île. L'Angleterre, lésée dans ses intérêts, proteste et commence à capturer les bâtiments napolitains, Ferdinand est forcé d'abolir le monopole et de payer une double indemnité à la compagnie française et aux Anglais. — Où croit-on qu'il va puiser l'argent?— dans les poches des Siciliens, attendu que les mines de soufre sont dans l'île!

La police et la gendarmerie étaient fort grassement payées; mais, sur un revenu de 29 millions, on laissait à la Sicile 100,000 fr. pour l'instruction publique, les encouragements au commerce et à l'industrie, et 342,000 francs pour les travaux publics! Il est vrai que les routes étant à la charge des budgets départementaux, les Siciliens donnaient chaque année des millions pour leur construction et leur entretien. Mais le gouvernement napolitain empochait régulièrement les susdits millions, et, à l'heure actuelle, la Sicile n'a pas encore de routes.

— « Les routes, disaient les ministres napolitains,

les routes donnent le goût des voyages, et les voyages celui des conspirations. »

Les droits postaux étaient énormes. Lettres et journaux coûtent moins cher à recevoir en Chine qu'à Palerme. — Aucun écrit ne pouvait entrer sans passer préalablement à une censure qui taxait Bossuet d'hérésiarque et Fénelon de révolutionnaire. — Qu'on juge par là de la liberté de la presse et de la pensée !

En ruinant le pays, ce régime avait fait surgir des légions de mendiants affreux, indescriptibles. Quiconque n'a pas visité la Sicile ne se fera jamais une idée du degré de misère auquel les basses classes se trouvaient réduites. — C'était pire que l'Irlande.

Il n'y a pas une seule manufacture en Sicile, pas une société, pas une exploitation agricole en grand. — Quand des industriels étrangers se présentaient pour solliciter le droit de porter en Sicile leurs capitaux et leur intelligence, on les refusait, ou bien on leur suscitait tant de difficultés qu'ils devaient se retirer. — Palerme, une ville de deux cent mille âmes, n'a pas de gaz en 1860. — Cette grande et belle capitale ne possédant qu'un vieux théâtre, petit et laid, avait réuni par souscription les fonds nécessaires pour en bâtir un plus convenable. Pendant un voyage du roi, la municipalité se présenta à lui pour lui demander la permission de bâtir et lui soumettre les plans. Ferdinand II répondit qu'il avait

fait vœu de ne jamais autoriser l'érection de théâtres ou autres édifices profanes ; mais qu'il voulait se charger lui-même de l'emploi de la somme recueillie, pour le plus grand bien de ses fidèles Palermitains. — Et, ayant pris l'argent, il en donna une partie pour réparer de vieilles chapelles et garda le reste.

Tout cela n'est rien encore devant la manière dont la liberté individuelle et l'administration de la justice, — ces deux suprêmes besoins de toute société, — étaient entendues par les représentants du roi de Naples.

« La procédure napolitaine, dit M. Ch. de Mazade, est simple et protectrice, je le veux ; elle garantit théoriquement la liberté individuelle et sauvegarde par ses formes tous les droits de défense ; seulement, à côté de la justice qui instruit et qui juge, il y a le gouvernement qui envahit de toutes parts les magistratures, interprétant ou devançant leurs arrêts, modifiant la nature et la durée des peines. Un accusé absout par un tribunal est laissé en prison sans motif avoué, pour rester à la disposition de la police, *con empara di polizia*, selon l'expression consacrée. Des peines abolies par les codes, telles que les tortures et les verges, ont été rétablies en fait et ostensiblement appliquées. Le ministre de la police, dans une occasion pressante, rappelait au public par une ordonnance « cette pénalité extra-« ordinaire et bien connue,— la bastonnade, — in-

« fligée même avant le jugement de la cour compé-
« tente ; » et, par un raffinement singulier d'égalité, il promettait de la distribuer impartialement, « quel « que fût le rang du coupable, qu'il portât une veste « ou un habit. » — Au fond, le vrai pouvoir sous Ferdinand II fut la police.

Je ne reviendrai pas à ce sujet sur des détails connus de l'Europe entière. Je ne rappellerai pas les fameuses lettres de M. Gladstone, racontant les étranges procédés du gouvernement de Naples envers les accusés politiques. Une anecdote complètera la citation empruntée à M. de Mazade. — Un des hommes appelés dernièrement au pouvoir, après la remise en vigueur de la Constitution, M. Morelli, je crois, étant alors président d'une cour criminelle, reçut le dossier d'un procès politique, basé sur l'accusation la plus injuste, avec ces mots en marge de la main du ministre : « Sa Majesté désire une condamnation rigoureuse. » M. Morelli, indigné, écrivit au-dessous : « Je donne ma démission. » Puis il signa et renvoya le dossier au ministère. — Mais cet exemple est peut-être unique. — Du reste, qu'attendre de bien et d'honnête de juges qui savaient que leurs sentences étaient journellement annulées par un acte du bon plaisir souverain, qu'un rescrit royal suffisait pour changer les arrêts les plus graves en matière civile, et que lorsque les tribunaux criminels renvoyaient un accusé, la police

le retenait en prison pour son propre compte?

Et encore les provinces de terre ferme jouissaient-elles sous tous ces rapports d'une félicité angélique, en comparaison de l'infortunée Sicile, où tout était permis aux dépositaires de l'autorité, et où jamais le gouvernement ne désavoua un agent, quoi qu'il eût pu faire.

Le célèbre théatin Ventura, Sicilien de naissance, et, comme tel, parfaitement renseigné sur toutes ces choses, publia en 1848 un Mémoire fameux, *pour la reconnaissance des droits de la Sicile comme État indépendant.* — J'en extrais la page suivante, traduite littéralement :

« On comptait par douzaine les gens fusillés pour prétendus délits de conspiration fondés sur les soupçons les plus légers, et d'après la sentence de tribunaux exceptionnels composés d'hommes dépourvus à la fois de savoir et de conscience, d'humanité et de pudeur, véritables bourreaux et non pas juges.

« Les *Gendarmes*, c'est-à-dire la force destinée à réprimer et à prévenir les crimes, étaient ceux qui en faisaient commettre et en commettaient eux-mêmes le plus. Lorsqu'on voyageait dans l'intérieur de l'île, il fallait prier Dieu de se rencontrer plutôt avec un assassin de profession qu'avec un gendarme. Si la rencontre avait lieu dans quelque chemin écarté, le moins qui pût arriver était certainement d'être volé. — L'unique chose dans laquelle ces affreux re-

présentants de la force publique différaient des bandits, c'est que ces derniers étaient punis, et eux loués, caressés, récompensés, et l'impunité assurée à leurs méfaits.

« Les arrestations étaient faites avec l'arbitraire le plus éhonté, de même que les condamnations avaient lieu avec l'injustice la plus manifeste. Les prévenus se tenaient des mois et des années au fond de prisons horribles, de cachots meurtriers ; et seulement lorsqu'il plaisait à la police, on les remettait en liberté *provisoire*, ou par sentence *économique*, sans jugement, ils étaient envoyés peupler les bagnes et les maisons de force, ou plutôt y mourir lentement et horriblement. La police était supérieure à tout autre tribunal; et aucune magistrature ne pouvait s'opposer à l'action de la police ou lui demander compte de ses actes d'arbitraire et de ses cruautés. Voilà comment le gouvernement des Ferdinand respectait la vie et la liberté des citoyens. — Pour trouver quelque chose de semblable, il faut remonter au delà du moyen âge, jusqu'au temps de Tibère et de Néron ! »

Michel Amari renchérit encore sur cette description :

« Les arrestations arbitraires laissées à la discrétion d'un commissaire ou d'un sbire; les perquisitions domiciliaires, les domiciles forcés, les violences personnelles, les injures que se permettaient les

agents supérieurs comme les plus infimes, tous ces crimes s'effacent devant la bastonnade et la torture! La bastonnade et la torture : qu'on ne suppose pas qu'elles furent les dernières entre les causes de la révolution de 1848. Aux commissariats de police, dans les casernes des gendarmes, pour peu qu'un prévenu niât le crime ou fît la moindre résistance morale, on le battait avec des nerfs de bœuf, on le suspendait par les bras, on lui serrait la tête avec des cordes à nœuds, et plus souvent on lui donnait la question d'une manière plus affreuse encore. Le port des armes était puni par la bastonnade publique, de la main du bourreau. On appliquait cette peine au gré des commissaires de police ou par ordre du général Triole, chef de la police à Palerme. Enfin, l'assassinat. Au commissariat de police de Saint-Dominique, on trouva, dans les premiers jours de la révolution, des squelettes, des crânes, des restes de cadavres non encore desséchés (1). »

(1) Ces derniers faits ayant donné lieu récemment, en Angleterre, à une polémique assez vive entre la presse libérale qui les avait rappelés et certains défenseurs du gouvernement napolitain, un prêtre qui se trouvait à Palerme en 1848, écrivit au *Daily Telegraph*, pour lui dépeindre ce qu'il avait vu de l'intérieur d'une prison où il était entré avec le peuple, pendant la lutte. Voici un résumé de sa lettre :

« Les royaux, au premier bruit de l'assaut, avaient muré les portes des souterrains où ils tenaient les cadavres, espérant ainsi pouvoir cacher à tous leurs abominations ; mais le mur vint à tomber et sept chambres obscures furent découvertes. Rien de ce qu'on connaît de l'inquisition espagnole ne peut donner une idée des horreurs qui se présentèrent aux yeux du peuple terrifié.

« Des cadavres à tous les degrés de putréfaction gisaient pêle-mêle,

Tant d'iniquités de tous genres portèrent enfin leurs fruits. La mesure, par trop comblée, déborda. Après avoir longtemps imploré d'une voix soumise un régime plus tolérable, les Siciliens commencèrent à menacer. Les événements de 1847, les réformes concédées par tous les princes d'Italie, leur firent élever davantage la voix. — L'*autorité paternelle* répondit qu'il y avait des canons au Castellamare et des potences pour les rebelles. — Naples faisait son mouvement libéral, sans s'inquiéter de la Sicile, considérée comme une propriété personnelle du roi, dont il pouvait user à son bon plaisir.

Ce fut alors que, puisant des forces dans l'étendue de leurs souffrances, les Siciliens, par un défi sans exemple dans l'histoire, fixèrent un terme au gouvernement pour changer de voie, passé lequel ils se lèveraient en masse pour vaincre ou mourir. — La date indiquée était le 12 janvier 1848; et ce

quelques-uns couverts encore de leurs vêtements, d'autres complétement nus et avec des colliers qui avaient pénétré dans la chair vive. Un grand nombre d'ossements humains gisaient dans les angles. Dans les compartiments du bâtiment étaient étendus les squelettes de ceux qu'on avait laissé mourir de faim ou de torture. Suspendus à la muraille, se voyaient des corps d'hommes qui avaient été déshabillés et crucifiés, et, pendant que sur des siéges de fer rouillé il ne restait que de misérables fragments humains, à terre et au-dessous étaient accumulés des lambeaux informes et corrompus.

« La puanteur qui s'exhalait de ces cachots était insupportable ; mais seulement ainsi les épouses et les mères purent être convaincues de la façon dont avaient disparu ceux qu'elles avaient longtemps pleurés en vain.

« La férocité des bourreaux avait été jusqu'à griller le visage de leurs victimes. »

jour même, en dépit des troupes accumulées dans Palerme, des canons braqués sur les places et de l'artillerie des forts, le peuple de la capitale, fidèle à sa parole, attaqua résolûment les royaux.

A la nouvelle de cette insurrection, Ferdinand II avait fait partir en toute hâte de nombreux renforts, avec son meilleur général, Désauget, muni des instructions suivantes :

« *Faites-moi de Palerme un jardin, si elle ne se soumet pas !* »

Mais Ferdinand comptait sans l'énergie et sans le désespoir des Siciliens. — Battus à plate-couture, Désauget et l'ex-lieutenant du roi, général Majo, durent s'embarquer bientôt dans une confusion indicible, et le 4 février, par la capitulation du fort de Castellamare, Palerme et la Sicile se trouvèrent libres.

Les faits qui suivent n'ont besoin d'être rappelés ici que pour mémoire. — Le 25 mars 1848, le Parlement national se réunit à Palerme, suivant les termes de la Constitution, et le 13 avril suivant il décréta solennellement la déchéance de Ferdinand II et de sa dynastie. — Acte légal et régulier s'il en fut jamais, et mérité mille fois par la maison de Naples, depuis 1815 !

Cependant, comme ces soi-disant anarchistes voulaient un gouvernement régulier et fort, comme ces révolutionnaires aimaient par dessus tout la

monarchie, ils s'empressèrent de chercher autour d'eux, en Italie, le prince auquel, d'après l'usage antique de la Sicile, ils pouvaient offrir leur couronne. — Les acclamations enthousiastes retentissant d'un bout à l'autre de la Péninsule en l'honneur de la maison de Savoie, les cris d'ivresse saluant dans les champs de la Lombardie ce souverain magnanime, champion de l'indépendance italienne, rendaient le choix facile. Et dans la séance du 11 juillet 1848, les représentants du peuple sicilien élisaient pour roi le duc de Gênes, second fils de Charles-Albert. — Le vénérable amiral Ruggiero Settimo fut chargé des fonctions de président du gouvernement jusqu'à l'arrivée du roi dans l'île.

Les tristes événements qui empêchèrent le duc de Gênes d'accepter la couronne de Sicile ne sont que trop connus. — Après la défaite de Custoza et la capitulation de Milan, dans les premiers jours d'août, la diplomatie étrangère pesait trop fortement sur la royauté sarde pour qu'il fût possible à Charles-Albert de compliquer encore la situation par une guerre inévitable avec Naples, si le duc de Gênes se rendait à Palerme. — Le jeune duc, plein d'ardeur et de courage, ne demandait qu'à partir ; mais force fut d'ajourner jusqu'après l'issue de la nouvelle campagne qui allait s'ouvrir avec l'année 1849.

Avec l'existence du noble roi de Sardaigne, Novare brisa aussi la couronne insulaire de son second fils. — La victoire de Radetzki rouvrait à Ferdinand les portes de Palerme. Seule, et abandonnée de toutes les puissances qui, la veille encore, la leurraient de leurs promesses d'appui, trahie spécialement par l'Angleterre, qui se retrouve comme un mauvais génie dans toutes ses catastrophes, la Sicile succomba après une résistance honorable. — Elle avait vécu indépendante, tranquille et heureuse pendant une année et demie.

IV.

APRÈS 1849.

« ..... — Ceux qui contreviendraient à la pré-
« sente ordonnance seront considérés comme re-
« belles pris les armes à la main, et jugés par un
« conseil de guerre, qui procédera dans la forme
« immédiate : ils seront condamnés à être fusillés.
« Le conseil de guerre siégera dans le fort de Cas-
« tellamare, et ses décisions seront, suivant la loi,
« sans appel, *et exécutées dans l'espace de deux heu-*
« *res*, afin de donner aux coupables les secours de
« notre sainte religion. »

Tels étaient les termes gracieux dans lesquels le général Filangieri, prince de Satriano, reprenait possession de la capitale de la Sicile, au nom de son maître, en invitant les Palermitains à rendre leurs armes et à obéir désormais aveuglément à ses moindres désirs.

Ce susdit général Filangieri avait sa réputation

faite en ce genre de prouesses. C'était le même qui, l'année précédente, avait si terriblement bombardé Messine et commandé à ses troupes les scènes de massacre et de pillage au récit desquelles l'Europe entière avait frémi d'indignation (1).

Nommé gouverneur-général de l'île, il s'installa, le 15 mai 1849, au Palais-Royal de Palerme. — De ce jour commença pour les Siciliens un régime à côté duquel tout ce qu'ils avaient souffert jusque-là était le Paradis comparé à l'Enfer.

En ordonnant la dernière expédition qui remit la Sicile sous le joug, Ferdinand II avait formellement annoncé aux représentants des puissances une amnistie générale, dont quarante personnes étaient seules exceptées. — Ces quarante personnes devinrent bientôt des milliers. Les prisons et les cachots des forteresses de l'île regorgèrent de malheureux.

(1) Voici une pièce officielle de l'époque, émanant d'une autorité instituée par le roi de Naples :

AVIS.

« Attendu que le syndic de cette ville est chargé de pourvoir au logement des troupes, et attendu le *petit nombre* d'habitations disponibles, *la plupart ayant été brûlées ou détruites*, le syndic invite tous les citoyens absents et dont les maisons sont fermées, à rentrer dans la ville ou à envoyer des personnes de confiance pour les ouvrir, et se prêter à cette partie importante du service du roi.

« Messine, 12 septembre 1848. »

Une vengeance impitoyable força à l'exil et ruina par tous les moyens quiconque avait pris une part active à la révolution. — Qu'on juge de la quantité de gens frappés ! — La société des grandes villes, l'aristocratie palermitaine surtout, émigra en masse. Le gouvernement voyait partir avec bonheur tous ces gentilshommes, tous ces lettrés, que le peuple était habitué à suivre aveuglémènt, et dont l'absence, en créant une misère toujours croissante, amenait peu à peu la ruine de la capitale et des autres centres, qui devaient être d'autant moins à craindre pour l'avenir.

Les impôts furent augmentés, de manière à ne presque rien laisser pour vivre aux producteurs. Les propriétaires durent verser une seconde fois leurs contributions d'une année et demie, comme s'ils n'avaient rien payé au gouvernement provisoire ; et des colonnes mobiles, chargées d'assurer ces recouvrements, parcoururent les provinces en commettant des excès inouïs. — Puis, après avoir attendu quelques mois pour frapper ce grand coup, par un décret du 16 décembre 1849, Ferdinand II imposa à la Sicile, isolément, une dette publique de 20 millions de ducats (83,333,335 fr.), dont il lui fallut fournir chaque année les intérêts, à l'aide d'une taxe spéciale.

L'incendiaire en chef, le bourreau de la Sicile, eut sa part dans ce splendide butin. Un majorat de

plus d'un million, joint au duché de Taormina, et inscrit à la dette publique sicilienne, vint récompenser M. Filangieri de ses hauts faits à Messine, à Catane et à Palerme. — A l'exemple de l'Autriche, Ferdinand II ne marchandait pas avec ses généraux-argousins.

Comme si ce malheureux peuple devait épuiser tout l'ensemble des tourments connus, avant de redevenir libre, le rappel de Filangieri, après plusieurs années d'odieux gouvernement, livra la Sicile à un genre de tyrans encore plus exécrables. — Le trop fameux Maniscalco et ses agents devinrent alors les véritables souverains de l'île.

Bien que l'horrible célébrité de cet ex-directeur-général de la police sicilienne ait retenti partout en Europe, quelques nouveaux détails révèleront encore mieux l'individu et ses instincts naturels. — Maniscalco est né à Palerme, d'un domestique napolitain. Engagé jeune comme gendarme, le hasard le mit en communication avec le féroce del Carretto, général de l'arme et ministre de la police, le même dont on a lu déjà les hauts faits à Catane. Les aptitudes du gendarme frappèrent son chef. Maniscalco, employé à des missions politiques difficiles, à remplir le rôle d'agent provocateur dans l'armée et dans la population, à espionner des officiers peu sûrs, s'acquitta de ces divers travaux avec une rare dextérité. Il fut fait sergent, puis officier. — Jugez par là de la gendar-

merie napolitaine! — La chute de del Carretto, en 1848, vint bien interrompre pour un instant la carrière du sous-lieutenant. — Il fut même alors quelque peu question de le chasser du corps ou de l'envoyer aux galères pour certains actes irréguliers dans l'exercice de ses fonctions, comme rapines, faux, brigandages à main armée; mais la réaction du 15 mai le sauva de ce péril. On l'avança naturellement en grade pour le dédommager de la peur qu'il avait eue, et il se trouvait capitaine, toujours dans la gendarmerie, lorsque Filangieri rentra à Palerme, en 1849. — Le capitaine Maniscalco eut alors l'emploi et peu à peu le titre de chef de la police de la capitale. Il se signala tellement, il persécuta les Siciliens avec une si ingénieuse scélératesse, il exploita si habilement la peur de ses maîtres, qu'avec le temps il finit par se trouver en correspondance directe avec le roi, recevant de Ferdinand même ses ordres, et ne dépendant presque plus du chef nominal de l'administration sicilienne. Aussi, sous les successeurs de Filangieri, toute l'autorité passa-t-elle, en réalité, dans ses mains. — Devenu directeur-général de la police et de l'intérieur, par le moyen de ses directeurs, commissaires et inspecteurs, il commandait despotiquement à tout le pays, et, devant ses ordres, toute autre action s'effaçait: préfets, justice civile et criminelle, il était supérieur à tout. Il répondait personnellement au roi de la

Sicile, et les diverses insurrections, inhumainement étouffées dans le sang et dans les supplices, ne faisaient qu'augmenter son crédit et son pouvoir. — Nous le retrouverons tout à l'heure à l'œuvre.

Toute l'autorité, surtout pendant les années dernières, se trouvait donc partagée entre ce digne personnage et le général commandant les troupes, qui lui prêtait main-forte dans son œuvre. — Un soliveau quelconque, le prince Castelcicala, par exemple, trônait pompeusement comme lieutenant du roi au palais de Palerme ; mais tout au plus pouvait-il quelque chose pour nuire : pour faire le bien, rien du tout.

Or, qu'on lise un peu les états de service du digne collègue militaire de M. Maniscalco, du général de la garnison napolitaine.

Jean Salzano a pris naissance, en 1798, d'un paysan des environs de Naples, voleur de son métier. Lui-même, à seize ans, faisait déjà galamment sa partie dans la bande de Fra-Diavolo et savait assassiner fort proprement son voyageur, lorsqu'il fut pris dans une rencontre avec un détachement de l'armée de Masséna, et envoyé à Naples. Là, le conseil de guerre le condamna à la potence, et déjà il était entre les mains des prêtres, quand le ministre Salicetti, ému des supplications de sa mère, lui fit grâce, à cause de son jeune âge, mais à la condition

de s'enrôler immédiatement dans l'armée que l'on formait à Joseph.

En 1820, Jean Salzano avait le grade de sous-lieutenant. Les idées libérales semblaient alors favorables à l'avancement; il était carbonaro. Notre homme figura néanmoins avec enthousiasme dans le corps expéditionnaire aux ordres de Pepe, qui alla réduire le mouvement constitutionnel de la Sicile. Mettant à profit les souvenirs de son premier état, il dépouilla si furieusement les malheureux qui lui tombèrent sous la main, qu'il retourna à Naples capitaine, et avec une fortune d'objets volés. — Plus tard, l'autorité militaire eut l'idée de lui chercher noise, non pour ses conquêtes sur les Siciliens, mais pour le carbonarisme. — Heureusement pour l'ex-bandit, il connaissait del Carretto, cette providence des coquins. Del Carretto répondit de lui corps pour corps, et quand il reçut le commandement de la gendarmerie, il y fit passer sans retard le capitaine Salzano.

Colonel pour bons services *exceptionnels*, puis général après la réaction de 1848, Salzano vint en Sicile sous les ordres de Filangieri. Il y compléta son avancement, et, parvenu au sommet de la hiérarchie militaire, le roi de Naples ne crut pouvoir confier à mieux que lui le soin de veiller au repos de ses fidèles et bien-aimés Palermitains.

Cette biographie semblera peut-être un peu sin-

gulière. Elle est cependant d'une exactitude rigoureuse. — Jean Salzano ne la démentira point.

Voilà les gens à qui le gouvernement napolitain livrait d'une façon absolue la liberté, la fortune, l'honneur, la vie de deux millions et demi d'êtres humains ; et cela sans recours possible, sans aucun moyen d'élever la voix. — Le roi lui-même parlait par la bouche de ces deux hommes.

Plusieurs mouvements insurrectionnels avaient eu lieu depuis le retour des Napolitains, et, le dernier de tous, celui de Villabate, en 1858, commandé par l'infortuné baron Bentivegna. Chacune de ces tentatives avortées était suivie d'une recrudescence de rigueur, et le pouvoir de Maniscalco grandissait à mesure. Après l'affaire de Villabate, qui faillit le compromettre aux yeux de Ferdinand, sa férocité, à laquelle rien ne faisait obstacle, atteignit les dernières limites. — Ce fut par milliers qu'on compta les nouveaux suspects arrêtés. Et comme l'exil, la ruine, le cachot où l'on périssait lentement par la faim, la mort ordinaire par la potence ne suffisaient plus à sa rage, l'infâme scélérat en vint à inventer des supplices dignes des plus monstrueux tyrans de l'antiquité. — La torture avait toujours existé en Sicile sous les trois derniers rois, mais Maniscalco la perfectionna avec un art inconnu.

Qu'on me permette de reproduire ici quelques passages de la brochure que je publiais au commen-

cement de cette année : *La Torture en Sicile*, pour signaler ces faits à l'Europe civilisée (1) :

« C'est dans les prisons de Monreale, près Palerme, que le directeur de la police, Maniscalco, renferme les nombreux suspects arrêtés par ses ordres; c'est derrière les épaisses murailles de ces cachots qu'on renouvelle à leur égard des cruautés qui semblaient à tout jamais oubliées dans notre Europe. — Le jeûne, l'obscurité, la torture par la corde et par le bâton, sont les traitements infligés aux détenus politiques siciliens, et, le plus souvent,

(1) — C'est cette même brochure qui, lue dans le Parlement anglais, y souleva une si vive indignation contre la conduite de l'autorité napolitaine. — Lors de mon dernier voyage en Sicile, j'ai eu la preuve que les gouvernements français et anglais, n'osant croire les faits par moi rapportés, avaient interrogé à cet égard leurs agents consulaires dans l'île, en leur transmettant mon travail, et que la réponse de ces fonctionnaires avait été que non-seulement les allégations contenues étaient exactes, mais que l'auteur avait encore affaibli la teinte générale, sans doute afin de ne pas exciter trop l'incrédulité. — Enfin, — chose que j'ai vue de mes yeux à Palerme, — le gouvernement napolitain, inquiet de l'effet de ces révélations, faisait écrire, à la date du 14 avril 1860, une lettre, signée Bracci, directeur-général du ministère d'État, au prince Castelcicala, lieutenant-général en Sicile, contenant l'ordre de répondre à « *cet infâme mémoire.* » Maniscalco chargeait alors de ce soin M. Ventimaglia, directeur du *Journal Officiel;* et l'on a retrouvé, oubliée dans un carton de son bureau, le brouillon de la réponse de ce dernier, jointe à la lettre ministérielle, signée Bracci. — Bien que dévoué au gouvernement napolitain, M. Ventimaglia eut le courage de déclarer que tous les faits cités dans la brochure étant exacts et à sa parfaite connaissance, il se trouvait dans l'impossibilité de les démentir publiquement; que, si on voulait lui transmettre des documents officiels qui rectifiassent sa propre conviction, il était prêt, mais seulement alors, à entreprendre ce travail. — Les deux pièces dont il est question ci-dessus, ont été publiées à Palerme.

non pas même pour leur arracher l'aveu de complots imaginaires, mais afin de satisfaire la soif d'arbitraire et de sang dont leurs persécuteurs sont animés. — Tout récemment encore, un vieillard, prétendu correspondant des proscrits, et une jeune femme, sa fille, enceinte de cinq mois, périssaient sous le fouet.,...

« ..... Quant à la torture, chaque commissaire, chaque geôlier a sa manière propre de l'appliquer. — On se révoltera contre ces détails, mais ils sont malheureusement exacts et constatés par des pièces officielles.

« Le fameux Pontillo doit sa réputation au genre de torture qu'il applique dans le local même de son commissariat, en faisant asseoir le patient dans un fauteuil à claire-voie, garni de lames de rasoirs, et sous lequel est placé un réchaud de charbons ardents.

« L'inspecteur Louis Maniscalco, l'homonyme du directeur-général, applique aux accusés des menottes de fer avec une vis de pression; cela s'appelle, en langage de sbire, *l'instrument angélique*.

« Le geôlier Bruno, du commissariat de police de l'odieux Carrega (il y a une prison dans chaque commissariat), donne la torture en faisant dépouiller la victime de ses vêtements et en lui liant la tête entre les jambes.

« D'autres emploient le supplice du *tourniquet*,

serrant avec une corde, dans laquelle est passé un bâton, le crâne du prévenu jusqu'à ce que les yeux lui sortent de la tête et que la peau se fende.

« Il y a le supplice par l'immersion plus ou moins prolongée dans la mer : la victime, pieds et poings liés, est introduite dans un sac que l'on plonge sous l'eau jusqu'à ce que l'asphyxie soit à peu près complète.

« Certains tourmenteurs insèrent entre les ongles et la chair de petites pointes en fer rougies au feu.

« D'autres, plus ingénieux, ont inventé la pression des parties sexuelles du patient entre deux planches, qui s'éloignent et se resserrent à l'aide d'une vis.

« Divers supplices sont tellement obscènes que la plume se refuse à les reproduire. . . . . .

« . . . .

« L'année dernière, le procureur du roi de Messine, poussé par l'indignation publique, ordonne une enquête sur les faits de torture appliquée aux prévenus, dont on accusait l'inspecteur de police Toscano, et qui avaient occasionné la mort de plusieurs personnes. — L'instruction révéla des choses horribles ; mais le directeur-général Maniscalco, diligemment informé par son subalterne, commanda sur-le-champ la clôture de l'enquête, la destruction des pièces déjà rédigées de la procédure, et l'honnête procureur du roi fut mis en pleine disgrâce :

chose peu faite, dans ce pays d'arbitraire insensé, pour engager d'autres juges à venger l'humanité.

« Le marquis de Stazzone, intendant (préfet) de Trapani, indigné des excès qui lui étaient signalés, écrivit une circulaire à ses sous-intendants pour leur recommander de veiller à la conduite des agents de la police, et d'empêcher qu'ils ne se livrassent à des violences envers la population, qu'ils ne donnassent la torture aux détenus, etc. Cette circulaire parvint à la connaissance de M. Maniscalco, qui, furieux d'un tel attentat contre son autorité, adressa aussitôt, au nom du lieutenant du roi, une lettre officielle à l'intendant de Trapani, dans laquelle la circulaire en question était qualifiée de *mauvaise politique* tendant à décourager le zèle des agents de la police, presque de crime de haute trahison. M. de Stazzone dut avaler la chose sans rien répondre et *retirer* sa circulaire (1). »

Or, toutes ces choses que l'on vient de lire se passaient en plein 1859, pendant que la haute Ita-



(1) Un second Maniscalco, l'abominable Ajossa, traitait les Napolitains à peu près de la même façon. — La pièce officielle suivante, publiée depuis sa chute, donnera à comprendre ce qu'il se permettait envers les malheureux suspects :

« Considérant que les lieux assignés à la garde des détenus et des im« putés doivent servir à l'unique but de s'assurer de la personne des « coupables pour la garantie de la justice, *et jamais à celui de les assu« jettir à des privations et à des souffrances incompatibles avec les prin« cipes de l'humanité et de la raison*, sur lesquels doit s'appuyer le système

lie et les provinces du centre, à la voix de notre glorieuse armée, secouaient le joug étranger, et que Français et Italiens, indissolublement unis, gagnaient les immortelles batailles de Magenta et de Solférino. — Qu'on juge du frémissement avec lequel les Siciliens accueillirent ces nouvelles inouïes. La voix d'un ange annonçant tout à coup aux damnés que leurs tourments vont finir ne produirait pas un effet plus magique. — Le rêve si péniblement continué depuis 1849 se réalisait donc enfin! Cette maison de Savoie, à laquelle ils avaient voulu se donner et en qui ils espéraient uniquement, comme l'Italie tout entière, appuyée cette fois des invincibles armées de la France, tenait la promesse de Charles-Albert et allait briser les fers dont la défaite de Novare les avait chargés!

Le premier mouvement général fut de s'insurger en masse. On se compta, on s'organisa, quelques armes et quelques munitions purent pénétrer. — Mais, comme tout était prêt pour l'explosion, l'an-

« de prévention et d'expiation des peines en tout gouvernement civil et « bien ordonné;

« Le préfet ordonne :

« Que soient fermés et abolis à perpétuité les cachots dits *crimi-« nali* ou *segrete*, de quelque nature qu'ils soient, dans toutes les pri-« sons et lieux de détention de la capitale;

« Qu'une députation nommée par le secrétaire-général de la préfecture « procède sur-le-champ à l'exécution de cette opération.

« Naples, 9 uillet 1860.

« Le préfet de police,

« LIBORIO ROMANO. »

nonce de la paix de Villafranca retentit comme un coup de foudre dans l'île. En même temps, des avis arrivaient, invitant à prendre patience et à ne point contrarier par un soulèvement, désormais inopportun, l'action militaire de l'Italie centrale. — Quand l'heure sonnerait pour les provinces du Midi, on le ferait savoir.

Il fallut se résigner. — Une fébrile impatience dévorait ces âmes généreuses. Successivement en octobre, puis en janvier 1860, la prise d'armes fut imminente ; et ces deux fois encore le conseil arriva de remettre à plus tard.

Un comité central insurrectionnel formé à Palerme correspondait avec les comités locaux de Catane, de Messine et des autres cités de l'île. Des gens de la première distinction et d'une haute énergie composaient partout ces comités. — Au dehors, d'illustres proscrits, à Turin et à Gênes, les Cordova, les Amari, les Torrearsa, les Interdonato, les Castiglia, les d'Ondès-Reggio ; à Paris, l'excellent marquis de Roccaforte, avec Mariano Stabile ; à Londres, Louis Scaglia, et d'autres encore, travaillaient, par tous les moyens possibles, en faveur de leur malheureux pays. Une active correspondance, destinée à faire connaître sur le continent l'état horrible de la Sicile et à renseigner les comités de l'île, s'échangeait sans relâche, malgré la difficulté et le danger des communications. Deux nobles jeunes gens

de Palerme, les frères Ciotti, qui plus tard payèrent non moins bravement de leur personne dans le combat, avaient une grande part dans cette correspondance clandestine, qui dévoilait jour par jour les atrocités de la police sicilienne, et dont l'effet fut décisif sur l'opinion, en France comme en Angleterre.

Au mois de mars 1860, les correspondants du comité central de Palerme, en l'exhortant à contenir encore le peuple, lui traçaient fort nettement la situation.

Une ligue était formée entre la cour de Rome, l'Autriche et le roi de Naples, pour assaillir l'Italie centrale et reprendre les Romagnes. L'attaque devait avoir lieu vers la fin d'avril. Déjà le gouvernement napolitain concentrait des troupes sur la frontière romaine: il fallait donc éviter de lui donner aucun soupçon, et le laisser s'engager avec toutes ses forces dans cette entreprise. Alors il serait temps de s'insurger, et la Sicile n'aurait affaire qu'à ses seules garnisons ordinaires, bientôt réduites, sans que du continent il pût arriver des renforts à Maniscalco et à ses acolytes. Et, du même coup, ce soulèvement irait frapper la cour de Naples pendant sa prise d'armes contre les Italiens, et lui porter un rude échec.

Le conseil était sage, il fut entendu. — Malheureusement ces diverses démarches n'avaient pu

avoir lieu sans éveiller la défiance de bête fauve du chef de la police sicilienne. De graves indices avaient convaincu Maniscalco de l'existence d'une vaste conjuration et de l'imminence d'une crise. — Des drapeaux aux armes de la maison de Savoie étaient arborés de nuit sur les places des villes et de la capitale elle-même; on criait ouvertement dans les rues et jusque dans les Églises *Vive l'Italie! Vive Victor-Emmanuel!* Enfin, dans maintes circonstances, ses sbires, jadis si redoutés, avaient été repoussés, battus et même tués par les gens auxquels il voulaient faire violence. — Mais le complot était si général qu'il en devenait insaisissable. Comment frapper toute une population?

L'odieux gendarme l'essaya cependant. L'effectif de la police fut doublé; on arma jusqu'aux agents secrets, ainsi dévoilés à tous les yeux; et ces milliers d'assassins, la plupart rebut du bagne, furent lâchés sur Palerme avec pleins pouvoirs discrétionnaires. On chargea des foules inoffensives pour effrayer la masse. Un jour, le palais universitaire fut forcé, et les étudiants poursuivis à la baïonnette jusque dans leurs salles. — La grande prison, qui peut contenir quatre mille hommes, ne suffisant plus, on remplit de suspects les prisons particulières des commissariats et les casernes des forts. On saisissait chez eux des gens considérables, tels que le prince de Saint-Elia et d'autres de ce rang, et on les embarquait

pour l'étranger. — Quantité de notables, parmi lesquels MM. de Brancaccio, baron Grasso fils, chevalier Bracco Amari, docteur Pillitteri, Louis Somma, baron La Loggia fils, Martin Beltrani, Geraci, Corteggiani, Territo, Lauriano, Rizzo, Enea, Biscarra, Minnecci, Martinès, Faya, Magliocco, étaient jetés au cachot sans qu'on daignât même leur formuler un prétexte. On parlait de commissions militaires, de procès de haute trahison, d'exécutions en masse. — De telles violences appelaient une rapide explosion. Il devint impossible, même aux plus calmes et résignés, d'attendre davantage. — Attaqués de telle façon, l'instinct de la conservation personnelle ordonnait de se défendre : les Siciliens se décidèrent à prévenir de plus grands malheurs par une prompte insurrection.

V.

LA RÉVOLUTION DU 4 AVRIL A PALERME.

Les représentants de l'autorité royale connaissaient ces dispositions; mais, par l'effet d'un nouveau calcul, loin de songer à calmer l'exaspération générale, ils poussaient au contraire eux-mêmes de toutes leurs forces à un soulèvement qui leûr fournît le prétexte de si terribles rigueurs qu'à l'avenir nul n'osât plus seulement lever la tête. Cette odieuse préoccupation n'apparaissait que trop visiblement.

Un homme bien inoffensif, le notaire Magliocco, de Palerme, avait été jeté en prison par la police, sans que lui-même, ni personne dans le pays, pût imaginer pourquoi, et traité fort inhumainement. Le dimanche 1er avril, la Chambre des notaires se rendit solennellement en corps chez le directeur-général de la police, afin d'intercéder en sa faveur. M. Maniscalco reçut, assis et sans se déranger, ces honorables officiers publics. Il écouta d'un air distrait et en jouant avec un papier leurs respectueuses réclamations, et tout d'un coup, élevant la voix, et sans même les regarder :

« Je ne relâcherai point, fit-il, celui dont vous me parlez. Magliocco est un conspirateur, et je m'étonne de tant de zèle déployé pour un démagogue! Mais sachez que la police est forte! Nous ne sommes plus en 1848... (*Une pause.*) — Que le pays se le tienne pour dit : La moindre tentative de troubles sera étouffée dans le sang!... (*Autre pause.*) et Palerme se souviendra, si toutefois il y reste un être vivant, de Salvator Maniscalco!!! »

Le président de la Chambre, M. Lionti, voulut répliquer. Un geste brutal lui ferma la bouche, et le jour même, comme pour punir cette audace, M. Magliocco fut mis au cachot, ainsi que ses deux compagnons d'infortune, MM. Beltrani et Brancaccio.

Les arrestations continuaient jour et nuit, tant à Palerme que dans les pays d'alentour. Il n'était bruit que des cruautés nouvelles et atroces de la police. L'universalité de la population de la capitale, ainsi que des communes voisines, résolut donc de tenter une lutte désespérée. On s'était procuré des fusils de chasse, de la poudre; et des dépôts d'armes, achetées au dehors ou conservées depuis 1849, avaient été formés sur divers points de la ville. Chose étrange! il n'y avait pas de chefs à ce grand mouvement. Tout le monde conspirait d'un commun accord. Le mot d'ordre passait de maison en maison, et chacun s'apprêtait.

Le 3 avril au soir, un avis mystérieux circula,

invitant tous les citoyens à se lever en masse, pendant la nuit, au son du tocsin, et à se porter à certains endroits convenus. Déjà, dans la journée, des troubles graves avaient eu lieu à Carini et à Misilmeri.

L'autorité, confiante dans les forces dont elle disposait et avide de sang, prenait également ses mesures.

Tous les postes avaient été triplés, les portes de la ville gardées comme pour un siége, et de nombreux détachements placés en avant sur les routes. Vers minuit, la garnison de Palerme tout entière, quinze mille hommes, avec les corps des soldats de police et les innombrables sbires armés de mousquets, se déployait dans les rues, appuyée d'une forte artillerie, prenait position sur les places et aux points de jonction des grandes artères, et s'échelonnait de distance en distance. Tout individu trouvé dehors, pendant ces manœuvres, était aussitôt arrêté, soit qu'il voulût rentrer chez lui ou en sortir. Beaucoup, qui se rendaient aux points désignés, furent ainsi pris sans défense possible.

Tout à coup, entre trois et quatre heures du matin, la cloche du couvent des Carmes déchaussés, dit *de la Gancia*, sonne à coups précipités, et bientôt des décharges de mousqueterie se font entendre de ce côté. C'était une centaine d'insurgés, qui, réunis dans le couvent pour concerter les derniers

détails de l'insurrection, et cernés tout d'un coup par la police, venaient de commencer l'action. Ils avaient entre eux tous une cinquantaine de fusils, des cartouches fabriquées à la hâte, et un canon de bois cerclé en fer.

Des troupes accourent et engagent avec eux un combat en règle. A ce bruit, quantité de citoyens veulent se précipiter hors de leurs maisons; mais une vive fusillade accueille quiconque sort, quiconque ouvre une porte ou une fenêtre, même pour regarder. On ne peut évaluer encore le nombre de ceux qui périrent de la sorte ou furent simplement blessés.

La mort dans le cœur, l'énergique population de Palerme, ainsi tenue en respect, dut assister inerte au massacre d'une poignée de braves.

Les défenseurs de la Gancia résistèrent pendant quatre heures, abattant des files entières d'assaillants. Les portes du couvent étaient enfoncées à coups de canon, et de larges brèches ouvertes dans les murs, qu'ils tenaient encore. Les Napolitains pénétrèrent enfin, tuant, après la lutte, tout ce qu'ils trouvaient. Des moines pleins de courage et qui avaient vaillamment combattu, parmi lesquels le P. Joseph, périrent alors. — Tout le clergé sicilien, disons-le de suite, partage les sentiments du reste de l'île. — Le P. Jean-Ange, jeune savant de grand mérite, fut massacré dans l'église même, et le

P. provincial reçut un coup de sabre sur la tête.

Maîtres du couvent, après avoir égorgé tous ceux qu'ils y rencontrèrent, les Napolitains commencèrent un infâme pillage, non-seulement de cet édifice et de ses dépendances, mais encore de toutes les maisons voisines, sur lesquelles ils se ruèrent en vrais forcenés, massacrant, violant, brisant tout ce qu'ils ne pouvaient enlever.

L'église de la Gancia fut totalement dépouillée : ornements sacerdotaux, parures des autels, lampes, habits et bijoux des madones et des *bambini*, ex-votos et jusqu'aux vases sacrés, desquels ces nobles défenseurs du trône et de l'autel jetèrent à terre les hosties consacrées en les foulant aux pieds. Puis, quand les soldats furent las de destruction et chargés de butin, ils sortirent de ce malheureux quartier, emmenant avec eux environ vingt-cinq individus, laïques, moines et prêtres, qu'on renferma aussitôt au fort de Castellamare.

Au bruit de ce premier combat, tous les citoyens qui pouvaient s'échapper de la ville allaient se réunir aux habitants des campagnes partout soulevés pendant la nuit, et qui étaient venus faire le coup de feu avec les avant-postes napolitains. On marchait, dans l'après-midi, sur Palerme, et une lutte sanglante s'engageait dans les faubourgs, aux *Porrazi* et à *Mezzo-Morreale*. — La troupe et la police, battues partout, devaient rentrer en ville ; mais le

manque de munitions contraignait les insurgés à se retirer, pour aller occuper le versant des montagnes qui enceignent la vallée de Palerme.

Pendant ce temps, l'autorité militaire complétait son système de précautions. Palerme était mise en état de siége, et de gigantesques affiches l'annonçaient en ces termes aux habitants :

« Ce matin, à l'aube du jour, une poignée de factieux ayant osé attaquer les troupes royales avec des armes à feu, dans l'espérance de provoquer une insurrection dans cette ville, en excitant les sujets à s'armer contre l'autorité du roi,

« Le général commandant les forces dans la province et royale place de Palerme dispose ce qui suit :

« Art. 1er. La ville de Palerme et son district sont déclarés, à partir de ce moment, en état de siége.

« Art. 2. Les rebelles pris les armes à la main et tous ceux qui prêteront leur concours à l'insurrection seront jugés par un conseil de guerre improvisé, qui reste dorénavant en permanence, et ceci en vertu du royal décret du 27 décembre 1858.

« Art. 3. Tous ceux qui, en fait, sont détenteurs d'armes de nature quelconque, devront, dans les vingt-quatre heures, à dater de la présente publication, les consigner au commandement militaire résidant à la place Bologni, quand même ils auraient reçu de la police l'autorisation légale de les détenir; laquelle autorisation, à dater d'aujourd'hui, reste annulée.

« Pendant le jour, les habitants devront *marcher dans la rue isolément.* La nuit, à dater d'une heure (une heure de nuit, sept heures du soir environ), *ils devront porter une lanterne ou un fanal.*

« Art. 5. *Il est défendu aux particuliers de recevoir chez eux des personnes qui ne soient pas leurs parents*, et dans le cas où ils voudraient recevoir qui que ce soit en logement, ils devront se munir d'une permission légale de l'autorité civile.

« Art. 6 Il est défendu de sonner les cloches de jour comme de nuit, comme aussi il est défendu d'afficher n'importe quel placard ou proclamation séditieuse. Les contrevenants seront jugés par le conseil de guerre *improvisé.*

« Pendant l'état de siége, les typographies resteront fermées.

« Le conseil de guerre de garnison est constitué, à partir de ce mo-

ment, en conseil improvisé et permanent de guerre. Ce conseil résidera dans la maison communale de cette ville.

« Palerme, 4 avril.

« Jean Salzano. »

Simultanément à cet arrêté, Maniscalco, au comble de ses vœux, car il allait enfin pouvoir décimer tout à son aise la turbulente population de Palerme, Maniscalco lâchait ses sbires (1) sur la ville et la leur livrait à discrétion. Ces misérables, pleins de joie comme leur chef, se répandirent dans Palerme avec une soif de mauvais traitements et de pillage. Quiconque se trouvait sur leur route, hommes, enfants, femmes, vieillards, prêtres ou moines, était insolemment arrêté, perquisitionné, battu, volé, et s'il résistait, garrotté et traîné en prison. Quand le vide se fut fait dans toutes les rues, ils envahirent les palais de la noblesse, les maisons du pauvre et jusqu'aux couvents de femmes. — « J'ai vu, me disait plus tard un de mes amis de Palerme, j'ai vu, entre autres, deux vénérables religieuses, liées avec des cordes, et conduites à coups de crosse le long de la rue Macqueda jusqu'aux prisons. C'était l'abbesse du monastère des Croix et une de ses dames. »

(1) Il y en avait de deux sortes : les sbires en uniforme, soldats de police avec le sabre et le fusil, et les sbires en bourgeois, armés de poignards et de revolvers. Ces derniers étaient les plus dangereux. Dans les mouvements, ils se mêlaient aux groupes sans pouvoir être reconnus et assassinaient les gens à bout portant.

« Après le combat du couvent de la Gancia, continuait le même narrateur, les troupes qui y avaient pris part rentraient dans leurs quartiers, musique en tête jouant des airs de triomphe. Leurs morts et leurs blessés étaient transportés secrètement, tandis que les cadavres ensanglantés des insurgés étaient promenés comme un trophée joyeux dans les rues principales de la ville. J'aperçus en frémissant sur une charrette deux malheureux, les jambes brisées, et qui cependant étaient étroitement garrottés. »

La victoire momentanée des royaux dans la capitale n'arrêta en rien l'explosion convenue. Ce même jour, toute l'île se souleva et prit les armes. Les courriers cessèrent d'arriver à Palerme ; le drapeau national aux armes de Savoie fut arboré sur tous les points, et des corps de paysans armés (*squadre*) se formèrent sous la conduite de gentilshommes résolus, pour occuper la campagne et harceler les garnisons des villes.

Les 5 et 7 avril, à la suite de la proclamation de l'état de siége, l'autorité militaire, d'accord avec Maniscalco, et dans le but d'en imposer tant au dehors que dans le reste de la Sicile, avait eu l'impudente audace de publier deux manifestes en tout semblables, dont voici le premier :

« Le général commandant militaire de la province et de la place de Pa-

lerme témoigne toute son admiration pour l'attitude qu'ont montrée les habitants de Palerme à l'occasion de la révolte tentée par quelques factieux qui, méconnaissant les véritables sentiments du pays, ont cherché à plonger cette belle cité dans la désolation et dans le sang.

« Que les bons et honnêtes habitants se rassurent, car cette bande anarchiste a été dispersée par les troupes royales, et une colonne mobile est en marche pour la réduire efficacement et rétablir la tranquillité dans la contrée.

« Habitants de Palerme! retournez à vos occupations ordinaires, et confiez-vous dans l'autorité qui donnera protection et garantie à vos personnes ainsi qu'à vos biens.

« Palerme, 5 avril 1860.

« JEAN SALZANO. »

Ces phrases si terriblement insolentes; au moment où toutes les têtes tournaient de rage de l'impossibilité d'agir, ainsi qu'à la vue des incendies qui dévoraient les alentours, alors que chacun pleurait la perte ou l'emprisonnement d'un proche, d'un ami; cette ironie de sbire, ce grossier mensonge mirent le comble à la mesure. — La population résolut de donner, au risque de tous les périls, un éclatant démenti à l'odieux Salzano. Une démonstration monstre fut convenue pour le 13 avril, jour anniversaire du décret de déchéance de Ferdinand et de sa dynastie, en 1848. — A l'heure dite, cent mille âmes peut-être se précipitèrent d'un même mouvement dans la longue et large rue de Tolède, en criant : « A bas la police! Vive l'Italie! Vive Victor-Emmanuel! Nous voulons tous être libres! » Les dames, penchées aux fenêtres et aux balcons, agitaient des étoffes tricolores et répétaient les mêmes acclamations. — Des canons braqués sur cette masse, des baïonnettes des

patrouilles, des sabres des sbires, nul ne semblait prendre souci.

Accourus au bruit, Maniscalco et son digne collègue, frappés de stupéfaction, ne surent que résoudre. Sbires et soldats, épouvantés, avaient fui précipitamment. La protestation put donc s'accomplir jusqu'au bout : elle fut complète. — De ce moment, l'autorité comprit que tout était perdu, et ne songea plus qu'à tomber dans le plus de sang possible. — La Révolution était faite.

La vengeance ne se fit, du reste, pas attendre. — Le lendemain même, quatorze des individus arrêtés le 4 avril à La Gancia ou aux alentours, furent traduits devant le conseil de guerre institué le 5, jugés par procédure sommaire, sans preuves, sans débats; et fusillés en masse le soir même. — Parmi eux se trouvait un enfant de quinze ans, Michel Tanari, et le fontainier François Riso, blessé à l'attaque du couvent, et dont on avait massacré le vieux père dans sa propre maison.

Pendant qu'avait lieu cette boucherie, Maniscalco envoyait arrêter de la façon la plus brutale, dans leurs hôtels et partout où l'on put les trouver, dix des premiers gentilshommes de Palerme, qu'il prétendait faire partie du comité insurrectionnel. C'étaient :

Le duc de la Verdura,

Le prince de Monteleone-Pignatelli,

Le prince de NISCEMI fils,
Le duc de CESARO et son fils,
Le baron RISO-COLOBRIA,
Le prince de GIARDINELLI,
Le marquis de SAN-GIOVANNI,
Le marquis de LONGARINI,
Le père OCTAVE LANZA, cadet du prince de BUTERA-TRABBIA.

Ce dernier avait trouvé asile à prix d'argent à bord d'un bâtiment américain. Le consul des États-Unis eut l'inconcevable lâcheté de signer l'ordre qui permettait à la police d'aller l'en arracher. — Quant aux autres de ces patriciens, les sbires, par un reste d'égard, les avaient laissé monter dans leurs voitures pour le trajet jusqu'aux prisons, lorsque survint Maniscalco : « A pied ! s'écria-t-il, et qu'on les garrotte comme leurs complices, dont ils vont bientôt partager le sort ! » — Et, les accablant d'injures, il leur annonça qu'ils ne tarderaient pas à payer leurs crimes de leur tête.

Plongée dans une anxieuse attente de ce qui se passait dans le reste de l'île, Palerme ressemblait à une ville morte. Les boutiques étaient fermées, de même que les portes et les volets des maisons. On laissait les sbires maîtres des rues, s'y promener seuls comme dans un désert. — Ordre menaçant de la police de tenir les boutiques et les portes ouvertes ; mais en vain pour la physionomie de la ville.

D'un commun accord, on évita de passer par les artères principales, et la troupe continua à errer dans le vide, comme des pestiférés dont on évitait le contact.

Peu de jours après les événements du 4 avril et la révolte générale de l'île, les autorités napolitaines ne commandaient plus qu'à Palerme, Messine, Catane, et dans les autres places fortes. Mais aux barrières de ces villes leur pouvoir cessait, de fortes bandes occupaient les campagnes et bloquaient particulièrement la capitale. Après plusieurs combats, les insurgés avaient dû évacuer la plaine et gagner le sommet des monts qui enserrent Palerme de tous côtés. Fortement retranchés, ils interceptaient les routes vers l'intérieur, et attendaient de se voir en nombre suffisant pour reprendre l'offensive.

Leur mouvement en arrière avait permis aux Napolitains de revenir sur le terrain des premières rencontres, et pour venger leurs pertes, ils se livraient à des actes incroyables de brigandage et de férocité envers les pauvres familles de paysans qui n'avaient pas fui, et contre les délicieuses maisons de campagne, en si grand nombre dans ces endroits, et dont plusieurs même appartenaient à des personnages attachés au gouvernement.

Pendant les journées des 5, 6, 7 et 9 avril, des *familles entières* de villageois furent égorgées aux Porrazzi, à San-Lorenzo, à La Bagheria et autres

pays. Les châteaux de la noblesse palermitaine, pillés et incendiés, offrent encore aujourd'hui le plus triste spectacle.

De petites villes, comme Misilmeri, durent se racheter du sac et de l'incendie. — Pendant que les insurgés payaient scrupuleusement tout ce qui leur était nécessaire, les royaux vivaient à discrétion sur le pays et tuaient par plaisir. — Un paysan, pour avoir vendu une vache aux insurgés, fut fusillé avec son fils de douze ans qui avait conduit l'animal. Les femmes, les enfants étaient lâchement assassinés ou soumis à d'infâmes tortures. « — Les soldats du roi de Naples, m'écrivait un témoin oculaire de ces faits, sont *d'abominables bandits* dont rien ne peut donner une idée. »

Cependant de nombreux renforts arrivaient de Naples à Palerme et à Messine, et portaient l'armée à un chiffre de cinquante mille hommes. Des colonnes mobiles, rayonnant sur la côte et dans l'intérieur, rétablissaient l'autorité royale, notamment à Trapani, à Marsala, à Carini. Dans cette dernière petite ville, les insurgés, bien que ne disposant que de mauvais fusils, et en petit nombre, contre l'artillerie des assaillants, résistèrent héroïquement les 18, 19 et 20 avril. Accablés enfin par des forces sans cesse augmentées, les Siciliens se retirèrent en bon ordre; et la pauvre ville, abandonnée à la discrétion des soldats de François II, devint le théâtre d'un pillage et

d'un carnage complets. — Le général Salzano osa s'en vanter dans son rapport au roi : « Carini a été livré aux flammes ! » Les soldats se montrèrent là dignes des Croates de Radetzki et de Haynau, violant et tuant les femmes jusque dans les églises, et tirant sur les rares officiers qui voulaient les contenir. Un capitaine fut tué ainsi.

Mais ces nobles victoires ne servaient à rien qu'à détruire le pays. Pour un district soumis de vive force, dix autres se révoltaient. Les troupes commençaient à se lasser de cette vie d'escarmouches perpétuelles, ainsi qu'à s'effrayer de l'attitude décidée des masses. — Malgré les arrestations et les menaces de bombardement, il n'y avait pas moins chaque jour des collisions entre le peuple et la police, au point qu'un colonel écrivait à Naples : « Nous ne pourrons en finir autrement qu'en *faisant partout comme à Carini !* » Le même ajoutait, il est vrai, en parlant des soldats : « Ils ne se battent que *lorsqu'on leur met le pillage en perspective.* » — Une correspondance de cette époque donne une juste idée de tout ceci :

« Voici la situation actuelle de la Sicile :

« Tous les pays de l'île se dirigent d'après l'ancien régime communal ; le drapeau tricolore flotte au haut des beffrois ; la garde nationale fonctionne partout ; le droit de mouture n'est pas payé. Là où on rencontre des soldats, on subit la compression la

plus brutale. Si la soldatesque se présente sur un point, le drapeau national est caché, la garde nationale se dissout, le juge revient, l'ordre bourbonien est rétabli.

« Au départ des soldats, la scène change, la liberté reparaît. De cet état de choses résulte des mouvements continuels de troupes, un va-et-vient qui fatigue les soldats, des attaques soudaines, et des pertes très-graves pour l'armée du roi. En attendant, les revenus du Trésor manquent complétement, et les nôtres ont le loisir de s'organiser et de se fortifier.

« A Palerme, toujours des arrestations et des violences. Vous ne pouvez vous imaginer à quelles extrémités l'on pousse cette manie des arrestations. De ma fenêtre entre-bâillée, je vois à chaque instant les processions des personnes arrêtées, des hommes, des enfants, des femmes, des prêtres, des moines et des nonnes. Hier j'ai vu passer, au milieu des gendarmes et des sbires, dix-neuf enfants, dont le plus âgé n'arrive pas à douze ans ; on les traînait en prison.

« Les cachots sont tellement encombrés de monde, que les médecins de la Vicaria redoutent le typhus et l'ont déclaré à M. Maniscalco, qui s'est borné à répondre : *J'en suis vraiment fâché.* »

Malgré tout néanmoins, sans un secours du dehors, l'insurrection, quoique soutenue par les vœux

unanimes des deux millions et demi de Siciliens, eût fini par succomber.—Le peuple des villes, à l'exemple de celui de la capitale, persistait bien dans son attitude énergique, et une nouvelle démonstration en masse des Palermiens, le 9 mai, où la garnison avait chargé la foule et les sbires assassiné nombre de citoyens sans faire reculer personne, prouvait assez qu'il n'y avait plus de transaction possible entre victimes et bourreaux. — Mais incontestablement, les bandes insurgées, manquant d'organisation, d'armes et de munitions, et traquées dans les montagnes, eussent, à la longue, fini par se dissoudre, sans quelque événement imprévu, qui, centralisant les forces encore vives de l'insurrection, permît de frapper un coup hardi sur Palerme et d'y aider la population à se délivrer.

EXPÉDITION

DU GÉNÉRAL GARIBALDI

VI.

ORGANISATION A GÊNES. — VOYAGE, ARRIVÉE A MARSALA.

« — Garibaldi seul suit sa voie droite avec une constance invincible et une simplicité admirable. Par la seule puissance d'une idée juste, le soldat se met ici au-dessus de toutes les habiletés des gouvernements, de toutes les arguties des diplomates et de tous les raisonnements des sophistes. Il sait ce qu'il veut ; il a une croyance, un symbole, un drapeau, un *credo*. Cela est plus fort que tous les remèdes désespérés que l'on fait prendre à un gouvernement aux abois, et qui rappellent l'histoire de l'alchimiste sur lequel on trouva, après sa mort, de l'élixir d'immortalité. »

(JOHN LEMOINNE. — *Journal des Débats.*)

Le reste de l'Italie n'était pas demeuré indifférent au spectacle de la Sicile luttant avec ses bour-

reaux. Toutes les pensées, tous les vœux volaient vers cette terre si belle et si à plaindre. C'était avec une indicible anxiété qu'on attendait d'heure en heure les nouvelles de l'insurrection. S'il se fût agi d'une province continentale, des milliers de soldats volontaires, bravant toute considération, auraient couru au secours de ces frères qui rompaient leurs chaînes, et résolu promptement la question. — Mais la mer opposait un obstacle insurmontable, et d'ailleurs une forte croisière composée des meilleurs vapeurs de guerre de la flotte napolitaine circulait avec une inquiète vigilance sur les côtes de l'île et en interdisait l'accès. — Malgré tout l'intérêt qu'excitait leur héroïque détermination, dans l'Europe entière comme dans l'Italie continentale, les Siciliens semblaient donc entièrement livrés à leurs propres forces ainsi qu'à leur courage. — Déjà le gouvernement napolitain s'apprêtait à chanter victoire, et faisait annoncer chaque jour, par des télégrammes mensongers, la défaite totale des insurgés et la soumission complète de la Sicile.

Seuls, parmi treize millions d'Italiens n'attendant plus rien que de la Providence et du désespoir de ce peuple, quelques hommes, doués d'une incroyable énergie, s'obstinaient dans l'idée que les Siciliens pouvaient être secourus, et qu'il y avait là, tout prêt à l'entreprise, l'audacieux patriote capable d'accomplir ce miracle. — Les principaux de ces hom-

mes, citoyens éprouvés, étaient : Crispi, Bertani, le colonel Bixio, Rosolino Pilo, et Orlando, Sicilien établi à Gênes.

François Crispi, Sicilien de naissance, a environ quarante-cinq ans. Il marqua jadis dans la Révolution de 1848, et occupa longtemps, d'une façon distinguée, pendant cette période, le poste de secrétaire-général de la guerre.—Proscrit après le retour des Napolitains, il fut un de ceux que la haine et les craintes du gouvernement de Naples allèrent poursuivre jusque sur la terre étrangère, dans les asiles en apparence les plus hospitaliers. — Banni tour à tour de la Belgique, de la France, de la Suisse, comme se livrant à de perpétuelles conspirations, chassé à deux reprises du Piémont par M. de Cavour, ainsi, du reste, que tant d'autres émigrés qui n'avaient pas le bonheur de plaire au tout-puissant ministre ou à son entourage, Crispi dut, à un certain moment, quitter l'Europe, où il ne trouvait plus une pierre pour reposer sa tête, et aller vivre en Amérique.

Lorsque l'intervention française de l'année dernière fut venue rendre l'espoir à l'Italie tout entière et rouvrir les portes de la patrie à tant de milliers de bannis, Crispi fut un des premiers à accourir.— Bien que dévoué au mouvement italien dans tout son ensemble, une prédilection bien naturelle portait sa pensée vers son île natale. Il n'avait jamais cessé d'y entretenir des intelligences, exhortant les timides,

encourageant les forts, rappelant à tous le devoir sacré de la délivrance. — La voix de la France, qui promettait aux Italiens de faire d'eux une nation, électrisa ce fils de la Sicile. Il fit des prodiges d'audace pour préparer un soulèvement général de ses compatriotes. Comme je l'ai écrit, la paix de Villafranca fit avorter cette première conjuration. Crispi eut alors l'inconcevable hardiesse de passer sous un travestissement dans l'île, de parcourir tous ces pays où il était si connu, et où le moindre soupçon pouvait le livrer à des supplices pires que mille morts. Il renoua toutes les trames rompues, et ne repartit que pour aller s'entendre avec les hommes d'action du continent sur l'heure de l'explosion. En son absence, d'autres conseils prévalurent; mais, convaincu que la chose ne pouvait être que différée, et qu'elle se ferait infailliblement, il attendit, épiant l'arrivée de chaque paquebot pour savoir un des premiers la grande nouvelle.

Il faut rendre à chacun ce qui lui est dû. — De même que je ne crains pas de dire nettement ma pensée sur certains personnages officiels, puissants encore en Italie par le nombre de leurs adhérents intéressés et l'admiration moutonnière des masses, de même aussi, je ne veux tenir aucun compte dans mes écrits de ces divisions de gens concourant tous, en fin de compte, au même but, de ces mesquines jalousies que le succès d'un homme éveille presque

toujours, autour de lui comme dans le camp opposé. — Crispi est aujourd'hui aux affaires. Son influence dans les conseils du gouvernement sicilien est aussi incontestable que légitime. Je sais bien qu'à cause de cela, quelques-uns contestent son aptitude administrative et sa popularité.—Il n'en est pas moins certain que la première idée de l'aventureuse expédition de mai a pris naissance dans son cerveau, et que, après Garibaldi, c'est à lui que la Sicile doit certainement son salut (1).

M. Bertani, médecin de premier renom à Gênes, et l'un des hommes les plus éminents du parti uni-

(1) — Pour donner une idée du caractère ainsi que des sentiments de cet énergique patriote, je crois qu'il suffit de reproduire ici l'extrait suivant d'une feuille de Palerme, publié par la plupart de nos journaux :

« Ainsi que nous l'avons annoncé hier, le général Garibaldi avait nommé M. François Crispi, ex-ministre de l'intérieur, procureur général de la grande cour des comptes, à Palerme, avec appointements de 20,000 fr. par an.

« Informé de cette nomination, M. Crispi a adressé au dictateur la lette suivante :

« Général,

« Dans votre décret du 29 juin, par lequel vous m'avez nommé procureur général de la grande cour de Palerme, je ne puis voir qu'un témoignage de votre estime, dont je suis bien fier. Mais vous savez, général, que nous ne sommes pas venus dans l'île pour conquérir de hautes fonctions et de riches émoluments. Nous y sommes venus pour aider ce peuple généreux à briser ses chaînes, et ensuite pour concourir avec lui, à la constitution de l'Italie une et libre, ce vœu de nos années juvéniles, cette seule espérance et consolation dans les douleurs de notre dur exil.

« Permettez donc que je renonce à cet office splendide, et que je me déclare encore une fois,

« Votre très-dévoué,

« François Crispi.

« Palerme, 1er juillet 1860. »

taire, paya bravement de sa personne dans la campagne de 1859. Chef du service de santé dans les chasseurs des Alpes, dès que le feu était engagé, il y courait comme un simple officier de troupe. — Député au Parlement national, c'est à lui que revient l'honneur, dans la session passée, d'avoir élevé le premier la voix en faveur de l'insurrection sicilienne. M. Bertani, intime ami de Garibaldi, partage toutes ses idées politiques et jouit de son entière confiance. On sait que ce fut lui qu'en s'embarquant le général chargea de le représenter en Italie.

Le colonel Nino Bixio porte un nom bien connu en France. Il est le frère de l'homme d'État de ce nom, qui fut ministre du président Louis-Napoléon. La famille est génoise.—Jadis lieutenant de Garibaldi à Rome, Nino Bixio commanda un bataillon des chasseurs des Alpes, où ses deux jeunes neveux servaient comme volontaires. Sa bravoure émerveillait les soldats. C'était bien l'homme qui devait prendre feu instantanément pour une tentative hasardée, comme celle dont il était question.

Nous retrouverons Rosolino Pilo en Sicile, où il devait mourir en héros.

Quant à M. Orlando, je l'ai dit déjà, c'est un émigré sicilien établi à Gênes, où il possède une fonderie.

Ce fut dans cette dernière ville que ces quatre hommes, réunis sur l'initiative de Crispi, décidèrent

de faire appel au dévouement du général Garibaldi, sachant parfaitement qu'au premier mot il quitterait tout pour aller là où des Italiens se battaient, et qu'avec son génie et son étoile, il mènerait l'œuvre à bien avec la centième partie des ressources nécessaires à tout autre.

Je n'ai pas la prétention de tracer un portrait de l'illustre général dont les deux Mondes se répètent à l'envi les merveilleux exploits, et dont le nom, de son vivant même, est légendaire comme celui des héros qui, dans les âges passés, ont étonné l'humanité. — La vie si pure et si pleine du soldat de l'indépendance italienne est dans toutes les mains. — Mais puisque ce récit en est arrivé au moment où il entre en scène, je tiens à reproduire ici mes impressions personnelles, lorsque, l'année dernière, j'approchai le vainqueur de Varèse et de Como, encore frémissant de l'action de ces deux grandes journées, — voici donc ce que j'écrivais de Como même, le 4 juin 1859, à une feuille parisienne :

« Il pouvait être midi quand le général Garibaldi, prévenu de mon arrivée, me fit dire qu'il m'attendait. Je m'empressai de me rendre à cette invitation.

« J'avais entrevu déjà cet homme célèbre en 1848. — le justaucorps écarlate qu'il portait alors, à la mode de l'Amérique du Sud, ses cheveux flottants, sa longue barbe, en faisaient un type à part, aussi

étrange qu'intéressant. C'était bien le véritable chef de partisans, le hardi aventurier de la cause nationale. — Cette fois, j'abordais un général d'armée, en uniforme d'ordonnance, les cheveux courts, la barbe rasée; il me fallut le regarder à deux reprises pour le reconnaître. — Il me tendit affectueusement la main; je lui apportais des nouvelles d'amis connus; nous nous assîmes et nous causâmes longuement.

« Garibaldi a aujourd'hui cinquante-deux ans, et il est loin de les paraître. D'un blond-fauve, de taille plutôt moyenne que grande, il porte empreintes sur toute sa personne une vigueur et une résolution sans pareilles. Il a le front haut et large, l'œil d'une bienveillance et à la fois d'une autorité remarquables. Son sourire est doux et pensif. — Ses manières sont simples et affables comme celles des gens de cœur et d'intelligence. — On se trouve rapidement captivé par l'influence de cette nature loyale, généreuse et intrépide. Si messieurs de l'*Univers* vivaient seulement un jour à côté du *farouche chef de bandes*, ils seraient capables de devenir ses partisans dévoués.

« Un sentiment unique remplit cette âme : l'amour de la patrie. — Un seul mobile conduit ce bras : la délivrance et la grandeur de l'Italie. — Garibaldi a eu, dans le cours de sa vie, des trésors à sa disposition, et il est resté pauvre. — Il a tenu

dans ses mains des provinces, comme en ce moment, et on en est encore à pouvoir citer, de sa part, un acte d'arbitraire ou d'oppression. — Aucune sympathie, aucun précédent ne l'attachaient au gouvernement sarde, quand, cet hiver, le cabinet de Turin lui demanda de laisser servir le prestige de son nom pour cet appel à la jeunesse italienne, qui valut trente mille volontaires au Piémont. Le glorieux condottiere pouvait refuser et se réserver d'agir plus tard de son côté. — Mais on lui parlait de l'intérêt de l'Italie, on invoquait le bien public, et Garibaldi donna sans hésiter sa franche et complète adhésion. — Les mécomptes qu'il a largement éprouvés, après l'effet obtenu, les mauvais procédés de M. de Cavour envers la poignée de braves laissés sous ses ordres et envers lui-même, n'ont point altéré sa sérénité; il a pour lui la conscience d'avoir bien fait.

« Comme tous ceux qui ont approché Victor-Emmanuel, le général est enthousiaste de ce prince. — « Avec un roi pareil, dit-il, on est sûr du succès. « C'est le meilleur Italien, le plus noble cœur qui « soit au monde. Tout ce que je lui ai demandé, « je l'ai toujours eu de suite, avec de précieux « encouragements; tandis qu'ailleurs, ça été loin « de se passer ainsi. »

Au moment où l'appel de ses amis de Gênes ve-

nait, pour ainsi dire, au devant de ses vœux, l'héroïque champion de la cause nationale était dans son île de Caprera, sur la côte Ligurienne, essayant d'y reprendre son calme habituel que la cession de sa ville natale à la France avait un moment altéré. — Ces lettres le remuèrent vivement. Son indépendance personnelle était alors complète, puisqu'il avait quitté le service, après son rappel du commandement militaire de l'Italie centrale, sur les instances de la diplomatie, alarmée de son voisinage des Marches, à la tête de 40,000 hommes, et il ne tenait plus au monde officiel que par son mandat de député, duquel il se préparait d'ailleurs à se démettre.

Malgré sa bravoure folle, l'idée d'un débarquement en Sicile lui sembla d'abord un véritable rêve. Ses connaissances spéciales d'officier de marine lui en montraient le côté impraticable. Néanmoins, il pensa que le devoir commandait un examen approfondi des moyens qu'on lui proposait, et de ceux qu'il pouvait créer lui-même. Garibaldi se mit en route pour Gênes. Deux heures après son arrivée, il était convaincu. — A partir de ce moment-là, il ne s'agissait plus que du détail de l'affaire. — On s'en occupa immédiatement.

Ici, une digression est nécessaire pour l'explication des faits qui vont suivre.

Une entreprise telle que le rassemblement d'un certain nombre de volontaires sur un point donné du

territoire d'un État, la réunion d'armes et de munitions, et leur embarquement clandestin pour une destination secrète, une semblable entreprise avait besoin, pour se faire vite et bien, non pas du concours en aucun genre, mais de la tolérance du gouvernement. Que l'autorité, fermant les yeux de manière à pouvoir prétendre avec vérité n'avoir rien vu, laissât faire, et tout était bientôt consommé. — Il s'agissait, en fin de compte, de porter secours à des frères de même nation, qui se battaient aux cris de : Vive l'unité italienne ! Vive Victor-Emmanuel ! et qui ne demandaient à être libres que pour s'annexer aussitôt au royaume de la Haute-Italie. — Qui eût voulu admettre un seul instant que le cabinet de Turin, constitué au nom de l'indépendance italienne et présidé par l'homme qui devait tout son renom à la lutte de l'ancien Piémont contre l'Autriche, qui eût pu croire, dis-je, que ce cabinet allait tenir une conduite différente de celle que je viens d'indiquer ?

Mis en demeure de se prononcer, M. de Cavour ne craignit pas cependant de se déclarer nettement hostile à l'expédition, et de faire peser en ce sens toutes les ressources d'un pouvoir presque absolu dans ses mains. — Je n'ignore pas que plus d'un lecteur, parvenu à ce passage, va murmurer les grands mots consacrés : « La diplomatie; les convenances entre gouvernements constitués, etc., etc. » — Le président du conseil des ministres sardes avait

su déjà fort bien prouver que, quand il voulait, de pareilles considérations ne le retenaient point. Si M. de Cavour s'opposait, en cette circonstance, à la tentative hardie en faveur de la Sicile, c'est parce qu'il est à la fois l'ennemi personnel de Garibaldi et l'adversaire le plus redoutable de l'unité italienne.

Pour certaines personnes qui connaissent peu l'Italie et qui ne peuvent juger des hommes politiques de ce pays que d'après certaines formules immobilisées dans notre presse, ceci semblera peut-être un paradoxe : et pourtant rien n'est plus exact.

Rétrograde converti, M. de Cavour, poussé d'ailleurs par l'idée fixe du roi et l'impatience de la nation, écouta volontiers les propositions de la France, lorsque l'Empereur, jugeant l'instant venu, à l'époque de la guerre de Crimée, désira l'alliance piémontaise et fit susciter la question italienne au congrès de Paris. — Mais les idées du chef du cabinet sarde, de même qu'en général celles de l'ancien parti aristocratique piémontais, n'allaient pas au delà de l'expulsion des Autrichiens, de l'établissement d'un royaume de l'Italie du nord, comprenant les anciens États sardes, le Lombard-Vénitien et les duchés, et d'une fédération avec les trois autres gouvernements de la Péninsule, la Toscane, Rome, Naples ; fédération dans laquelle le Piémont eût joué le principal rôle.

L'unité italienne paraissait une utopie fort ridi-

cule et parfaitement dangereuse aux hommes de ce parti. Non-seulement, suivant eux, elle offrait des difficultés insurmontables dans sa réalisation, de la part des puissances; mais encore, en admettant qu'une circonstance inattendue la fît triompher, c'était le déplacement complet de tout le système sur lequel reposait leur influence dans le passé comme dans l'avenir, c'était le changement de capitale, la dynastie s'entourant de noms nouveaux, et leur ancienne omnipotence disparaissant dans le grand Parlement national où les belles intelligences de toutes les provinces de l'Italie ne tarderaient pas à se faire jour et à disposer du pouvoir.

Jusqu'à l'année dernière les événements semblèrent donner raison à ces partisans d'une Italie morcelée. Les masses, voyant leur ardeur contre l'occupation autrichienne, le plus criant de tous les maux, les applaudissaient de bon cœur. Il s'agissait d'abord de chasser l'étranger, et tout le monde, ou à peu près, se trouvait d'accord sur ce point. C'était le premier et le plus fort de tous les sentiments, et comme ils s'y prêtaient, ils n'avaient alors à redouter aucune opposition.

Mais après le pas immense de 1859, après l'expulsion des Autrichiens de la Lombardie et de l'Italie centrale et leur refoulement dans l'impasse du Vénitien, l'idée d'une seule nation sous la couronne de la maison de Savoie, développée au delà de l'ima-

ginable par l'admirable conduite du magnanime Victor-Emmanuel, cette idée, si puissante à toutes les époques sur les cerveaux italiens, remplaça désormais toute autre passion dans la Péninsule entière.

Il y eut, de ce jour, deux partis en présence : — le parti du mouvement, unitaire et représentant l'avenir; — le parti de la résistance, cramponné au pouvoir, sous couleur d'italianisme, détestant, au fond, les hommes du midi, et s'appuyant sur toutes les fictions diplomatiques pour maintenir le royaume séparé de l'Italie du nord.

Le premier s'incarne dans un nom : VICTOR-EMMANUEL. Il est formé de 27 millions d'Italiens sur 28 millions que compte la Péninsule. Ses hommes d'action s'appellent Garibaldi, Rattazzi, Depretis, Ricasoli, Monticelli, Mauro Macchi, Pepoli, Valerio, Bertani, Crispi, Medici, Bixio, Malenchini, et des milliers de cette même valeur, c'est-à-dire toute la force vive de la nation.

Le second est personnifié dans M. de Cavour. Il représente la fiction gouvernementale en face de l'Europe.—L'immense armée officielle aux ordres du pouvoir, une majorité parlementaire provisoire, obtenue dans la Chambre par la crainte d'une trop grande responsabilité, une presse organisée de longue main, un monde de créatures et d'enthousiastes pétrifiés dans leur admiration : tels sont les moyens à l'aide desquels il essaye de lutter contre

le flot montant qui le soulève, et de rester ferme en place (1).

Voilà la raison de ces luttes intestines qu'on ne comprend pas au dehors; voilà ce qu'il faut que l'on sache afin de juger en connaissance de cause.

Lorsqu'au lendemain de Villafranca, et par des motifs qui ne peuvent s'écrire encore, M. de Cavour donna sa démission, il se retirait fermement convaincu que, lui parti, rien ne marcherait plus. Peut-être était-il de bonne foi en se croyant *indispensable* : tant, à la longue, l'adulation finit par obstruer les meilleurs cerveaux. — M. Rattazzi et ses amis, appelés par le roi, n'hésitèrent pas, par un sublime effort d'abnégation personnelle, à accepter le fardeau d'une situation si pleine d'incertitudes et de périls, et ils se mirent résolûment à l'œuvre. — Encouragés et soutenus par Victor-Emmanuel, qui tra-

(1) — On peut, à propos de ce que je dis ici sur le rôle actuel du chef du cabinet sarde, m'objecter divers passages de mes livres antérieurs, où je m'exprime d'une tout autre façon à l'égard du même personnage. Mais je vais bien volontiers au devant de la remarque. — Les événements seuls, en se déroulant, font connaître véritablement les hommes. Puis, la situation a bien changé depuis que j'écrivais *Le Piémont en* 1858. M. de Cavour pouvait être alors suffisant pour engager la lutte. Aujourd'hui, il est dépassé et même nuisible aux affaires. — Aux situations nouvelles, il faut des hommes nouveaux. — En outre, je ne voulais pas croire à l'antipathie trop réelle contre la France et les Français de M. de Cavour, dévoué de cœur à l'Angleterre, et nous *supportant*, mais parce qu'il veut rester ministre. — Cette franche exposition de mon sentiment et de la vérité me fera peut-être taxer d'esprit de parti, d'invention ridicule; mais je me rappelle que lorsqu'à la fin de 1857, je publiai les *Autrichiens et l'Italie*, où j'expliquais l'état de la question italienne, et où je signalais la nécessité d'une prompte intervention française, on me traita, en général, presque de fou, ou tout au moins de visionnaire. — Et depuis?...

vailla, pendant cette difficile période, autant qu'eux tous ensemble, aidés du puissant concours de MM. Farini et Ricasoli, ils relevèrent le courage des populations, rendirent au pays le calme et la confiance, et négociant avec prudence et résolution, ils amenèrent la scabreuse entreprise de l'annexion de l'Italie centrale jusqu'à la veille de sa réalisation définitive.

M. de Cavour suivait d'un œil inquiet cette marche aussi ferme qu'habile. Il comprit que c'était fini pour lui si l'annexion s'accomplissait par ses rivaux ; appelant à lui toutes ses forces, et vaillamment appuyé par l'Angleterre, il redemanda le pouvoir. Le cabinet était composé d'hommes trop pleins de leur dignité pour descendre à lutter contre de certains moyens ; il se retira ; et, quelques semaines après, le nouveau premier ministre, « mangeant les marrons que d'autres avaient tiré du feu, » faisait pompeusement accepter par la couronne cette annexion déjà décidée, et que rien ne pouvait plus empêcher de se faire. — Pour le vulgaire, c'était son œuvre. — Si, maintenant, le midi restait tranquille, si l'on parvenait à empêcher les manœuvres du parti unitaire, il y avait alors moyen d'organiser un beau petit royaume de la Haute-Italie, et d'y vivre fort à son aise, avec un Parlement soumis comme par le passé, et des ennemis humiliés et impuissants.

La nouvelle de la révolution sicilienne vint tom-

ber en plein milieu de ces charmants rêves et les déranger singulièrement. Le président du conseil n'avait jamais été doux aux Siciliens : tous sont là pour le dire. Il avait même nettement refusé d'écouter les supplications de leurs envoyés, peu avant. — Mais l'opinion publique s'émouvait; les récits des massacres de Palerme donnaient un frisson d'horreur et de vengeance à tout le peuple. Dans la Chambre, plusieurs députés commençaient à se soulever au nom de ces frères qu'on égorgeait à la face de l'Italie debout et armée. — On pouvait se retrancher pour quelques jours derrière les formes du pouvoir, refuser des explications; mais après....? — Et quel beau thème de cris pour les unitaires !

Je laisse, d'après cela, à juger au lecteur ce qui dut se passer lorsqu'on apprit à Turin que Garibaldi était à Gênes, qu'il y travaillait à jeter les bases d'une expédition pour secourir la Sicile, et que les promoteurs de cette expédition comptaient tout à fait sur la bienveillance du gouvernement pour réaliser leur dessein !!!

Il fut répondu que l'entreprise étant une violation du droit des gens, non-seulement le gouvernement n'y prêterait pas les mains, mais encore qu'il s'y opposerait par tous les moyens en son pouvoir. — Et la chose se passa effectivement comme on le disait.

Aussitôt sa décision prise de passer en Sicile, Garibaldi avait écrit à ses anciens lieutenants de venir

le rejoindre, en amenant avec eux les plus énergiques et les plus éprouvés des chasseurs des Alpes qui, après la campagne de 1859, étaient rentrés dans leurs foyers. — A sa voix, tous accoururent, quittant leurs familles ou leurs grades dans l'armée, et il vit bientôt autour de lui les mêmes braves gens qui formaient son état-major à Varèse et à Como, augmentés d'un certain nombre de Siciliens, brûlant du désir de combattre sous ses ordres pour leur terre natale.

Les hommes étaient là. Il fallait maintenant l'argent, cette chose indispensable pour avoir des armes, des munitions et des navires. L'argent existait, tout trouvé et parfaitement liquide; le général n'avait qu'une signature à donner pour le recevoir.

On se rappelle la fameuse souscription du million de fusils, ouverte par le général, et à laquelle l'Italie avait répondu avec tant d'enthousiasme : les provinces, les villes, les bourgs votant des sommes ; le riche donnant son superflu, le pauvre son épargne. Des millions avaient été ainsi recueillis, et bon nombre d'armes déjà achetées, dont notamment dix mille fusils destinés aux nouvelles gardes nationales et en dépôt pour le moment dans l'arsenal de Gênes. Des sommes considérables, non encore employées, étaient restées à la disposition de Garibaldi ou de ses agents dans les caisses des municipalités ; d'autres se trou-

vaient déposées, *au compte du général*, chez un grand banquier de Milan.

D'autre part, la société nationale italienne, dont Garibaldi avait été l'un des présidents, avec l'illustre Georges Trivulzio Pallavicino, possédait des ressources considérables, produit des cotisations de plusieurs cent mille adhérents.

Le général pensa qu'une partie de cet argent, recueilli pour la cause de l'indépendance nationale, ne pouvait recevoir une destination meilleure que d'aider à la délivrance de deux millions et demi d'Italiens. — Il fit en conséquence prier la société nationale de mettre des fonds à sa disposition, et il écrivit à la maison de banque de Milan ainsi qu'aux diverses municipalités détentrices des sommes votées pour lui, d'avoir à les lui adresser à Gênes, en bref délai.

Son indignation fut égale à sa surprise quand il reçut pour réponse que le ministère, prévoyant la chose, avait fait défense de verser les fonds des municipalités ailleurs que dans les caisses de l'État, et formé opposition sur les sommes déposées à Milan, propriété particulière du général! — Il protesta énergiquement, mais sans résultat. — Il fallut chercher ailleurs, perdre du temps. — C'était tout ce que l'on voulait. Les Siciliens, abandonnés à eux-mêmes, ne pouvaient tenir longtemps; et une fois la révolte étouffée, il n'y avait plus d'expédition. — Les unitaires retournaient planter leurs choux.

Déjà bien des jours s'étaient passés à ces allées et venues, à ces incroyables chicanes. Le cabinet se faisait adresser des télégrammes, frères jumeaux de ceux de Naples, annonçant la fin malheureuse de l'insurrection sicilienne, et, dans les derniers jours d'avril, les journaux ministériels, versant des larmes abondantes sur le sort des Siciliens, déclaraient que tout était perdu de ce côté et qu'on n'avait plus que le deuil à prendre. « Il serait inutile, écrivait la *Gazette de Turin*, de se dissimuler la gravité des dernières nouvelles de Sicile. Nous avons exposé avec une consciencieuse sincérité les événements de cette lutte héroïque; nous avons ouvert notre cœur à l'espérance en entendant les efforts d'un courage inimitable, et, à présent, avec une égale sincérité, nous nous sommettons à ce triste office que notre devoir d'écrivains nous impose.

« Encore cette fois, le droit de la force brutale s'impose à celui de la justice et de la raison !.... »

Heureusement pour la Sicile, les hommes qui avaient entrepris de lui venir en aide n'étaient pas faciles à décourager. — L'argent qu'on contestait à Garibaldi lui arriva d'ailleurs. — Il avait inutilement réclamé quelques caisses de ces dix mille fusils achetés en son nom et remisés dans l'arsenal de Gênes : fusils et munitions lui vinrent d'autre part. — La Sicile reconnaissante saura un jour qui en remer-

cier. — Il ne restait plus à trouver que les moyens de transport. — Bertani, Crispi, Bixio et Orlandi aidant, ce fut chose bientôt conclue. — M. de Cavour, furieux de se voir si peu avancé, eut alors l'idée de recourir à la force. — Le commandant militaire de Gênes, consulté à cet égard, répondit que si Garibaldi faisait seulement un signe, toute la garnison était prête à le suivre. — Il fallut donc se résigner, et laisser faire. — Et puis, au fond, il y avait la très-réelle possibilité que l'expédition donnât en plein dans la croisière napolitaine et fût coulée à fond. — On se trouvait alors débarrassé du gênant héros du mouvement unitaire et de ses turbulents amis.

Tous les obstacles se trouvant enfin surmontés, le départ fut décidé pour le soir du 5 mai. — La petite armée réunie à Gênes, se composait de 1,085 hommes, ainsi subdivisés par provinces :

Brescians.	150
Génois	60
Bergamasques	190
Jeunes gens et étudiants de l'université de Pavie.	170
Milanais.	150
Bolonais.	30
Toscans.	50
De Parme et Plaisance. .	60
A reporter. . .	860

Report. . . .	860
Modenais	27
Émigrés Siciliens et Napolitains.	110
Émigrés Vénitiens. . .	88
Total. . .	1,085

Comme on le voit, l'Italie tout entière était représentée dans cette mission de délivrance d'une des plus belles contrées. — C'était bien une colonne *nationale* par excellence. — L'état-major était digne de cette jeunesse dévouée, dont une bonne partie quittait famille et fortune, études, toutes les aises et toutes les séductions de la vie, pour la rude existence du soldat volontaire. — Voici son organisation :

Général commandant : Garibaldi.

Chef d'état-major, colonel Sirtori ; officiers, Calvino, Manin, Majocchi, Borchetta, Griziotti, Bruzzisi.

Aides de camp du général : — premier aide de camp, colonel Türr ; — colonel Tukery, — Major Cenni, — Menotti Garibaldi, fils du général, — Montanari, — Bandi, — Stagnetti. — Secrétaire particulier, Giovanni Basso.

Attaché à l'expédition à titre de commissaire civil, François Crispi.

Commandants des sept compagnies composant l'effectif de la force :

Bixio.

La Masa.

Stocco.

Carini.

Anfossi.

Cairoli.

Bassini.

Chef de l'artillerie, Orsini ; chef du génie, Mirentilli.

Corps de l'intendance : Major Acerbi, intendant général ; Rechiedei, Nievo, Bozzetti.

Médecins : Ripari, Maëstri, Boldrini, Giulini.

Les noms de tous ces braves, — ceux qui ont survécu comme ceux qui sont morts, — appartiennent aujourd'hui à l'histoire. Il est bon que l'on sache de quels hommes Garibaldi s'entourait pour sa mémorable expédition, et que l'on apprenne à juger cette noble terre d'Italie par de tels enfants.

M. Sirtori, chef d'état-major, est un Lombard. Savant de haute distinction, en 1848 il s'enrôla comme simple volontaire dans les corps qui s'organisaient pour la défense du territoire. Il contribua puissamment à la défense de Venise, où, de grade en grade, il fut nommé lieutenant-colonel par le gouvernement provisoire. Doué d'une éloquence vive et entraînante, dans l'Assemblée vénitienne dont il fit partie,

il rivalisait d'influence avec Manin, et lorsque ce dernier résigna pour quelques instants ses fonctions dictatoriales, l'Assemblée voulut élire à sa place M. Sirtori, qui, par modestie de caractère, n'accepta pas.

A Mestre, ainsi qu'à la défense du fort de Marghera, M. Sirtori fit des prodiges de valeur; il fut membre du triumvirat militaire qui gouverna pendant les derniers jours de l'indépendance de Venise. — Lorsque éclata la guerre de l'année passée, le valeureux officier fut parmi les premiers qui offrirent leurs services au gouvernement piémontais : M. de Cavour le repoussa. Aux élections pour le Parlement italien, trois colléges le nommèrent député. — Il quittait son banc pour suivre la fortune du héros de Varèse.

M. Calvino, capitaine d'état-major, notable citoyen de Trapani, en Sicile, est à la fois un officier de mérite et un écrivain des plus distingués. Il jouit d'une influence considérable parmi ses compatriotes.

Georges Manin, fils de l'illustre Vénitien, quitta tout, depuis la campagne de 1859, pour figurer aux postes les plus périlleux. — *Noblesse oblige.* — Ses compagnons, Majocchi, Griziotti, Borchetta, Bruzzisi, braves officiers et bons patriotes, ne lui cédaient en rien pour le dévouement.

Les aides de camp du général étaient tous indivi-

duellement connus pour leurs brillants services. — Le colonel Étienne Tür, Hongrois naturalisé Italien, combattait l'Autriche dès 1848, dans les rangs de l'armée sarde. Après les aventures militaires et politiques qui rendirent son nom célèbre, il se joignit à l'état-major des chasseurs des Alpes pendant leur campagne de Lombardie. Gravement blessé au bras gauche dans une rencontre près de Brescia, à un envoyé de Garibaldi venant s'informer de ses nouvelles, il répondait : « Dites au général que mon bras droit est toujours à son service. » — Son brave compatriote Tuckery, tué plus tard devant Palerme, était un homme de la même trempe.

Le major Cenni, mon brave et bon ami, servait déjà sous Garibaldi dans l'Amérique du Sud ; il y prit part à ses prestigieux exploits. Décoré de la médaille de la valeur militaire pour ses faits d'armes aux chasseurs des Alpes, officier supérieur, quand son général quitta le service, il abandonna son grade pour faire comme lui. — Les mêmes détails et les mêmes louanges s'appliquaient également au pauvre Montanari, tué à Calatafimi. — Bandi, Stagnetti, Basso, hommes de la confiance du chef, avaient fait leurs preuves non moins vaillamment.

Les commandants des compagnies ne le cédaient en rien à ces gens d'élite. — J'ai déjà parlé du colonel Bixio. — Le Sicilien La Masa, l'un des chefs de l'insurrection du 12 janvier 1848, à Palerme, avait

été colonel d'une légion de volontaires siciliens en Vénitie, où je le vis au siége de Trévise, payant bravement de sa personne. Plus tard, pendant son long exil, il se fit l'historien de cette période malheureuse, mais qui ne fut pas sans gloire. Écrivain et politique hardi, on lui doit un récit des événements de Sicile, pendant les années 1848 et 1849.

Mon ancien et bien cher compagnon d'armes, le colonel Carini, est trop universellement et sympathiquement connu en France comme en Italie, pour que je fasse autre chose que de rappeler ses qualités brillantes de militaire et d'homme du monde, son esprit remarquable et s'appliquant à tout, la distinction parfaite de ses manières, sa courtoisie, et, enfin, ce patriotisme toujours ardent, toujours à l'affût du moindre service à rendre à la cause italienne.

Le baron Stocco, gentilhomme calabrais, commandait un corps de partisans lors du soulèvement des Calabres en 1848. — Le combat qu'il soutint le 27 juin, entre l'Angitota et Maida, avec 400 hommes seulement, contre l'armée de Nunziante, le rendit célèbre dès cette époque.

Anfossi, frère du brave lieutenant de Garibaldi, tué à Rome, avait lui-même servi comme officier dans l'armée sarde.

Le Lombard Cairoli, de cette noble ville de Paire, qui a donné tant de ses fils pour la cause, sortait des chasseurs des Alpes, dans les rangs desquels son

aîné avait déjà perdu la vie. Il amenait avec lui ses deux autres frères, et apportait au général une somme considérable. — M. Bassini, patriote lombard, avait organisé une compagnie de Bergamasques qui fit des prodiges de valeur.

Le chef du génie était un vétéran de la liberté et de la guerre. — Quant au chef de l'artillerie, colonel Orsini, Sicilien de naissance et promoteur hardi non moins que brave combattant de la révolution de 1848, on lui devait en partie la défense acharnée de Messine, au mois de septembre de la même année, lors de l'affreux bombardement de cette ville. Émigré à la chute de l'indépendance, il servait en Turquie comme colonel d'artillerie. A la nouvelle de la prise d'armes des Siciliens, il donna sa démission pour accourir à leur aide.

Je connais assurément peu d'hommes d'un extérieur aussi prévenant, d'un caractère aussi noble et d'un courage aussi accompli que l'intendant du corps expéditionnaire, major Acerbi, gentilhomme mantouan, qui quittait tout, famille, fortune, dans le but d'aider une fois encore à la patrie. — Ses officiers, le capitaine Hippolyte Nievo, le lieutenant Bozzetti, méritent eux aussi d'être cités pour leur patriotisme, leur intelligence et leur activité.

Avec de tels chefs et Garibaldi à leur tête, que ne devaient pas faire des soldats déjà éprouvés!

Le départ de l'expédition se trouvait donc fixé au 5 mai. — En attendant l'instant de l'embarquement, Garibaldi avait établi son quartier général provisoire dans la belle villa Spinola, à Quarto, sur la côte, à environ cinq milles de Gênes. Une partie des volontaires étaient non loin de là, à la Foce. — Enfin, un détachement, avec le colonel Bixio et l'officier de marine sicilien Castiglia, restait à Gênes pour s'emparer de deux vapeurs de la compagnie Rubattino, stationnés dans le port, et dont on avait fait choix : le *Lombardo* et le *Piemonte.*

Ce fut seulement vers trois heures du matin, dans cette nuit du 5 au 6 mai, que Nino Bixio et Castiglia, maîtres des deux navires (1), purent sortir du

(1) L'espèce de violence apparemment exercée n'avait d'autre but que de mettre la Société Rubattino à couvert de toutes conséquences fâcheuses avec l'esprit qu'on savait prédominer dans le cabinet de Turin.—Du reste, la valeur des deux bâtiments était garantie, et, pour surcroît de précautions, le général laissait cette déclaration, rendue publique, aux directeurs de la Compagnie :

« Gênes, 5 mai 1860.

« Messieurs les directeurs des vapeurs nationaux,

« Au commencement d'une entreprise en faveur d'Italiens qui combattent pour la cause de la patrie, et dont de fausses considérations diplomatiques empêchent le gouvernement de s'occuper, j'ai dû m'emparer de deux vapeurs de l'administration dirigée par vous, Messieurs, et le faire à l'insu du gouvernement lui-même et de tous.

« J'ai commis un acte de violence; mais, quels que soient les événements, j'espère que mon procédé sera justifié par la sainteté de la cause servie, et que le pays entier reconnaîtra qu'il est de son devoir de réparer les dommages causés par moi à l'administration.

« Dans le cas où mes prévisions ne se réaliseraient point, où la nation n'interviendrait point pour vous désintéresser, j'engage tout ce qui peut

port de Gênes et se diriger sur l'endroit convenu. Des barques, rapidement manœuvrées, eurent bientôt conduit à bord l'état-major, les hommes et les caisses d'armes. — Garibaldi monta sur le *Piemonte*, commandé par le capitaine Castiglia, avec le capitaine génois Schiaffino pour second. — Bixio prit place sur le *Lombardo*, avec le capitaine Élia. — L'aube du jour du 6 mai était déjà venue quand l'expédition cingla vers la haute mer. Ce fut un moment solennel. A l'exception des premiers lieutenants du général, personne à bord ne savait la direction qu'on allait suivre, si l'on débarquerait en Sicile, en Calabre, ou ailleurs encore ; et ce doute ajoutait à la gravité des impressions de chacun.

Avant de s'embarquer, Garibaldi avait écrit les lettres et proclamations suivantes, où son âme généreuse se peint admirablement tout entière :

Au roi Victor-Emmanuel :

« Sire,

« Le cri de détresse qui, de Sicile, est parvenu à mes oreilles, a profondément ému mon cœur et celui de quelques centaines de mes vieux compagnons d'armes.

« Je n'ai pas conseillé le mouvement insurrectionnel de nos frères de Sicile; mais du moment qu'ils se sont levés au nom de l'unité italienne,

exister d'argent et de matériel appartenant à la souscription pour le million de fusils. De cette manière, vous serez indemnisés, avaries ou pertes quelconques, des préjudices qui vous seront occasionnés.

« Je suis, avec toute considération,

« G. GARIBALDI. »

dont Votre Majesté est la personnification, je n'ai pas dû hésiter à me mettre à leur tête contre la plus infâme tyrannie de notre époque.

« Je sais que je m'embarque dans une entreprise dangereuse; mais je mets ma confiance en Dieu, ainsi que dans le courage et le dévouement de mes compagnons. Notre cri de guerre sera toujours : *Vive l'Unité de l'Italie! Vive Victor-Emmanuel!* son premier et son plus brave soldat!

« Si nous échouons, j'espère que l'Italie et l'Europe libérale n'oublieront pas que cette entreprise a été décidée par des motifs purs de tout égoïsme et entièrement patriotiques.

« Si nous réussissons, je serai fier d'orner la couronne de Votre Majesté de ce nouveau joyau, à condition toutefois que Votre Majesté s'opposera à ce que ses conseillers cèdent cette province à l'étranger, ainsi qu'on l'a fait pour ma ville natale.

« Je n'ai pas communiqué mon projet à Votre Majesté; je craignais que, par suite de mon dévouement à sa personne, Votre Majesté ne réussît à me persuader de l'abandonner.

« De votre Majesté, Sire, le plus dévoué sujet,

« G. GARIBALDI. »

A un ami :

« Cher ami,

« Le jour où tu recevras ces quelques lignes, je serai bien loin en mer.

» L'insurrection sicilienne porte dans ses flancs les destinées de notre nationalité. Je vais partager son sort : je vais me retrouver enfin sur mon élément, l'action mise au service d'une grande idée.

« Il ne fallait pas moins, pour relever mon courage au milieu des déceptions de toute sorte dont j'ai été abreuvé.

« Qu'on ne crie pas à l'imprudence, qu'on attende. Je suis plein d'espoir et de confiance. Notre cause est noble et grande, l'*Unité de l'Italie*, le rêve le plus cher, l'aspiration de toute notre vie. Que les vents nous soient propices!

« Castiglia et mon fils sont avec moi et ils t'embrassent. Tu es du petit nombre d'amis auxquels j'ai voulu serrer la main avant de partir. »

La garnison de Gênes s'était presque mutinée pour le suivre. Dans l'Italie centrale, à Ferrare particulièrement, les nouveaux régiments, formés d'une jeunesse ardente, parlaient de marcher en masse, afin de se joindre à l'entreprise de leur héros. —

Garibaldi adressait donc à l'armée ces affectueux et énergiques conseils :

« Pendant des siècles, la discorde et l'indiscipline ont été la cause de grands malheurs pour notre patrie. Aujourd'hui, de la Sicile aux Alpes, une concorde admirable règne parmi toutes les populations.

« La nation, cependant, manque encore de discipline et elle compte sur vous qui en avez donné un si admirable exemple, et qui vous êtes signalés par votre bravoure, pour se réorganiser et se dresser forte et compacte devant quiconque voudrait l'asservir.

« Ne vous éloignez donc pas, jeunes braves, qui survivez aux luttes de la patrie ; souvenez-vous qu'au nord nous avons des ennemis et des frères esclaves, et que les populations du midi, affranchies de la présence des mercenaires du Pape et du roi de Naples, auront besoin de votre expérience et de votre discipline pour soutenir de plus grandes luttes.

« Je recommande donc, au nom de la patrie reconnaissante, à la jeunesse qui figure dans la brave armée, de ne pas abandonner ses rangs, mais de se grouper encore plus étroitement autour de ses braves officiers et de ce Victor, dont la bravoure peut être un instant paralysée par de pusillanimes conseillers, mais qui ne tardera pas beaucoup à nous mener tous à une victoire définitive.

« Signé : G. GARIBALDI. »

Enfin, à la nation tout entière, pour bien préciser le mobile qui le faisait agir, pour élever à la hauteur de son propre dévouement les âmes de tous ses concitoyens, il laissait ces belles, simples et nobles paroles :

« Italiens !

« Les Siciliens se battent contre les ennemis de l'Italie et pour l'Italie. Les secourir avec de l'or, des armes, et surtout de son bras, c'est le devoir de tout Italien.

« Ce qui a causé les malheurs de l'Italie, ç'a été l'esprit de discorde, ç'a été encore l'indifférence d'une province pour le sort de l'autre.

« Le salut de l'Italie a commencé le jour où les fils de la même terre ont couru au secours de leurs frères en danger.

« Si nous abandonnons à eux-mêmes les braves enfants de la Sicile, ils auront à combattre les mercenaires du roi de Naples et de plus ceux de l'Autriche et ceux du prêtre qui règne à Rome.

« Que les peuples des provinces libres élèvent haut la voix en faveur de leurs frères qui combattent, qu'ils envoient la généreuse jeunesse là où on lutte pour la patrie.

« Que les Marches, l'Ombrie, la Sabine, la campagne de Rome, le pays napolitain s'insurgent, afin de diviser les forces de nos ennemis !

« Si les villes n'offrent pas à l'insurrection une base suffisante, que les plus résolus se jettent par bandes dans les campagnes.

« Un brave trouve partout des armes ! Au nom de Dieu, n'écoutez pas les lâches qui se prélassent devant des tables bien garnies !

« Armons-nous, combattons pour nos frères, demain nous combattrons pour nous !

« Une poignée de braves qui me suivirent sur les champs de bataille de la patrie marche avec moi à la rescousse. L'Italie les connaît. Ils apparaissent quand sonne l'heure du danger. Bons et généreux compagnons ! Ils consacrèrent leur existence à la patrie : ils lui donneront la dernière goutte de leur sang, ne cherchant d'autre récompense que celle de leur conscience irréprochable.

« Italie et Victor-Emmanuel ! c'était notre cri de guerre en passant le Tessin : il retentira jusqu'aux roches embrasées de l'Etna.

« A ce cri prophétique du combat, répété des grands monts d'Italie jusqu'au mont Tarpéien, croûlera le trône ébranlé de la tyrannie, et tous se lèveront comme un seul homme !

« Aux armes donc ! Terminons d'un seul coup nos misères séculaires. Prouvons au monde que c'est bien sur cette terre qu'a vécu la forte race romaine !

« G. Garibaldi. »

N'est-ce pas grand et antique comme les proclamations de César et de Napoléon ?

La première journée du voyage fut assez pénible. La mer était mauvaise, et le malaise général à bord des deux vapeurs, par suite de l'encombrement. Néanmoins personne ne songeait à se plaindre ; l'attente du grand événement surexcitait tous les esprits. — Ce fut au bruit d'indicibles applaudissements que le lendemain matin, 7 mai, l'ordre du jour suivant vint enfin faire connaître aux volontaires

la pensée du général, et que les officiers leur apprirent que bientôt ils débarqueraient en Sicile.

Mai 1860, à bord du *Piemonte*.

ORDRE DU JOUR.

Corps de chasseurs des Alpes.

« La mission de ce corps sera, comme elle le fut déjà, basée sur l'abnégation la plus complète en vue de la régénération de la patrie. Les braves chasseurs servirent et serviront leur pays avec le dévouement et la discipline des meilleurs corps militaires, sans autre espérance, sans autre prétention que celle d'une conscience sans tache.

« Aucun grade, aucun honneur, aucune récompense n'attirèrent ces braves ; le danger disparu, ils rentrèrent dans la modestie de la vie privée ; mais l'heure du combat sonnant, l'Italie les revoit encore en première ligne, allègres, pleins de volonté et prêts à verser leur sang pour elle. — Le cri de guerre des chasseurs des Alpes est le même qui retentissait, voici un an, sur les bords du Tessin : — *Italia e Vittorio Emmanuele!* — Et jeté par nous, ce cri, partout donnera l'épouvante aux ennemis de l'Italie!

(*Suit le détail de l'organisation du corps, déjà donnée.*)

OBSERVATIONS.

« Cette organisation est la même que celle de l'armée italienne à laquelle nous appartenons, et les grades, donnés au mérite plus qu'au privilége, sont ceux qui ont déjà été conquis sur d'autres champs de bataille.»

« *Signé* : G. Garibaldi. »

Or, pendant que l'intrépide général allait si noblement délivrer plusieurs millions d'Italiens et conquérir, avec un désintéressement personnel sans exemple, une nouvelle couronne à son souverain, la nouvelle de son départ, aussitôt connue à Turin, et propagée avec la rapidité de l'éclair dans toute l'Eu-

rope, soulevait contre lui et ses braves compagnons non-seulement l'indignation des austro-papalistes, mais aussi les colères de la presse ministérielle turinaise. — Une feuille, entre autres, organe officiel du comte de Cavour, gratifiait l'expédition et son illustre chef d'épithètes qui ne le cédaient guères pour la violence, tant dans la forme que pour le fond, aux lignes suivantes de *la Patrie :*

« Nous apprenons que Garibaldi, après avoir donné sa double démission de député de Nice et de général de l'armée piémontaise, vient de partir pour la Sicile, à la tête d'une expédition armée.

« En agissant ainsi, Garibaldi se place sur la ligne de Walker, et l'acte dont il se rend coupable tombe sous l'application des lois qui régissent la piraterie. Nous n'avons pas besoin d'ajouter que le gouvernement piémontais réprouve cette conduite, qui n'est pas seulement un acte d'insubordination, mais un acte véritable de trahison à son égard. Du reste, le bâtiment qui porte Garibaldi est signalé sur toute la côte. »

Vers neuf heures avant midi du même jour, 7 mai, on prenait terre à Talamone, frontière de Toscane, où un convoi de munitions de guerre attendait l'expédition. Par suite d'une méprise, ce convoi manquait. Mais il y avait un fort tout proche

de là, à Orbitello. Le colonel Türr s'y rendait; et après un court entretien, le commandant de ce fort livrait toutes les munitions en son pouvoir ainsi que quatre pièces de campagne. Un vieil officier, gardien du petit fort de Talamone, saisi d'un égal enthousiasme, remit de son côté ce qu'il avait d'armes et de cartouches, y compris une couleuvrine. — On s'occupa à exercer les hommes tout le jour. Dans la soirée, arrivèrent plusieurs envoyés d'un bataillon de *Bersaglieri*, en garnison à Orbitello, et qui offrait de partir tout entier, armes et bagages, avec le général, Garibaldi refusa et fit parvenir à ce corps l'invitation à l'obéissance passive, ainsi qu'à la discipline, qu'on a lue plus haut. — Au moment de se rembarquer, le colonel Zambianchi, avec soixante volontaires, se sépara de la petite armée, pour tenter un coup de main dans les provinces romaines, voisines de cette frontière.

Le 9, au lever du jour, les deux vapeurs quittaient Talamone, mais pour relâcher bientôt à Santo-Stefano, où ils s'approvisionnèrent de charbon au dépôt établi pour *Le Giglio*, navire de la marine toscane. — A trois heures, ils reprenaient la mer, se dirigeant vers l'ouest-sud-ouest, entre la Sardaigne et la Sicile.

Le 10, eut lieu la distribution des armes, qui excita au plus haut degré l'enthousiasme des hommes. Vers le soir, un fou se jeta du *Lombardo* à la mer.

Il fallut arrêter pour le repêcher, et pendant ce temps, le *Piemonte* marchant toujours, les deux bâtiments se perdirent de vue. — Grande anxiété sur les deux bords. On se chercha mutuellement. Au beau milieu de la nuit, un hasard providentiel amena les deux vapeurs dans les mêmes eaux. — L'obscurité était profonde, les fanaux éteints sur chacun d'eux. De part et d'autre, on crut à la rencontre d'un navire napolitain et on se prépara en silence et résolûment à un abordage. On s'approchait réciproquement, le cœur palpitant d'émotion, et attendant pour tirer d'être bord à bord. — Tout à coup, une voix bien connue résonne sur les flots : « — Est-ce toi, Bixio ? » criait Garibaldi, par un pressentiment soudain.— « Oui ! » répondait le colonel. — Et un immense cri de soulagement parti des deux côtés saluait aussitôt cette heureuse rencontre.

Le matin du 11 mai, trois cents blouses rouges, les seules embarquées à Gênes, furent réparties entre les mille hommes de l'expédition. Le reste était en bourgeois, sauf quelques uniformes de l'armée royale.— On continuait d'avancer. Vers huit heures, le général donna l'ordre de cingler droit sur Marsala, et prit lui-même le commandement. — Il pouvait être midi, et depuis longtemps on apercevait, bien que sans en distinguer les détails, la côte de Sicile, lorsqu'une barque qui s'en allait pêcher en haute

mer, passa près du *Piemonte.* — Sur un ordre parti du bord, la barque s'approcha ; une manœuvre lui fut lancée pour qu'elle pût s'amarrer à l'arrière du vapeur, et le patron, montant sur le pont, se trouva en face du général.

VII.

MARSALA, CALATAFIMI ET PALERME.

Voici ce que le pêcheur apprit alors à Garibaldi :

Depuis déjà de nombreux jours, trois bâtiments de guerre napolitains stationnaient devant le port de Marsala, sur lequel évidemment, par suite de sa position favorable, on craignait une entreprise. C'étaient deux corvettes à vapeur, *le Stromboli*, capitaine Carracciolo, *le Capri*, capitaine Acton, et la frégate à voiles l'*Amalia*. — Ces navires échangeaient de constants signaux avec les télégraphes aériens de la côte. — Enfin, après une longue inaction, ennuyés sans doute d'attendre un ennemi qui n'arrivait pas, et craignant peut-être que, pendant ce temps, il ne débarquât dans quelque anse du voisinage, ils avaient quitté le matin même leur mouillage, et ils exploraient les eaux de l'île, dans la direction de Trapani. Le port se trouvait libre, et on

pouvait, en ne perdant pas de temps, s'y diriger en toute sûreté.

Le doigt de Dieu était vraiment là. Garibaldi remercia le patron, lui permit de redescendre dans sa barque, et ordonna de chauffer à toute vapeur. — A coup sûr, sa venue allait être immédiatement signalée, et il fallait bien une avance de quelques minutes pour mettre à terre les hommes et le matériel.

Un peu avant deux heures, le *Piemonte* et le *Lombardo*, rivalisant de vitesse, entraient ensemble dans le port de Marsala et s'amarraient au quai. Les volontaires commencèrent aussitôt à débarquer, les Siciliens les premiers. Il ne se trouvait alors en rade, outre quelques caboteurs nationaux, que deux navires anglais, une frégate et un petit aviso : ce dernier, aussitôt l'expédition débarquée, partit immédiatement pour Malte.

En voyant s'avancer en toute hâte sur Marsala deux bâtiments suspects, les télégraphes aériens avaient joué, et la croisière napolitaine, prévenue par leurs signaux, mais à une distance assez éloignée, avait, elle aussi, forcé de vapeur pour arriver, l'une des corvettes donnant la remorque à la frégate à voiles. — Il y avait déjà près d'une heure que les pyroscaphes génois étaient à quai, lorsque l'un des vapeurs napolitains se montra au tournant de la rade. — Le temps avait été mis à profit. Tous les bateaux du port, se pressant à l'envi, avaient prêté

9

leur concours pour débarquer en hâte l'artillerie, les caisses de munitions, les bagages, sous la direction du capitaine Castiglia. Tous les hommes se trouvaient à terre quand apparut le navire ennemi. — On finissait de décharger les objets les plus pesants. Le général était debout dans une petite barque, surveillant l'opération, et une partie des siens sur le môle, à découvert. A cette vue, la corvette royale s'arrêta, attendant pour agir l'arrivée de la frégate remorquée. Celle-ci parut bientôt à son tour, et aussitôt qu'elle eut aperçu les navires de l'expédition, elle ouvrit le feu contre eux ainsi que contre les volontaires qui encombraient le quai. Une pluie de grenades et de mitraille, accueillie par les cris de *Vive l'Italie!* vint tomber autour de ces derniers sans en toucher un seul. Tout ce qui était à bord fut descendu, jusqu'au dernier colis. — Les Napolitains, tirant alors à boulet, coulèrent le *Lombardo* ; et ils faisaient mine de tenter un débarquement, quand une partie du corps expéditionnaire, commençant une fusillade des plus vives, leur en fit bien vite passer l'envie. Ils se contentèrent alors d'amariner le *Piemonte*, resté vide, et d'envoyer des obus sur la ville, mais sans songer plus à une descente à terre.

Tel est l'historique exact du merveilleux débarquement de Marsala. — Une heure de plus ou de

moins, l'inspiration d'un capitaine de croiser vers la haute mer au lieu d'explorer la côte, un accident quelconque enfin, qui plaçât l'ennemi entre la terre et lui, et Garibaldi, ainsi que ses braves soldats, étaient impitoyablement coulés à fond, sans même pouvoir se défendre. — La cour de Naples, aussitôt que cet immense événement lui fut connu, s'empressa d'en accuser l'intervention anglaise (1), et néanmoins, tout en répandant cette calomnie, — conforme à son habitude de prétendre que les Anglais cherchent à s'emparer de la Sicile, — elle met-

(1) *Circulaire du gouvernement napolitain à ses agents près les cours étrangères.*

« Un fait de la plus étrange piraterie vient d'être consommé par une « horde de brigands publiquement enrôlés, organisés et armés, dans un « État non ennemi, sous les yeux de son gouvernement, et malgré les « promesses qu'il avait faites de l'empêcher.

« Prévenu des préparatifs qui se faisaient au grand jour pour une ex- « pédition destinée contre les États royaux, le gouvernement n'avait pas « perdu de temps pour réclamer contre un semblable attentat au droit « des gens ainsi qu'aux obligations internationales.

« Les bateaux à vapeur se sont dirigés sur le port de Marsala, et, *à « leur arrivée dans ce port*, ils ont été attaqués par le *Capri* et le *Tan- « credi*. — *Mais le feu dut être suspendu pour donner le temps à deux « vapeurs anglais, arrivés depuis peu d'heures, de prendre à bord « leurs officiers qui se trouvaient à terre. Une fois ces officiers embarqués, « les vapeurs reprirent le large, et alors seulement on put recommencer le « feu contre les pirates*, mais sans pouvoir empêcher leur débarquement « à Marsala.

« En vue d'un aussi scandaleux attentat, etc., etc.

« Naples, 29 mai. »

Peut-on mentir plus effrontément, alors que le rapport du capitaine Marryat, de l'*Intrepid*, et tant d'autres témoignages, établissaient déjà d'une façon si claire que les Anglais, loin d'avoir empêché en rien l'action des navires de guerre napolitains, s'étaient rangés pour laisser leur tir entièrement libre !

tait en jugement les deux capitaines Carracciolo et Acton, comme coupables de haute trahison, pour avoir eu la mauvaise fortune de se trouver absents au moment de l'arrivée de la flottille expéditionnaire.

En défalquant les soixante volontaires laissés à Talamone, Garibaldi débarquait avec un total de mille quinze hommes. Ce fut à la tête de cette force si peu nombreuse qu'il fit son entrée dans Marsala. Les habitants, parmi lesquels se trouvent beaucoup de négociants étrangers, ne l'attendaient nullement, et, sur le premier instant, leur épouvante égala leur surprise. Déjà, à la suite d'un mouvement insurrectionnel antérieur, ils avaient subi une répression napolitaine avec les excès accoutumés, et leurs plus énergiques citoyens se trouvaient en fuite dans les montagnes. Ils croyaient la révolution complétement étouffée, et ils communiquèrent cette nouvelle au général, qui ne s'en émut point, sachant bien qu'à son approche tout se réveillerait. — L'état-major se mit aussitôt en quête de moyens de transport, et l'on parvint à réunir le nombre de chevaux suffisants pour le petit parc d'artillerie, ainsi que quelques charrettes pour les bagages et l'ambulance. On fit aussi quelques provisions de bouche. — 20,000 francs en or formaient la caisse militaire de l'armée. Il fallut rendre forcé, par un édit, le cours des pièces de vingt francs, inconnues dans le pays, afin de pouvoir solder les achats

Aussitôt à terre, Garibaldi lançait les proclamations suivantes, répandues en peu de jours par milliers dans toute l'île :

Aux Siciliens.

« Siciliens !

« Je vous ai amené une poignée de braves accourus au cri héroïque de la Sicile, survivants des batailles lombardes ; nous voici auprès de vous ! Nous ne demandons que l'affranchissement de la patrie. Soyons tous unis et la tâche sera facile et courte. Aux armes ! Quiconque ne saisit pas une arme est un lâche ou un traître à sa patrie.

« Le manque d'armes n'est pas un prétexte. Nous aurons des fusils ; mais à cette heure, toute arme est bonne dans la main d'un brave. Les municipalités se chargeront des enfants, des femmes et des vieillards abandonnés.

« Aux armes, tous ! La Sicile enseignera encore une fois au monde comment un pays se débarrasse de ses oppresseurs par la volonté d'un peuple uni.

« G. Garibaldi. »

A l'armée napolitaine.

« L'arrogance étrangère domine la terre italienne par les discordes italiennes. Mais le jour où les fils des Samnites, réunis aux frères de la Sicile, donneront la main aux Italiens du nord, ce jour-là notre peuple, dont vous êtes la plus belle partie, reprendra, comme par le passé, son rang parmi les premières nations de l'Europe. Soldat italien, je n'ai qu'une ambition, celle de vous voir rangés aux côtés des soldats de Varèse et de San-Martino, pour combattre ensemble les ennemis de l'Italie.

« Garibaldi. »

De son côté, Salvadore Castiglia, l'un des chefs de la marine sicilienne pendant la période d'indépendance, faisait appel en ces termes au patriotisme de ses anciens compagnons :

« La lutte que nous soutenons est suprême, et pour en sortir vainqueurs nous devons réunir toutes nos forces.

« Habitants des montagnes et des plaines, tous sont venus se ranger sous les ordres de Garibaldi. Quant à vous, abandonnez vos navires et prenez les armes ; que votre place soit là où l'on combat.

« Vous ne manquerez pas, j'en suis sûr, à l'appel de la patrie, parce que vous y avez toujours répondu. Que tous nos efforts tendent donc à rendre l'Italie libre et indépendante ! »

A quatre heures du matin le 12 mai, le corps expéditionnaire quittait Marsala, se dirigeant vers Salemi. Au sortir de la ville, la route gravissait une montagne d'où l'on distinguait parfaitement la mer et l'escadre napolitaine. Les jeunes volontaires s'émerveillaient de l'aspect tout africain de cette partie de la Sicile. Les femmes que l'on rencontrait étaient voilées comme celles des Arabes. Un gentilhomme de Marsala suivait la colonne, sur un vigoureux âne de race sarrasine. — A quatorze milles, la route cessait ; on prit un sentier circulant à travers des prairies et des blés interminables. Le paysage était d'une grandeur imposante. — Garibaldi précédait la colonne, à pied, au milieu de son état-major. Les pasteurs, vêtus de peaux de chèvres, et aux figures étranges, venaient le saluer à son passage. — Vers le milieu du jour, un envoyé apparut. Il apportait la nouvelle que plusieurs *squadre* (corps de paysans armés) se rassemblaient à Monte-San-Giuliano, au-dessus de Trapani. — On bivouaqua cette nuit-là à Ramengado, autour de la Cascina du baron Mistretta, de Salemi. Les nuits sont froides dans ces ré-

gions; avec leurs simples vêtements bourgeois, les volontaires ne tardèrent pas à s'en ressentir; mais la joie de se trouver enfin sur cette terre tant désirée, soutenait leur bonne humeur et leur faisait accepter gaiement toutes les épreuves.

On continua le 13 la marche sur Salemi par des chemins presque impraticables. — Salemi est une vieille ville sarrasine qui tombe en ruines. Les couvents seuls y ont l'aspect de maisons. Le corps expéditionnaire se logea dans celui des Jésuites, partis de la ville pour la campagne, sur le bruit de sa venue. C'était, dans l'île entière, le seul corps de religieux qui sympathisât avec le gouvernement, et, pour ce motif, hostile aux autres prêtres et moines, tous dévoués à la cause nationale. — Garibaldi se vit bientôt entouré de ces braves gens, qui venaient le complimenter et lui offrir tout ce dont ils pouvaient disposer. Plus tard, arrivait à cheval, de Castelvetrano, un frère guerrier, Jean Pantaleone, l'épée dans une main, le crucifix dans l'autre, et prêchant la croisade. Il se joignit à l'armée libératrice. — Heureux de ces dispositions, qu'on lui assurait être celles de tout le clergé sicilien, le général lui adressait un manifeste des plus sympathiques :

AUX BONS PRÊTRES.

« Quoi qu'il en soit, quoi qu'il advienne des destinées de l'Italie, ce clergé qui fait aujourd'hui cause commune avec les oppresseurs de tous

pays, ce clergé qui achète des soldats étrangers pour combattre ses frères italiens, s'est voué lui-même à l'exécration des générations futures.

« C'est une grande consolation pourtant, et comme une promesse que la vraie religion du Christ ne sera pas perdue, que de voir en Sicile les prêtres marcher à la tête du peuple pour combattre la tyrannie.

« Ugo Bassi! Verita! Gusmarolli! Bianchi! vous n'êtes pas morts tout entiers. Chers martyrs! champions sacrés de la cause nationale, le jour où votre exemple sera suivi, l'étranger aura cessé de fouler notre terre, il aura cessé d'être le maître de nos fils, de nos femmes, de notre patrimoine et de nous-mêmes!

« G. Garibaldi. »

Les populations osaient à peine croire à la réalité de ce secours, qui leur semblait tombé du ciel. — Des pères amenaient leurs fils bien armés pour les placer dans les rangs de l'expédition. De pauvres femmes suppliaient en pleurant qu'on allât délivrer leurs maris, captifs des Napolitains depuis longues années. Un vieillard, s'approchant du général, le bénissait et lui disait : « Il était temps que vous vinssiez nous consoler, car c'est depuis notre naissance que nous pleurons. » — Le peuple de Salemi demandait à marcher tout entier; mais le manque de fusils empêcha Garibaldi d'utiliser ce bon vouloir. — On s'occupa de procurer à la troupe certains objets de campement indispensables, et chaque homme reçut une couverture en guise de capote. Avec l'art de se draper dans la moindre étoffe qui caractérise l'Italien, les volontaires se firent aussitôt de ces couvertures des burnous arabes ou des toges romaines. « Rien n'était plus singulier que notre aspect, » me disait plus tard l'un d'eux.

Ce fut à Salemi que des nouvelles précises apprirent au général que l'insurrection se réveillait avec vigueur sur divers points, notamment autour de Palerme. — Des messages arrivaient d'heure en heure des bandes disséminées dans les montagnes depuis le 4 avril. — En même temps, prévenus de la miraculeuse présence du général au milieu d'eux, quantité de chefs de municipes et de notables citoyens accouraient auprès de lui dans la journée du 14, et le sollicitaient de prendre la dictature du pays, afin de concentrer dans ses mains tous les pouvoirs et toutes les ressources existantes. — Cédant à leurs instances, Garibaldi portait dans les termes suivants cette détermination à la connaissance de ses soldats et du peuple de l'île :

« Joseph Garibaldi, commandant en chef de l'armée nationale en Sicile,

« A l'invitation des principaux citoyens, et après délibération des communes libres de l'île,

« Considérant qu'en temps de guerre il est nécessaire que les pouvoirs civils et militaires soient concentrés dans les mêmes mains,

« Décrète qu'il prend, au nom de Victor-Emmanuel, roi d'Italie, la dictature en Sicile.

« Salemi, 14 mai 1860.

« G. Garibaldi. »

« Pour copie conforme :
« Stef. Turr,
« Adjudant général. »

Il fallait un secrétaire d'État au dictateur. — Crispi, qui représentait dans l'expédition l'élément civil et politique, fut aussitôt investi de ces fonctions, qu'un

décret spécial régularisa quelques jours plus tard. — De Salemi même, et sans perdre un instant, un second ordre du jour en dix-neuf articles instituait une armée nationale, qui devait être formée par la levée en masse de tous les hommes propres au service, de dix-sept à cinquante ans, ainsi répartis : — de dix-sept à trente, pour le service actif dans les bataillons de ligne ; de trente à quarante, pour le service actif dans le district respectif ; de quarante à cinquante, pour le service intérieur dans la propre commune.

En même temps le général donnait mission au colonel La Masa, bien connu de toutes ces populations, de faire une excursion rapide dans un rayon assez étendu, pour dissiper tous les doutes sur la force et la réalité de l'expédition, et, en outre, organiser les administrations provisoires, régulariser les insurrections locales, centraliser les ressources en numéraire des caisses de l'État et les diriger sur le quartier général. — Cette mission était remplie avec tout le zèle et toute l'intelligence qu'on devait attendre d'un patriote aussi éprouvé (1).

(1) — Le colonel La Masa assista néanmoins, le lendemain même, à la tête d'une troupe de Siciliens, à la bataille de Calatafimi. Il partit peu après dans la direction de Palerme. — Nommé commandant-général des guérillas, du haut des montagnes qui dominent la capitale, il adressait, le 17 mai, à ses compatriotes, cette belle proclamation :

« Frères,

« Le saint attachement pour la patrie et le sourire de la Providence

Le 15 mai au matin, les *squadre* commandées par le baron Saut'Anna et Coppola, et fortes d'un millier d'hommes environ, vinrent se joindre au corps expéditionnaire. On se mit aussitôt en chemin pour Calatafimi, ville la plus prochaine. Des rapports annonçaient qu'une force napolitaine occupait cet endroit, et qu'il fallait se préparer à une sérieuse affaire.

m'ont amené parmi vous, mes anciens camarades de victoires, de malheurs, pour combattre une fois encore, une suprême fois, à côté de vous, les armées du tyran.

« Le brave général Joseph Garibaldi, aide de camp de S. M. Victor-Emmanuel, nous a conduits en Sicile. Nous avons fait voile vers cette île avec une phalange de patriotes invincibles, pour vous aider à briser le joug et pour accomplir votre programme insurrectionnel : l'annexion au gouvernement de Victor-Emmanuel II, qui de nous tous formera une Italie une, libre et puissante.

« Il n'est pas une commune insurgée qui n'ait proclamé la dictature du grand général italien.

« Aux armes, vaillants frères! notre corps d'expédition, dirigé par le vaillant Garibaldi, a, dans un seul jour, mis en pleine déroute les forces royales qui dominaient le territoire depuis Marsala jusqu'à Alcamo.

« Maintenant, c'est à vous de vous armer, de vous organiser, de vous unir aux braves qui, dans les montagnes et les plaines de Palerme, font trembler les troupes du despote.

« Tout ce que la Sicile compte d'hommes entre Marsala et Partenico est venu en armes, par groupes sans nombre, s'adjoindre spontanément aux défenseurs de l'Italie. Faites de même, agrandissez, fortifiez les rangs des patriotiques guérillas qui luttent au Parc, à la plaine des Grecs et jusque dans les alentours de la capitale.

« Invité par les nôtres, je suis venu à la hâte sur ces montagnes pour inspecter vos positions, pour vous mettre en rapport intime avec l'armée du preux général et pour combiner l'unité d'action indispensable aux guerres de soulèvement.

« Frères, l'Italie vous regarde. Vous saurez être dignes de vous-mêmes, dignes de vos frères du continent qui accourent arroser de leur sang généreux la terre de Sicile pour la cause de tous.

« *Vive l'Italie! Vive Victor-Emmanuel!* »

« G. LA MASA. »

Effectivement le brigadier Landi, qui se trouvait à Alcamo, sur la route de Palerme, avec une colonne mobile, apprenant le débarquement de Garibaldi à Marsala, ainsi que sa marche sur la capitale, s'était porté en avant à sa rencontre, et, fortifié dans la position de Calatafimi, sur des hauteurs admirablement propres à la défense, il l'attendait de pied ferme. Cet officier général avait sous ses ordres le 8ᵉ bataillon de chasseurs, le 1ᵉʳ bataillon de carabiniers, le 1ᵉʳ bataillon du 10ᵉ de ligne, de la cavalerie et une batterie de campagne : en tout quatre mille hommes.

Quatre milles après Salemi, se trouve le village de Vità. — Un peu après la sortie de ce pays, vers neuf heures du matin, la petite armée italienne aperçut les royaux. — C'était une date néfaste pour la Sicile que ce 15 mai : onze ans, jour pour jour, auparavant, Filangieri était rentré dans Palerme. Elle allait se trouver glorieusement effacée par une splendide victoire sur les soldats de la tyrannie.

L'avant-garde du corps expéditionnaire se composait du peloton de carabiniers génois, de la 7ᵉ compagnie (capitaine Cairoli avec les jeunes gens de Pavie), et de la 8ᵉ (Bassini avec ceux de Bergame). — Bientôt on distingua nettement la colonne napolitaine. Le gros des forces occupait, en avant de Calatafimi, une hauteur escarpée appelée *Monte del Pianto de' Romani* (mont des pleurs des

Romains), en mémoire d'une défaite infligée là aux maîtres du monde par les Segestains. L'artillerie était disposée de manière à faire un feu plongeant, toujours si meurtrier. — Loin de décourager les volontaires, cette vue redoubla leur animation. — On fit halte en bataille. — Le général et son chef d'état-major Sirtori allèrent reconnaître la position; et à midi et demi l'ordre d'attaquer fut donné.

Sept cents hommes à peine étaient en ligne du côté des Italiens. Le reste gardait les bagages et veillait sur les derrières. L'avant-garde, appuyée par Bixio et sa compagnie, se lança résolûment à la baïonnette à l'attaque de la première position. Le major Acerbi, intendant de l'armée, à la tête d'un détachement d'insurgés siciliens, chargeait également avec fureur, et décidait du mouvement. Malgré la plus vive résistance et un feu des mieux nourris, les Napolitains durent plier et abandonner le terrain. Ils se réorganisèrent sur la seconde hauteur, devant les maisons même de Calatafimi, et là, groupés en une seule masse, protégés par des retranchements élevés à l'avance, ils opposèrent aux assaillants les obstacles énormes du nombre, d'une artillerie considérable et bien servie, et de la position.

Les braves volontaires ne craignirent pas cependant d'affronter ces difficultés, insurmontables en apparence. — Repoussés à une première tentative

et avec des pertes sensibles, ils revinrent à la charge sans jamais se donner de relâche. — Tout était engagé, l'avant-garde, le petit corps de bataille et les compagnies de réserve. L'état-major, le général en tête, avait mis le sabre à la main, et marchait avec les hommes, les soutenant de la voix et de l'exemple. — Un instant après le second assaut infructueux de la position qu'ils défendaient, les Napolitains prenant l'offensive à leur tour, Garibaldi se trouva seul à leur tenir tête avec une cinquantaine d'hommes, et ses plus intrépides officiers, Sirtori, Türr, Bixio, Tuckery, Baldi, Elia, Schiaffino, Menotti Garibaldi, son propre fils, Maiocchi, Griziotti, Montanari, Bruzzesi, Borchetta, Rechiedei, Nievo, Bozzetti, tous se battant avec une rage héroïque. Les 7e et 8e compagnies vinrent les soutenir et les dégager. — Au centre, le général rétablit le combat; mais les Napolitains cherchent à tourner sur la droite cette poignée de braves; Garibaldi lance alors de ce côté les carabiniers génois et une quarantaine d'hommes de chacune des compagnies qu'il a sous la main. L'ennemi se replie en désordre jusqu'au dernier monticule, là où sont ses canons et sa réserve. — Pendant ce même temps, l'artillerie garibaldienne, en batterie sur la grande route, a foudroyé la cavalerie qui voulait intervenir et l'a rejetée sur Calatafimi, où son arrivée augmente la confusion. — Il est trois heures, il faut en finir. Toutes les compagnies sont

appelées pour un effort décisif. Garibaldi et l'état-major marchent en tête, sous une grêle de balles et de mitraille. — L'intrépide Schiaffino les devance tous ; il porte à la main un drapeau richement brodé, don des Italiens de Valparaiso à Garibaldi, et il se précipite en l'agitant au milieu des rangs ennemis. Frappé de tous côtés, il tombe mort ; mais cette scène, transportant de fureur ses compagnons, double leur élan. Une terrible lutte corps à corps s'engage. Les Garibaldiens sont un contre dix, et les soldats royaux se défendent avec l'énergie du désespoir. On se tue à bout portant, et la victoire reste longtemps indécise. Mais voilà que sur les flancs de l'action une épouvantable fusillade et des cris affreux se font entendre. Ce sont les *squadre* de Coppola et de Sant'Anna qui accourent. Bons tireurs, les coups de ces montagnards portent dans la masse des Napolitains et les déciment ; ils commencent à plier ; les Garibaldiens redoublent d'efforts ; et enfin les royaux, jetant leurs armes et abandonnant une partie de leurs pièces se mettent à fuir, et s'écrasent pour rentrer plus vite dans Calatafimi (1).

(1) — Le naïf récit suivant d'un témoin oculaire m'a paru mériter une place ici, comme reproduisant bien la physionomie de cette mémorable affaire :

« Ce fut pendant longtemps une vraie tuerie et un égal acharnement dans la lutte de part et d'autre ; toutefois, les insurgés avançaient toujours, enlevant les postes les mieux défendus ; c'étaient des succès... Mais la fatigue était grande déjà... et si les garibaldiens avançaient toujours, prenant les positions occupées par les royaux, leurs rangs s'éclair-

Le petit nombre des vainqueurs et leur épuisement empêchèrent de poursuivre l'ennemi jusque dans la ville. On s'arrêta pour reprendre haleine et se reformer. — Les Napolitains, dans un désordre affreux, évacuaient à la nuit Calatafimi, après l'avoir horriblement saccagé comme pour venger leur défaite. Cette malheureuse colonne avait perdu une partie de ses officiers, un bon cinquième de son effectif en tués ou blessés, et presque tout son maté-

cissaient fort, et le combat durait toujours avec la même fureur.

« Enfin, harassés de fatigue des deux côtés, mais en nombre disproportionné pourtant, l'action ne cessant pas par la bonne contenance des royaux dans leurs mouvements de recul, — les garibaldiens, réduits à cinq cents environ, las de frapper, exténués, en un mot, se voyaient au bout de leurs forces physiques, et craignant de ne plus pouvoir bientôt avancer, ils demandaient de temps à autre à leurs chefs respectifs quelques heures de repos. « A ce soir, disaient-ils, et nous reprendrons ce « qui reste. »

« Nino Bixio, devant une si grande fatigue du soldat, crut devoir en référer à Garibaldi.

« — Non, répondit le général, il n'est pas temps de se reposer. »

« Et avec ce doux sourire qu'on lui connaît et le sang-froid qu'il ne perd jamais, il ajouta : « Nous ne pourrions nous reposer sans faire croire « aux troupes napolitaines que nous sommes abattus. Elles ne sont pas « encore démoralisées, les soldats se battent bien. Si nous remettons à « vaincre, si nous nous reposons, nous ne les battrons pas ce soir, parce « qu'elles verront que nous n'avons pu triompher d'elles en ce moment. « Il faut donc les démoraliser; les destinées de l'Italie sont ici, sur ce « champ de bataille, dans notre premier engagement avec les royaux. Il « faut vaincre ou mourir tous ici, et nous ne devons pas nous reposer. « L'action doit être décisive : qu'elle nous donne la mort ou la victoire !..»

« — Ah ! c'est ainsi que vous l'entendez, répliqua le brave des braves, « Bixio ; eh bien ! donc, en avant ! en avant ! »

« Et ces hommes à blouse rouge, qui tout à l'heure n'en pouvaient plus, à cet : En avant ! parti du cœur et si énergiquement accentué, ces hommes se remettent à la baïonnette, bondissant comme des lions, renversant tout ce qui leur fait obstacle et mettant en fuite des forces relativement considérables, mais pour le coup démoralisées, terrifiées. »

riel. — N'osant plus s'arrêter ailleurs qu'à Palerme, le brigadier Landi reprit précipitamment le chemin de cette ville ; mais le pillage et les cruautés que ses soldats commettaient partout sur la route finirent par exaspérer les paysans, qui se levèrent en masse, les attendirent successivement à Partenico, à Borgetta, à Montelepre, et tombant sur eux chaque fois avec un acharnement inouï, en firent un véritable carnage. A peine quelques compagnies rentrèrent-elles à Palerme (1).

L'armée libératrice avait fait de rudes pertes relativement à son chiffre dans cette magnifique journée: elle comptait une trentaine de morts, parmi lesquels les braves officiers De Amicis, Schiaffino, Montanari, et environ cent blessés, dont la plupart gravement. Il était peu d'officiers qui n'eussent été touchés. Gari-

(1) — Il est vraiment plaisant de comparer à tout cela l'article du *Journal officiel* de Naples, rendant compte de la bataille de Calatafimi et de ses conséquences :

« Suivis, après quatre jours de piraterie, d'un ramassis de gens armés par eux et payés par eux à profusion, les *flibustiers* s'avancèrent vers Calatafimi. A cette bonne nouvelle, le brigadier Landi, dans la soirée de ce même jour, quoiqu'il ne disposât que de forces bien inférieures, vint d'Alcamo attaquer ces *masnade* qui, dans une rencontre vive et obstinée, souffrirent de graves pertes en morts et blessés. Elles furent défaites au cri de *Vive le Roi!* repoussées et poursuivies jusque dans les montagnes, dans lesquelles elles se réfugièrent, et le brigadier établit à Calatafimi son quartier-général.

« Ayant appris, sur ces entrefaites, que les rebelles par lui culbutés avaient arboré le drapeau de la sédition dans Alcamo (immédiatement après que les troupes du roi avaient quitté cette ville), et que les *facinerosi* (très-scélérats) habitants de Partenico avaient fait de même, le

baldi avait reçu une contusion à l'épaule gauche ; son fils, qui s'était battu comme un lion, une blessure à la main. — Le colonel Sirtori, Maiocchi, Manin, Bandi, Elia, Missori, Mantignoni, Perduca, Palizzolo, Nullo, Stocco, Spravieri, Sant'Anna, en un mot presque tous les officiers supérieurs, étaient blessés.

Il faudrait nommer tout le monde pour dire ceux qui se signalèrent, comme valeur hors ligne. A côté de Garibaldi, Sirtori, Bixio, Acerbi, Carini et tous les autres chefs de compagnie firent des prodiges. — Le jeune Cairoli, frère du capitaine, se jeta avec quatre volontaires sur un obusier et en resta maître. — On se battit pendant quatre heures, gravissant sans cesse des hauteurs, sous un soleil brûlant. — La journée de Calatafimi, qui décida du sort de la campagne, peut se comparer à celle de San-Martino, pour la configuration du terrain, la disproportion des forces, et enfin par l'acharnement des

brigadier Landi se dirigea de nouveau de ces côtés et défit avec une immense valeur et un élan irrésistible les bandes qui occupaient ces communes. Dans Partenico, particulièrement, les garibaldiens furent attaqués à la baïonnette avec une impétuosité extraordinaire, par une partie du 8e chasseurs et des carabiniers à pied, et ils éprouvèrent des pertes très-graves.

« Un officier supérieur, qu'un prisonnier assure être ou le colonel Bixio ou le fils de Garibaldi lui-même, tandis qu'avec son drapeau il encourageait les révoltés, fut percé d'un coup de baïonnette par un jeune soldat du 8e chasseurs, qui à l'instant a été promu au grade de *second-sergent*. Ce drapeau et le cheval du mort restèrent au pouvoir des vainqueurs.

« Après deux jours de glorieux combats, la colonne du brigadier Landi rentrait dans Palerme ; chacun de ceux qui en font partie ayant la conscience d'avoir courageusement rempli son devoir. »

combattants de part et d'autre. — Garibaldi a affirmé depuis qu'il ne s'était jamais trouvé en Italie à un aussi glorieux fait d'armes.

Les troupes de l'indépendance bivouaquèrent la nuit sur la terre inondée de sang. Les moyens dont disposait l'ambulance étaient bien restreints; mais les blessés ne se plaignaient pas. L'ivresse du triomphe leur faisait braver gaiement la souffrance. — Ce fut le lendemain 16 mai, que Garibaldi fit son entrée dans Calatafimi. Il y trouva les hôpitaux napolitains, regorgeant des blessés de la veille, et, comme plus tard à Palerme, il recommanda pour eux tous les soins de l'humanité la plus attentive. — La population accueillit les libérateurs avec un délire d'enthousiasme. Les femmes surtout, énergiques et vaillantes dans toute la Sicile, se signalaient par les transports de leur joie. La musique de la ville d'Alcamo vint fêter le général, et Garibaldi, haranguant la foule assemblée, l'exhorta à se lever en masse, avec ou sans armes, pour marcher avec lui sur Palerme.

La première pensée de l'illustre chef avait été pour remercier les braves qui s'étaient si bien montrés dignes de lui :

« Calatafimi, 16 mai.

« Avec des compagnons comme vous, je puis tout tenter, et je vous l'ai prouvé hier en vous conduisant à une entreprise bien ardue, vu le

nombre des ennemis et leurs fortes positions. Je comptais sur vos terribles baïonnettes (*fatali*), et vous voyez que je ne me suis pas trompé.

« Déplorant la dure nécessité de devoir combattre des soldats italiens, nous devons confesser que nous avons trouvé une résistance digne d'hommes attachés à une meilleure cause, et cela prouve ce que nous serons capables de faire, le jour où la famille italienne sera tout entière réunie autour de la bannière de la rédemption.

« Demain, le continent italien se mettra en fête pour la victoire de ses frères libres et de nos braves Siciliens; vos mères, vos amantes, fières de vous, sortiront dans les rues le front haut et radieux.

« Le combat nous coûte la vie de frères chéris morts aux premiers rangs; ces martyrs de la sainte cause de l'Italie vivront dans les fastes de la gloire italienne.

« Je signalerai à votre pays le nom des preux qui ont si valeureusement conduit au combat les soldats plus jeunes et non expérimentés, et qui mèneront demain à la victoire, dans un meilleur champ de bataille, les soldats destinés à rompre les derniers anneaux des chaînes sous lesquelles fut garrottée notre Italie bien-aimée.

« Italie et Victor-Emmanuel !

« GARIBALDI. »

A Rosolino Pilo, débarqué depuis un mois en Sicile, et qui tenait les montagnes du côté de Palerme avec une forte bande, il écrivait en même temps :

« Cher Rosolino,

« Hier, nous avons combattu et vaincu. Les ennemis, épouvantés, fuient vers Palerme. Les populations sont très-animées et s'unissent en foule à moi. Demain nous marcherons sur Alcamo. Dites aux Siciliens que c'est l'heure d'en finir et que nous en finirons promptement. Toute arme est bonne pour un brave : un fusil, une faux, une hache, un clou au bout d'un bâton. Réunissez-vous à moi, harcelez l'ennemi dans tous les endroits que vous jugerez convenables; faites allumer des feux sur toutes les hauteurs qui environnent l'ennemi ; tirez le plus de coups de fusil possibles sur les sentinelles et les postes avancés; interceptez les communications ; enfin, incommodez l'ennemi de toute manière. J'espère que nous nous reverrons bientôt. »

Enfin, pour faire participer à sa joie tout ce qui lui était cher, il communiquait lui-même, d'Alcamo, le

lendemain, 17 mai, la bonne nouvelle à Bertani et au comité directeur de Gênes :

« Mes chers amis,

« Avant-hier nous avons eu une belle rencontre près de Calatafimi avec les royaux, commandés par Landi. Le succès a été complet, les ennemis ont été entièrement mis en déroute. Je dois avouer pourtant que les Napolitains se battent comme des lions, et certainement je n'ai rencontré nulle part en Italie des adversaires aussi acharnés. Ces soldats, bien commandés, résisteraient aux premiers soldats du monde.

« Ceci vous donnera une idée de l'héroïsme qu'ont dû montrer nos vieux chasseurs des Alpes et le petit peloton sicilien qui les accompagnait.

« Le résultat de la victoire est merveilleux : l'enthousiasme des populations touche à la frénésie. La troupe de Landi, démoralisée par la défaite, a été chargée avec beaucoup de pertes dans sa retraite à Paternico, à Montelepre : je ne sais si elle pourra gagner Palerme.

« Je m'avance plein d'espoir dans la direction de la capitale ; à chaque instant, des détachements d'insurgés viennent me renforcer. Je ne puis déterminer l'endroit précis où vous devez m'envoyer des armes et des munitions. Cependant, préparez les uns et les autres à force, et vous serez bientôt informés du lieu où il faudra les expédier.

« Adieu de cœur.

« G. GARIBALDI. »

Le 17 mai, la colonne expéditionnaire arrivait à Alcamo. Sur la gauche de cette ville se trouvent les ruines de l'antique Ségeste. Une ovation qui ne le cédait en rien, pour la véhémence du sentiment, à celle de Calatafimi, attendait le général et ses valeureux compagnons. Garibaldi alla avec son état-major entendre une prière d'actions de grâces, et le frère Jean Pantaleone, ce Franciscain de Castelvetrano, qui avait rejoint l'armée à Salemi, et qui, au combat du 15, s'était battu comme un ancien Templier, donna sur la porte de l'église la bénédiction

au général ainsi qu'aux siens.—Un peu après, arriva une *squadra* de Partenico, commandée par un autre frère.— Touchants et singuliers détails, qui montrent bien toute l'universalité, toute la spontanéité nationale de cette révolution contre une tyrannie brutale pesante à tous! Ne dirait-on pas relire quelque épisode des guerres de notre Vendée, alors que les prêtres amenaient les gars de leur paroisse à M. de Lescure ou à M. de Bonchamps, pour combattre les affreux bandits de Rossignol, qui n'étaient pas pires, assurément, que les soldats napolitains?

Le soir, à la table où tout l'état-major de l'expédition dînait réuni, le brave Sirtori se levant, comme saisi d'une soudaine inspiration, prononça ces paroles : « Je crois qu'avant la fin du mois nous serons à Palerme! » — Une garnison de trente mille hommes, protégée par une flotte nombreuse et des forts imprenables, défendait cette ville, et eux étaient à peine huit cents. Et cependant personne ne mit en doute la prophétie.

Ce fut à Alcamo que Garibaldi organisa d'une façon officielle son premier gouvernement, en nommant secrétaire d'État, provisoirement chargé de tous les ministères, le commissaire civil de l'expédition, Crispi, qui, comme tous les autres et malgré ses fonctions distinctes, avait fort bien payé de sa personne à Calatafimi.

ITALIE ET VICTOR-EMMANUEL.

« Joseph Garibaldi, commandant en chef les forces nationales en Sicile.

« En vertu des pouvoirs à lui conférés,

« Vu le décret du 14 mai sur la prise de la dictature,

« Décrète :

« Art. Ier. — Il est institué près le Dictateur un secrétaire d'État;

« Art. 2.—Le secrétaire d'État organisera et dirigera tout le travail de la secrétairerie; il proposera au Dictateur les dispositions nécessaires pour le service national, et il contresignera ses décrets.

« Art. 3. — M. François Crispi est nommé secrétaire d'État.

« Alcamo, 17 mai 1860.

« Signé : G. Garibaldi.

« Pour copie conforme :
« Le secrétaire d'État,
« F. Crispi. »

Jusqu'à l'entrée dans Palerme et l'installation du quartier général au palais du Préteur (*Hôtel-de-Ville*), puis au Palais-Royal, une mauvaise voiture, traînée par un cheval étique, servit de cabinet au secrétaire d'État et renferma les archives du gouvernement dictatorial. — Ces hommes avaient une telle conscience de la sainteté de leur mission et de la certitude du succès, que, chemin faisant, ils pourvoyaient à l'administration du pays, au renouvellement du personnel, et préparaient des lois et règlements sur toutes choses, comme un prince et ses conseillers allant se mettre paisiblement en possession d'un pays dont la couronne eût attendu son nouveau maître.

On traversa, le lendemain 18, la petite ville de Partenico. Cette malheureuse cité avait été saccagée

et incendiée deux jours auparavant par la colonne en fuite de Landi, qui, du reste, l'avait payé cher. Au massacre de familles inoffensives, les paysans avaient répondu par une tuerie de soldats en règle. Les pauvres habitants, quoique ruinés, ne s'empressèrent pas moins autour des libérateurs avec *une joie désespérée*, me disait plus tard un officier, pour offrir tout le peu dont ils disposaient encore. — Une nouvelle *squadra* ayant encore un prêtre à sa tête, le Père Rotolo, se joignit là à l'expédition.

A la nuit, la colonne arriva au Pas de Renna, où elle bivouaqua. Rosolino Pilo et Corrado, qui avaient déjà organisé des bandes nombreuses, firent parvenir au général des messages de San-Martino, audessus de Monreale, où ils se trouvaient.

Le 19 mai, une de ces pluies comme il n'en tombe qu'en Sicile, vint fondre par torrents ininterrompus sur les volontaires. Il n'y avait qu'une faible distance du point où l'on se trouvait à Monreale, défendu par l'avant-garde de l'armée napolitaine, et la mauvaise humeur des garibaldiens, trempés jusqu'aux os, s'augmentait encore de ce qu'on ne les menait pas de suite à l'attaque. — Dans cette journée, le colonel La Masa quitta définitivement le quartier général afin de faire la levée en masse, et le capitaine Calvino partit aussi pour diriger les mouvements des *squadre* de Pilo et de Corrado, ce dont il s'acquitta avec tout le succès possible.

La pluie continuant toujours, et les minces couvertures dont on s'était pourvu à Salemi n'en garantissant guère, le général envoya lever dans tous les pays des alentours une réquisition de *scapolari* siciliens, sorte de longue robe en drap feutré, imperméable, avec un capuchon. Ainsi costumée, l'armée offrit alors l'image parfaite d'une levée de moines allant en guerre, et la gaieté revint aussitôt.

Après un bivouac des plus pénibles, dans l'eau, l'expédition descendit le 20, à Pioppo, à un mille et demi (1) de Monreale, qui n'est lui-même distant de Palerme que de six milles. De Pioppo, on apercevait distinctement cette capitale. Sa vue inspira aux volontaires mille propos allègres, tant leur persuasion était grande qu'avant peu ils s'y trouveraient confortablement installés. — Plusieurs *squadre* vinrent ce jour-là faire leur jonction. — Déjà un certain nombre de jeunes gens distingués avaient pris place dans les rangs même des garibaldiens. — L'un d'eux, écrivant à sa famille, lui communiquait ainsi ses impressions sur le célèbre chef auquel il avait voulu se donner :

« Quel homme que Garibaldi ! et que la renommée qui fait retentir de sa gloire toute l'Europe, reste bien au-dessous de la vérité ! Tout le monde croit connaître Joseph Garibaldi, parce que l'on sait que

(1) Le mille équivaut à deux kilomètres.

seul il réussit dans des entreprises désespérées, qu'il est le premier au feu, qu'il ne connaît pas de dangers. Pour bien apprécier cette grande illustration de notre Italie moderne, il faudrait le voir au bivouac, dans la vie du camp.

« Sa douce physionomie, ses mots affectueux, ses réparties spirituelles font de lui un autre homme. Autant il est fougueux, hardi au combat, autant il est affable, prévenant à la ville. Simple dans ses manières, dans son habillement, dans sa nourriture, il vit de notre vie, il partage nos privations, il écoute nos plaintes. Inflexible pour tout ce qui a trait à la discipline, il a un véritable cœur de père pour tous ses soldats.

« On avait admiré jusqu'à présent en Garibaldi le chef de partisans; il faudra admirer dorénavant en lui l'organisateur habile. Si vous voyiez quelle transformation ont déjà subie les forces insurrectionnelles! Nous étions des hommes qui avaient pris les armes pour un principe, prêts à mourir pour le faire triompher; en peu de jours nous sommes devenus des soldats, et la métamorphose est si complète que nous en sommes étonnés nous-mêmes.

« Le général ne se couche qu'après avoir parcouru le rapport de minuit; à trois heures du matin il est debout, boit une demi-tasse de café, quand il y en a, et prépare ses plans; à quatre heures et demie, il est au milieu de ses officiers; la diane sonne,

toute la troupe est sur pied. On prend position, on l'arrange, on répare ses effets, on fait un peu de manœuvre de peloton, et tout cela si gaiement, que la vie de soldat nous paraît délicieuse, à nous, qui sommes loin d'être des vieux grognards comme les *blouses rouges* de Garibaldi.

« On marche régulièrement trois à quatre heures par jour, de manière à ne pas trop gêner les habitants du pays qui s'empressent autour de nous, et à pouvoir nous rallier en un clin d'œil dans le cas d'attaque. Nous ne laissons guère de repos aux troupes royales ; nous les avons balayées sur toute la route, depuis Marsala jusqu'ici ; toute la côte occidentale de l'île est libre ; la côte orientale le sera dans quarante-huit heures. Nous marchons sur Palerme, où nous attend, sans doute, une rude bataille. Il ne faut pas l'oublier, les soldats du roi font bravement leur devoir ; Garibaldi l'a constaté lui-même dans son ordre du jour du 16. »

Le 21, de bon matin, une reconnaissance sur Monreale amena un léger engagement sans pertes sérieuses de part et d'autre. — Les volontaires, tout joyeux, croyaient donner l'assaut à cette place, quand vers le soir l'ordre arriva d'avancer sur la droite par la route de Saint-Joseph. Mais après une marche assez courte, le général, faisant tout d'un coup prendre à gauche, se jeta avec toute la colonne

dans un sentier conduisant aux montagnes. — La pluie avait recommencé ; la nuit était venue; à peine si l'on distinguait dans les ténèbres où poser les pieds. Le sentier était changé en torrent. — Les vétérans d'Amérique, ceux-là même qui suivaient Garibaldi depuis vingt ans, ne se rappelaient pas avoir jamais fait une marche pareille. Les chevaux ne pouvant plus aller, il fallut transporter à bras l'artillerie et les munitions, le général lui-même donnant l'exemple et prêtant ses épaules pour enlever une des pièces les plus lourdes. — Les insurgés siciliens montrèrent en cette circonstance, au dire de toute l'expédition, une constance et un dévouement rares (1).

(1) — Ce même jour, 21 mai, les *squadre* de Rosolino Pilo et de Corrado, au commandement desquelles coopérait aussi le brave capitaine d'état-major Calvino, soutinrent un combat acharné contre les royaux, sur les hauteurs de San-Martino, et restèrent maîtresses du terrain, mais non sans des pertes douloureuses. Le pauvre Pilo y fut tué, à la tête de ses gens. Ce fut un sujet de deuil pour la Sicile entière. Voici en quels termes le *Journal officiel* appréciait, quelques jours plus tard, ce triste événement :

« Rosolino Pilo, des comtes Capace, fut en 1848 un des plus vifs et des plus ardents patriotes. Exilé en 1849, la liberté et la patrie furent toujours les ardentes aspirations de son âme. Lorsque la révolution éclata à Palerme dans le courant d'avril, il eut la hardiesse de débarquer seul dans un endroit désert de l'île, se dirigea vers les montagnes au milieu d'immenses périls, et sut échapper aux sicaires du dernier gouvernement; arrivé au milieu de ces braves citoyens qui pendant deux mois ont soutenu haut le drapeau national dans une guerre opiniâtre contre les forces royales, il les encourageait et les enflammait par sa parole et son exemple.

« Les faits d'armes survenus à Vicari, Ciminna, Ventimiglia, l'ont vu se signaler parmi les plus courageux. Étant passé à Carini pour rassembler et organiser les bandes de cette zone de l'île, il les conduisit avec

Cette marche incroyable avait pour but de tourner Monreale. Le 22 mai au matin, la colonne italienne arrivait au Parco, de l'autre côté de Monreale, à sept milles de Palerme et sur la vieille route de Corleone, ville de l'intérieur.— Après une nuit passée au Parco, le lendemain 23, Garibaldi fit gravir à sa troupe le mont qui domine ce pays, et il feignit de vouloir s'y fortifier contre une attaque du corps napolitain de Monreale. — C'était le premier acte du fameux stratagème qui allait lui livrer Palerme.

Effectivement, le 24 mai, dans la matinée, une division de troupes royales, composée de Suisses et de Bavarois (ceux sur lesquels on comptait le plus), au nombre de 6,000, commandés par le major Bosco (*Ferdinand-Beneventano del Bosco*), et formés en trois colonnes, sortit de Monreale pour donner l'attaque aux vainqueurs de Calatafimi. — Ces derniers résistèrent assez faiblement, et, vers dix heures, ils battaient en retraite : les carabiniers génois et les *squadre* maintenant par leur feu l'ennemi à distance respectueuse.

La petite armée traversa alors la *Piana dei Greci*, colonie albanaise saccagée par les royaux peu de

lui sur les hauteurs de San-Martino, où il périt glorieusement le 21 mai, en combattant contre les troupes royales.

« Quand la Sicile élèvera un monument à ses martyrs, elle inscrira parmi les premiers le nom de Rosolino Pilo. »

temps auparavant, et, à six heures après midi, d'après le plan du général, elle se divisa en deux. Le colonel Orsini avec l'artillerie, les bagages, une forte compagnie de garibaldiens et la meilleure partie des *squadre* siciliennes, prit la grande route de Corleone, en mettant une précipitation calculée dans sa marche. — L'autre partie de la colonne, avec Garibaldi et l'état-major, se jeta à gauche, sans être observée, par un sentier conduisant à Marineo, dans la direction de Palerme. — Le plus grand silence et un ordre parfait étaient observés. On coucha dans un bois, en évitant de faire le moindre bruit, ainsi que d'allumer des feux.

Pendant ce temps-là, Bosco, arrivé à la *Piana dei Greci*, et averti de la retraite du gros de l'armée et de l'artillerie sur Corleone, et n'allant pas imaginer que Garibaldi pût être ailleurs, se jetait éperdûment à la poursuite d'Orsini, qui reculait toujours afin de l'attirer le plus loin possible.

Le 25, Garibaldi traversait Marineo et se dirigeait sur Misilmeri, petite ville dans les montagnes qui dominent Palerme, à neuf milles environ, et où La Masa, avec le gros des nouvelles *squadre*, l'attendait déjà. L'armée passa là cette nuit, au milieu d'une fête spontanément organisée, les maisons illuminées du haut en bas, et les habitants entonnant aux volontaires tous leurs meilleurs vins.

Le 26, la première compagnie (bataillon) alla cam-

per hors du pays, auprès du couvent de Gibilrossa. Le général avait établi son bivouac sous un groupe d'oliviers. Nombre de Palermitains, avertis de sa présence en cet endroit, et jusqu'à des officiers des navires étrangers en rade de Palerme, vinrent l'y saluer et lui faire connaître la situation exacte de la capitale. Dans la journée, l'état-major tint un conseil de guerre. Deux projets y furent agités : se retirer dans l'intérieur pour y exciter une vaste agitation et armer les masses, ou bien tenter un coup de main sur Palerme, malgré le peu d'hommes dont on disposait. — Quelques chaleureuses paroles de Garibaldi décidèrent tous les suffrages pour ce dernier avis. — Aussitôt le crépuscule arrivé, toute la colonne se mit en marche vers Gibilrossa, d'où elle commença à descendre sur Palerme par une route presque impraticable. Des feux avaient été allumés sur les montagnes environnantes, comme les *squadre* avaient l'habitude de le faire chaque soir. — Les hardis assaillants, cheminant sans bruit et parmi les ténèbres, débouchèrent dans la plaine, qu'ils traversèrent de la même façon, et parvinrent jusqu'aux portes de la capitale sans rencontrer un seul avant-poste napolitain ni qui que ce fût sur leur route.

Chose merveilleuse et qui prouve bien l'unanimité de la conjuration nationale ! Dans Palerme, ville de deux cent cinquante mille âmes, toute la population

savait la présence de Garibaldi dans le voisinage, ainsi que son arrivée imminente; et l'autorité militaire, avec tous ses moyens de gouvernement, Maniscalco, avec son effroyable police et ses sbires infinis, n'en avaient pas même le moindre soupçon! — Prévenus par Bosco de la retraite désordonnée de la colonne qu'il poursuivait et qu'il croyait parfaitement celle de Garibaldi, les chefs napolitains voyaient déjà le célèbre *flibustier* amené piteusement entre deux suisses, avec des menottes, offert en cet état aux bons Palermitains, qui comptaient tant sur lui; et, à cette idée, ils se tordaient de joie. La bonne nouvelle avait été transmise aussitôt à Naples, où elle se transforma en défaite totale des garibaldiens et prise de leur chef. — La satisfaction y fut aussi vive qu'à l'état-major de Palerme, et même de beaucoup plus longue durée.

Il était trois heures de la matinée du 2 juin, lorsque la colonne expéditionnaire arriva devant un vieux pont sarrasin, dit de l'*Amiraglio*, jeté sur le lit d'un des torrents, à sec une partie de l'année, qui traversent la plaine de Palerme. Ce pont est voisin de la porte de Termini, une des quatre principales qui n'avaient point été bouchées; un fort détachement le gardait. Les garibaldiens vinrent se heurter tout droit à lui. — Ces infortunés royaux, persuadés comme leurs chefs de la victoire complète de

Bosco, ne se tenaient que médiocrement sur leurs gardes. En se voyant assaillis, et avec une incroyable vigueur, ils crurent avoir affaire au diable en personne, et, après quelques décharges, ils abandonnèrent le pont, se repliant sur les barricades qui défendaient la porte de Termini. — Les barricades s'enlèvent à la baïonnette, et la baïonnette se trouvait précisément l'arme favorite des chasseurs des Alpes. — Après quelques minutes, les avant-postes napolitains, complétement débordés, fuyaient vers l'intérieur de la ville, en laissant le passage libre aux envahisseurs.

VIII.

BOMBARDEMENT DE PALERME. — CAPITULATION DES TROUPES ROYALES.

Nous avons laissé Palerme dans les premiers jours de mai, continuant avec une rare intrépidité la lutte engagée avec ses tyrans, et les bravant par son attitude résolue, par sa volonté bien nette et clairement exprimée de périr dans un gigantesque massacre plutôt que de céder. — Certains événements s'étaient accomplis depuis lors, dont nous devons compte.

En apprenant le débarquement de Garibaldi dans l'île et le réveil énergique de la révolution, la cour de Naples avait cru utile de recourir à son remède habituel dans les cas désespérés, remède si connu et si déprécié, qu'il ne pouvait plus opérer sur personne : — l'octroi de grandes réformes, qui ne recevaient jamais aucune application et que l'on reti-

raît aussitôt l'orage passé. — Un magnifique décret annonçà effectivement, après un préambule bien senti, que la constitution de 1812 était remise en vigueur pour la Sicile, qu'un frère du roi viendrait gouverner à Palerme, avec une autorité presque souveraine, et qu'enfin, à l'exception de son détachement de la couronne de Naples, l'île jouirait d'une complète indépendance.

Peu de jours après, jugeant le vice-roi en exercice, le prince Castelcicala, qui, d'ailleurs, s'était déjà réfugié à Naples, trop peu énergique et trop peu populaire pour la mission assez ardue de pacifier les Siciliens, François II rendit, à la date du 18 mai, le décret royal suivant :

« Nous avons résolu de décréter et décrétons ce qui suit :

« Art. Ier. Nous nommons le lieutenant-général Ferdinand Lanza notre commissaire extraordinaire en Sicile, avec tous les pouvoirs d'*alter ego*, afin qu'il se rende dans cette partie de nos États et sur tous les points où il le croira utile, pour rétablir la paix, reconstituer l'ordre, rendre le courage aux honnêtes gens, protéger les personnes et les propriétés.

« Art. 2. Il exercera les fonctions inhérentes à cette charge jusqu'à ce que, l'ordre étant rétabli, nous envoyions le prince de notre maison que nous avons déjà désigné pour être notre lieutenant-général dans nos États au-delà du Phare.

« Art. 3. Il accordera en notre nom royal un pardon général à tous ceux de nos sujets qui, aujourd'hui engagés dans une mauvaise voie, feront leur soumission à l'autorité légitime.

« François. »

Le général Lanza débarqua pompeusement à Palerme, croyant trouver les Siciliens dans l'ivresse de la reconnaissance pour les largesses incroyables qui

leur étaient tombées du trône. — Mais les Palermitains lui rirent au nez quand il leur parla de « la bonté paternelle et inépuisable du jeune souverain, » et déchirèrent en plein jour ses proclamations. On le sifflait quand il passait, on évitait avec les plus insultants procédés la rencontre de ses officiers ou toute communication que ce fût avec eux. D'innombrables affiches, apposées chaque nuit sur tous les murs, tenaient la population au courant de la marche victorieuse de Garibaldi, ainsi que des moindres détails de la révolution dans le reste de l'île. — Une lettre de l'époque dépeint fort exactement cet état de choses :

« A Palerme même, il y a un comité qui envoie « de l'argent et des instructions aux insurgés de la « campagne; la police ne peut en découvrir les « membres. Elle ferme presque toutes les portes de « la ville pour mettre obstacle à ces communica- « tions, elle multiplie les arrestations : peines inu- « tiles, rigueurs superflues! Hier, dans tout Pa- « lerme, malgré les patrouilles des troupes, les « rondes incessantes de la police, on pouvait voir « partout, affichée par des mains invisibles, réta- « blie aussitôt qu'enlevée, la proclamation suivante « du comité sicilien :

« L'invincible Garibaldi, que le gouvernement menteur n'a pas osé nommer dans sa proclamation, a détruit entre Calatafimi et Alcamo une colonne ennemie forte de quatre mille hommes. Nos bandes ont donné la

chassé à mille fuyards. Beaucoup ont été dispersés; un très-grand nombre ont été faits prisonniers.

« A Santo-Stefano di Camastra a eu lieu un nouveau débarquement de braves. Luigi Laporta, ce jeune homme qui a tant souffert et si bien mérité de la patrie, occupe Termini; les soldats se sont enfermés dans le fort, d'où ils font une canonnade inutile. Les troupes royales ont subi, hier, une nouvelle défaite à Robuttone, près le Parco.

« Partout règnent une allégresse, un enthousiasme ineffables. De toutes parts des bandes armées et organisées militairement se portent vers le lieu où flotte le drapeau principal du héros italien.

« Enfin la voix d'un généreux pardon a fait tressaillir jusqu'aux sbires de Maniscalco. Le formidable inspecteur de police Francesco di Ferro (c'est à sa demande que nous le nommons), s'est mis sous la protection du Comité. D'autres promettent de se rendre. Nous publierons ultérieurement leurs noms.

« Citoyens, montrez-vous toujours les mêmes que vous avez été jusqu'ici. La victoire nous appartiendra, mais il faut nous en montrer dignes.

« Vive l'Italie! Vive Victor-Emmanuel! Vive Garibaldi!

« Palerme, mai 1860.

« Le Comité. »

Ces sentiments étaient ceux des deux millions et demi de Siciliens, en général, et de tous les habitants de Palerme, en particulier. — Le général Lanza dut donc comprendre que tout accord pacifique était désormais impossible, et que la force seule aurait à décider de la question. — Réunissant en sa personne les pleins pouvoirs civils et militaires, il avait pris le commandement de l'armée. — Confiant dans le nombre de ses troupes ainsi que dans les ordres de destruction qu'il avait apportés, il attendait donc les événements sans douter du succès. —Tout joyeux des succès de Bosco, après avoir expédié à Naples une dépêche triomphante, il s'était endormi au Palais-Royal, le 26 mai au soir, bien tranquille,

et rêvant un duché, comme celui de Filangieri, pour la prise du *pirate*.

A son entrée dans Palerme, Garibaldi n'avait pas avec lui, en défalquant les blessés et le détachement d'Orsini, plus de cinq cents hommes de sa colonne expéditionnaire. Telle était la force qui venait se mesurer corps à corps avec une armée, dans le centre même de ses positions. Partie des *squadre* de La Masa pénétra derrière les garibaldiens ; le reste se répandit dans la campagne, autour de la ville , pour intercepter les communications des troupes royales avec le dehors.

Pour bien comprendre les événements qui allaient se passer, il faut se représenter la configuration intérieure de Palerme comme analogue à une croix latine. L'arbre de la croix correspond à la rue de Tolède, longue artère de plus de deux kilomètres, qui va de la mer à la Porte-Neuve. Les deux bras figurent la rue de Macqueda, qui va de la porte Antoniana à la porte de Macqueda, en traversant tout Palerme. Si, maintenant, on trace un cercle ovoïde autour des pointes de cette croix, ce sera l'enceinte de la ville. — Le Castellamare, fort de mer, est au pied de la rue de Tolède, le Palais-Royal à son som-

met près de la Porte-Neuve, sur une vaste place. Au point d'intersection des rues de Tolède et de Macqueda se trouve la place des *Quattro-Cantoni* (des Quatre-Coins, angles), tout à fait centrale.

Après être entrés par la porte de Termini, en passant sous le feu d'un vapeur embossé devant la large rue qui mène de la mer à cette porte, les assaillants, remontant jusqu'à la porte Antoniana, débouchèrent dans la rue Macqueda. — Des troupes qui avaient tenté de leur résister, une partie, suivant le même chemin, battait en retraite sur le Palais-Royal, quartier-général du commandant en chef Lanza, et dans l'intérieur duquel des forces nombreuses se trouvaient concentrées. L'autre partie se réfugiait aux casernes des Quatre-Vents, situées dans le système des fortifications de mer. Une ligne de postes maintenait encore la communication entre le Palais-Royal, ces casernes et le Castellamare.

Il était quatre heures du matin, et le soleil commençait à peine à paraître à l'horizon, quand les soldats de Garibaldi, suivant en colonne la rue Macqueda, arrivèrent à la place des *Quattro-Cantoni* et commencèrent à se répandre dans la grande rue de Tolède, ainsi que dans les artères adjacentes. Palerme dormait encore. Les habitants, réveillés en sursaut par ce grand bruit, par les coups violemment frappés aux portes, se levèrent précipitamment, sai-

sis d'une joie inexprimable à ces cris de : *Italie e Victor-Emmanuel!* retentissant de toutes parts. Ils ouvraient en hâte leurs maisons et accouraient demander ce qu'ils devaient faire. — Les minutes étaient précieuses. Il y avait à se barricader fortement, dans tous les quartiers devenus libres, contre le retour assuré et prochain de l'ennemi. — Sans perdre de temps, les garibaldiens appellent la population à l'œuvre. On jette par les fenêtres les meubles les plus propres à former obstacle, on traîne dans la rue les charrettes, les grosses voitures, les équipages de maître, et on les renverse pour faire des retranchements. Des balles de coton, des matelas, des colis de marchandises bouchent les vides. Bientôt les extrémités de la rue de Tolède et de la rue Macqueda se trouvent défendues contre les garnisons des casernes, des forts de mer et du Palais-Royal. Derrière ces barricades improvisées, on remue les larges dalles de pierre qui sont le pavé de Palerme. On travaille avec une ardeur incroyable à les disposer symétriquement à l'entrée de chaque rue, de chaque passage. Le grand jour est venu de réaliser ces serments de mourir ou de devenir libre, que cette belle capitale a tant de fois renouvelés depuis deux mois. Hommes, femmes, enfants sont debout. On improvise des armes, on fabrique des munitions, on dispose des secours pour les blessés et des vivres pour les combattants. Hôtels des riches, comptoirs

des négociants, maisons du peuple, tout fournit ses ressources. Les rangs sont confondus pour la défense commune. Le prince et l'artisan se serrent côte à côte, l'un avec quelque arme de prix dérobée aux perquisitions, l'autre avec une pique improvisée, avec un outil dont il saura bien se servir.

L'action ne se fit pas attendre. — Bondissant d'indignation à la nouvelle de ce premier succès des *flibustiers*, Lanza avait commandé une prompte et énergique charge qui les enveloppât de tous côtés dans ces rues où ils avaient eu l'audace de se risquer. Des bataillons sortaient à la fois du Palais-Royal et des casernes pour exécuter cet ordre; mais leur élan venait se briser contre les barrières surgies comme par enchantement. L'artillerie prenait alors sa place, et inondait de mitraille et bientôt de boulets les points désignés à l'attaque, mais sans plus de succès. — Au lieu de reculer, les soldats de Garibaldi gagnaient du terrain ; ils chassaient les Napolitains de leurs derniers postes de l'intérieur de la ville, de la position de Saint-François de Paule, et, s'étendant de la porte Antoniana à la porte Macqueda, en occupant toute la longue rue de ce nom, rompaient la communication entre le quartier-général de Lanza et les forts. — Dès ce moment, d'attaqués ils passaient au rôle d'assiégeants, tenant d'une part les forts et les casernes en respect par une série de barricades dont plusieurs

s'élevaient jusqu'au premier étage des maisons, et de l'autre bloquant dans le Palais-Royal l'état-major et les dix-mille hommes qui s'y trouvaient accumulés. — Comme je l'ai déjà dit, de nombreuses *squadre*, répandues dans la campagne, et excellentes pour la guerre de tirailleurs, interdisaient aux Napolitains la sortie de la ville, et s'opposaient à tout mouvement tournant. — Dans la journée même, l'insurrection était maîtresse de tout le centre de Palerme, et Garibaldi, parcourant la ville à cheval, jusqu'à la place Bologni, dans le haut de la rue de Tolède, établissait son quartier-général dans le palais du Préteur (Hôtel-de-Ville), tout près de la place des *Quattro-Cantoni*, au cœur de Palerme.

La situation devenait grave pour les Napolitains. Dans ces combats partiels dès rues, ils avaient essuyé des pertes nombreuses, et pu éprouver l'habile tactique des garibaldiens, ainsi que la résolution extraordinaire qui enflammait l'immense population. — Mais le général Lanza ne s'inquiétait pas encore : une atroce ressource, le bombardement et l'incendie de la capitale, lui paraissait devoir remédier à tout. Il en donna le signal.

Le Castellamare, forteresse de Palerme, sur le golfe, alors commandée par un certain colonel Briganti, avait depuis longtemps ses dispositions arrêtées en prévision de cet événement. La flotte napolitaine,

mouillée devant la ville, devait joindre ses feux à ceux des forts. Enfin des quantités d'essence de térébenthine, de goudron, d'huile de naphte et autres substances inflammables, expédiées à cet effet de l'arsenal de Naples, étaient accumulées dans les magasins de la marine, pour allumer l'incendie à la main et le rendre impossible à maîtriser.

A un signal convenu, les mortiers du Castellamare commencèrent à tonner, envoyant sans relâche et sans ralentissement deux bombes à la minute sur la ville. — La flotte, composée de frégates à vapeur, parmi lesquelles l'*Ercole*, la *Partenope*, l'*Amalfi*, le *Capri*, suivait également cet exemple, et, venant s'embosser devant la promenade de la Marine, couvrait Palerme de bombes et de boulets rouges. Cependant la conduite des divers capitaines ne fut pas égale pourtant, car si l'indigne Florès, commandant de l'*Ercole*, put se vanter, en disant vrai, d'avoir jeté cent quatre-vingts bombes sur Palerme, d'autres firent comparativement peu de mal, et certains même, manœuvrant comme pour trouver un mouillage convenable, sans y parvenir, ne tirèrent pas du tout. — Du reste, la marine napolitaine, et elle l'a prouvé depuis, nourrissait en général des sentiments beaucoup plus italiens que l'armée, surtout parmi les jeunes officiers. Plusieurs de ceux-ci, commandant de petits bâtiments, portèrent même la sympathie pour les insurgés jusqu'au point de leur envoyer

nuitamment, des canons de bord pour leur défense.

Pendant ce temps, les troupes royales, revenant à la charge avec une fureur et une énergie décuplées par l'ordre de l'incendie et du pillage, envahissaient les maisons dans toutes les rues où elles pouvaient pénétrer, massacraient femmes, enfants, vieillards, prêtres, religieuses cloîtrées, violant les jeunes, dépouillant les autres, et après avoir volé tout ce qui se trouvait à leur convenance, mettaient le feu avec les atroces ingrédients dont on les avait munies. — Des quartiers entiers, tels que celui de *Porta di Castro*, et celui du Dôme (la cathédrale), sous l'action combinée du bombardement et de l'incendie allumé de la main des soldats, s'abîmaient dans les flammes, avec ceux de leurs habitants qui n'avaient pu fuir à temps. Un bon tiers de Palerme s'écroula ainsi; et pendant que cette œuvre de destruction s'accomplissait, pendant que les bombes pleuvaient autour d'eux, dans l'espace circonscrit de l'action, population et volontaires de Garibaldi, insoucieux du danger comme leur héroïque chef, ne songeaient qu'à s'ensevelir sous les ruines du dernier édifice plutôt que de reculer d'un pas.

Les femmes se signalèrent particulièrement dans cette lutte sans nom. Comme les Lacédémoniennes, tout en encourageant leurs époux et leurs fils, elles combattaient elles-mêmes à leurs côtés, faisant pleuvoir des fenêtres et des balcons tous les projectiles

possibles sur les assaillants. — Une religieuse, la sœur Riso, fille et sœur des deux malheureux assassinés aux événements du 4 avril, sortie de son couvent, une croix d'une main, un poignard de l'autre, et debout sur les barricades, en criant : *Mort aux tyrans! Vengeance!* donnait l'exemple à tous, et inspirait un élan furieux aux moins résolus. Les prêtres et les moines marchaient également en tête de leurs concitoyens, et tout en faisant le coup de feu, pansaient les blessés, confessaient les mourants. Aucun Sicilien ne manquait à l'appel de la patrie en danger.

Le peu de haute noblesse que l'exil, la prison, les persécutions de tout genre avaient laissée à Palerme, ne s'épargnait également point. Plusieurs de ces gentilshommes, auxquels les consuls étrangers avaient offert un asile sûr à bord de navires de guerre pour eux et leurs familles, tinrent à devoir et à honneur de rester pour rassurer le peuple par leur présence et l'encourager de leurs bonnes paroles. — De ce nombre étaient le prince de Torremuzza, marié à une Française de l'illustre maison de La Trémouille, et le prince de San-Cataldo, actuellement envoyé de Sicile à Paris. Ce dernier, fils d'un généreux citoyen qui mourut en exil pour la cause nationale, proscrit lui-même pendant des années, montra en cette occasion le plus beau caractère. Sa noble femme, quoique étrangère, sollicitée de se

mettre, elle au moins, en sûreté, répondit courageusement qu'elle entendait partager le sort de son mari et de sa patrie adoptive.

Toute la journée du 28 mai se passa ainsi. La nuit n'arrêta pas le bombardement. La fusillade, l'attaque et la défense des barricades recommencèrent au point du jour. Mais, vers le milieu de cette journée, les volontaires de l'expédition et leurs braves auxiliaires siciliens, gagnant peu à peu du terrain et refoulant leurs adversaires, se trouvèrent les maîtres du combat. Les colonnes napolitaines qui assaillaient les barricades comprises entre le bas de la rue de Tolède et la porte Macqueda, se virent même si rudement pressées qu'en fuyant elles entraînèrent le nombreux poste de garde aux Grandes-prisons, situées en dehors de la ville, à côté des casernes des Quattro-Venti et du Castellamare. — Les gens de police, inspecteurs, gendarmes, guichetiers, qui gardaient l'intérieur, autant par calcul horrible de vengeance que pour mettre le plus vite possible leur personne en lieu sûr, s'échappèrent, laissant ouvertes toutes les portes, par où sortirent aussitôt, en même temps qu'une énorme quantité de détenus politiques, plus de deux mille malfaiteurs que l'on gardait pêle-mêle avec les premiers. — De même qu'en 1848, c'était là encore un des dignes adieux laissés par l'administration royale au pays.

Cependant, ces succès des garibaldiens et de la population, en resserrant le blocus formé autour du Palais-Royal, plaçaient le général Lanza et l'état-major dans une situation des plus critiques. L'artillerie en batterie devant le palais avait beau tirer sans relâche sur la rue de Tolède, ainsi que sur les maisons des autres rues débouchant sur la place, le quartier général ne s'en trouvait pas moins enserré dans un cercle de barricades infranchissables, et d'où un feu meurtrier partait, avec une régularité soutenue, contre les défenseurs du palais. — Surpris tellement à l'improviste par l'arrivée des garibaldiens, les dix mille hommes de troupes groupés autour du général Lanza commençaient à mourir de faim. Il n'y avait aucune espèce de provisions dans le palais, si bien que le Commissaire royal lui-même ne vécut pendant deux jours que d'un morceau de fromage et d'une carafe d'eau. Aucun moyen de communiquer avec l'extérieur ou avec les forts. Les soldats, gorgés de butin, rassasiés de sang et de luxure, mais parfaitement affamés, ne se défendaient déjà plus que mollement. Dans le cas d'un assaut sérieux et général, peut-être n'allaient-ils pas tenir, avec la peur et la faim qui les travaillaient. — Et, du reste, plus on attendrait, plus les conditions deviendraient mauvaises, puisqu'il n'y avait aucun moyen imaginable de se procurer des vivres.

Le mot d'armistice, de convention militaire, fut

murmuré. Il allait donc falloir s'humilier devant ce « pirate, » subir la loi de ces « vils rebelles, » si inhumainement traités. La chose était bien dure, mais la nécessité croissait d'heure en heure. — Le 29 au matin, une vigoureuse attaque des volontaires venait de les mettre en possession d'une partie de l'artillerie du quartier-général, avec laquelle il s'apprêtaient à foudroyer le palais. — D'autre part, les consuls étrangers, retirés à bord des navires de guerre de leurs nations respectives, et indignés au dernier point de cette barbare destruction d'une ville entière sous leurs yeux, venaient de signifier au commandant du Castellamare, ainsi qu'aux officiers des bâtiments napolitains, qu'ils protestaient contre la continuation du bombardement, et qu'au besoin ils interviendraient de vive force pour le faire cesser. — Les forts ainsi que les vapeurs durent donc arrêter leurs feux.

Ce dernier coup mettait le comble à la position désastreuse de Lanza. Il courba la tête et se décida à capituler.

Le 30 mai, à l'aube du jour, un parlementaire, sortant du quartier-général napolitain, se présenta à Garibaldi et lui proposa, de la part du Commissaire royal, une suspension d'armes provisoire, ainsi qu'une entrevue à bord d'un des vaisseaux mouillés en rade. — Aussi humain et aussi politique que

brave, le général accéda sur-le-champ à ces deux propositions. Il n'y avait eu déjà que trop de sang versé des deux parts, et Garibaldi connaissait la maxime célèbre : « *A l'ennemi qui se retire il faut faire un pont d'or.* » — Ordre fut aussitôt partout donné de cesser le feu, et prière adressée au seul officier-général de marine présent en rade, le contre-amiral anglais sir John Mundy, de vouloir bien permettre que les deux chefs se rendissent à son bord pour y discuter, sur un terrain neutre, les conditions d'un armistice. Sir John Mundy s'y prêta avec empressement, et, vers midi du même jour, Garibaldi et le général Lanza se rencontraient sur l'*Annibal*, vaisseau amiral anglais. Ils y trouvèrent les commandants des forces françaises et américaines, que sir John Mundy avait invités à assister à l'entrevue, par courtoisie, et pour ne pas être accusé d'agir isolément. Le commissaire royal napolitain voulut protester contre la présence de ces officiers étrangers, mais Garibaldi déclarant que non-seulement il n'avait rien à y objecter, mais qu'il était bien aise d'avoir le plus de témoins possible de ses propres dispositions, force fut à la partie adverse d'accepter la situation.

« Lors de l'entrevue de Garibaldi et du général Lanza sur l'*Annibal*, écrivait de Palerme un correspondant qui s'y trouvait alors, le premier fut reçu à bord avec tous les honneurs dus au grade de géné-

ral. Son calme et sa courtoisie frappèrent vivement l'état-major napolitain. Le général Lanza ayant accueilli avec une certaine hauteur les conditions de la capitulation, disant qu'on n'en devait pas proposer de pareilles à un homme qui avait fait la guerre pendant tant d'années : « Il est vrai, — répondit « ironiquement Garibaldi, — que je n'ai jamais fait « la guerre (ces mots firent sourire les officiers an- « glais et français qui étaient présents) ;— j'entends « la grande guerre ; comme l'a faite le général notre « adversaire. »

Malgré l'active intervention des officiers étrangers présents, il fut impossible cette fois de s'entendre. Le pauvre général Lanza ne pouvait pas croire encore à toute l'étendue de sa défaite ; il voulait dicter des conditions au lieu de subir lui-même celles du vainqueur. Il prétendait que les habitants se soumissent, rendissent leurs armes, et à ce prix *il consentait* à laisser debout ce qui restait encore à Palerme, à accorder un armistice et à permettre aux troupes de Garibaldi de se retirer où mieux leur plairait. Il affirmait être toujours le maître de la situation, commandant une armée fidèle et victorieuse, et n'agir que par humanité, par désir de ne pas compléter l'extermination d'une ville tout entière. — Les représentations les plus énergiques ne purent rien tirer d'autre de ce général. On convint seulement que la trêve, commencée le matin, durerait

jusqu'à midi du lendemain 31, pour donner le temps de part et d'autre d'enlever les morts et de prendre un peu de repos.

Juste pendant que cette négociation avait lieu, la colonne de Suisses et de Bavarois commandée par Bosco, et si plaisamment fourvoyée dans la direction de Corleone, où Orsini l'avait battue, pour surcroît de chance, cette même colonne rétrogradant au plus vite, pleine de honte et de colère, arrivait devant Palerme. — Averti de la situation des choses dans Palerme, ainsi que de l'armistice, le colonel Bosco, par une perfidie indigne d'un militaire, crut l'instant favorable pour prendre une bonne revanche du tour dont il avait été victime. — Comptant sur l'abandon qui suit toujours une trève, surtout chez une population insurgée, il s'avança rapidement contre la porte de Termini, et lança ses forces sur les barricades qui défendaient ce point, de même que l'accès des rues environnantes. Mais cette trahison, promptement déjouée par la bravoure et le dévouement des volontaires accourus au bruit, ne servit qu'à le faire battre une seconde fois. Habitants armés et garibaldiens, accourant en masse, refoulaient ces troupes hors la ville, et les royaux ne retiraient d'autre fruit de leur trahison que bon nombre de morts et de blessés. — Ce fut là que le brave colonel Carini, qui, partout le premier au feu, avait traversé sain et

sauf tous les combats depuis le débarquement, tomba gravement frappé, en donnant aux soldats et à ses compatriotes l'exemple de repousser l'ennemi (1).

Quand Garibaldi revint de la conférence, cet incident était déjà terminé. Il regagna son quartier-général, au palais du Préteur, miraculeusement épargné par les bombes pendant que la plupart des édifices voisins étaient incendiés, et, se présentant au balcon, d'une voix ferme et résolue, il adressa ces paroles à l'immense foule armée qui se pressait sur la place, devant le palais, attendant de connaître le résultat de l'entrevue :

« L'ennemi m'a proposé un armistice. — J'ai accepté les conditions que l'humanité me faisait une loi d'accepter, c'est-à-dire éloigner les femmes et les blessés. — Mais parmi leur nombre, il y en avait qui étaient humiliantes pour la brave population de Palerme ; je les ai rejetées avec mépris. Le résultat de ma conférence de ce jour a donc été que les hos-

(1) — « Parmi les souvenirs les plus chers que la révolution de 1848 laissa à la Sicile, se trouvait le nom du colonel Hyacinthe Carini. Émigré pendant onze ans en France, il y honorait sa patrie par ses talents et par l'exemple d'une vie pure et laborieuse, comme il l'avait déjà défendue avec son bras. A Turin et à Gênes, il fut un des plus ardents promoteurs de l'expédition libératrice. Au combat de Calatafimi, il commandait la compagnie qui marcha la première au péril et à la victoire. Blessé gravement le 30 mai dernier, lors de la soudaine irruption des royaux par la porte de Termini, son malheur a excité la vive et affectueuse anxiété de tout le pays. — Et le pays apprendra avec une joie sincère la confiance croissante des médecins dans une pleine et prompte guérison. »

(*Journal officiel de Sicile*, 11 juin.)

tilités seraient reprises demain. Moi et mes compagnons nous sommes impatients de combattre à côté des fils des hommes des Vêpres, dans une bataille qui brisera le dernier anneau de cette chaîne qui retenait garrottée cette terre du génie et de l'héroïsme. »

Un cri unanime accueillit ces nobles paroles : — *Guerre! guerre!* cria la foule en agitant ses armes. — Et, dans sa généreuse impatience, le délai d'un jour lui semblait trop long pour courir sus à l'ennemi.

Mais, revenu lui-même à son quartier général, où Garibaldi, apprenant la détresse des dix mille hommes entassés là, avait eu l'humanité d'envoyer des vivres, le général Lanza se trouva de nouveau en face de la terrible réalité, toujours plus poignante. —Les soldats, exténués et découragés outre mesure par la résistance éprouvée, se fussent assurément refusés à de nouveaux combats. L'état-major ne dissimulait pas sa haute désapprobation d'une prolongation de la lutte. — Le commissaire royal, après une nuit de douloureuses réflexions, se décida enfin à plier devant la fortune contraire.— Avant l'heure où expirait la trêve, le général d'état-major Letizia, accompagné d'un officier supérieur, venait offrir à Garibaldi d'accéder à ses conditions de la veille. — Un armistice de trois jours devait être conclu, pen-

dant lequel le général Letizia, partant de suite pour Naples, irait obtenir du roi l'autorisation nécessaire pour traiter définitivement et abandonner Palerme, car c'était ce qu'avait exigé Garibaldi. — L'accord fut conclu sur ces bases et annoncé aussitôt par la proclamation suivante :

« Siciliens !

« L'ennemi nous a proposé un armistice que, dans une guerre généreuse comme celle que nous combattons, j'ai cru raisonnable de ne pas refuser. L'enterrement des morts, le soin des blessés, en un mot tout ce qui est réclamé par les lois de l'humanité a toujours honoré la valeur du soldat italien. D'ailleurs, les blessés napolitains sont aussi nos frères, quoiqu'ils agissent avec une inimitié cruelle et soient plongés maintenant dans les ténèbres de l'erreur politique ; mais il ne se passera pas longtemps avant que la lumière du drapeau national les porte à augmenter les rangs de l'armée italienne. Afin donc que les termes de la convention stipulée soient maintenus avec la religion d'une loyauté digne de nous, nous publions ce qui suit :

Articles de la convention entre les soussignés, à Palerme, le jour du 31 *mai* 1860.

« 1. La suspension des hostilités sera prolongée pendant trois jours, à compter de ce moment, qui est midi du 31 mai, et à son expiration, S. E. le général en chef expédiera un de ses aides de camp, afin d'établir d'un commun accord l'heure de la reprise des hostilités.

« 2. La banque royale sera consignée au représentant Crispi, secrétaire d'État, moyennant décharge convenable, et le détachement qui la garde actuellement ira à Castellamare avec armes et bagages.

« 3. L'embarquement des blessés et des familles sera continué, en ne négligeant aucun moyen pour empêcher un abus quelconque.

« 4. Le transport des vivres sera libre pour les deux parties combattantes, à toutes les heures de la journée, en prenant les dispositions convenables pour que la mesure reçoive un plein effet.

« 5. Il sera permis d'échanger les prisonniers Mosto et Rivalsa avec le premier-lieutenant Colonna et un autre officier, par exemple le capitaine Grasso.

Le secrétaire d'État du gouvernement provisoire de Sicile,
« Signé : Francesco Crispi.
« Le général en chef,
« Signé : Ferdinando Lanza. »

Il ne fallait cependant pas que les habitants de Palerme, confiants désormais dans le résultat heureux des négociations, cessassent de garder une attitude résolue. Ils devaient, au contraire, montrer toujours plus d'énergique décision et de vigilance ; le général les y conviait en ces termes :

« Presque toujours la tempête suit le calme, et nous devons nous préparer à la tempête, jusqu'à ce que le but désiré soit atteint.

« Les conditions de la cause nationale furent brillantes ; le triomphe fut assuré du moment qu'un peuple généreux, foulant aux pieds des propositions humiliantes, se résolut à vaincre ou à mourir.

« Oui, Siciliens ! notre situation s'améliore à chaque moment. Mais cela ne doit pas nous empêcher de faire notre devoir et de préparer le triomphe de la sainte cause.

« Des armes donc, et armez-vous ! Aiguisez le fer et préparez tous les moyens de défense et d'offense... Pour l'enthousiasme et les vivats, nous aurons assez de temps quand le pays sera débarrassé de nos ennemis.

« Des armes ! armez-vous ! je le répète... Qui ne prend pas une arme, dans ces trois jours, est un traître ou un lâche, et le peuple qui combat parmi les ruines et les décombres de ses maisons incendiées, pour la liberté et pour la vie de ses femmes et de ses enfants, ne peut être un lâche, un traître !

« Palerme, 1er juin.

« G. Garibaldi. »

On continua donc avec ardeur à fabriquer des armes et des munitions. En même temps, la commission spéciale de défense instituée le 28 mai, se mettait à l'œuvre pour perfectionner le système des barricades, qui devinrent alors de véritables fortifications. Cette commission se composait de Messieurs :

1. Le duc della Verdura, président ; 2. l'architecte Michel Mangano ; 3. l'architecte Thomas Lo Cascio ; 4. l'architecte communal Pierre Reineri ;

5. le baron Michel Cappuzzo; 6. l'architecte Palermo; 7. l'architecte Rubino; 8. Canuelo Tratelli; 9. l'architecte Benedetto Seidita; 10. Pierre Massineo; 11. le marquis Pilo; 12. l'architecte Patricola; 13. l'architecte Jérôme Mondino; 14. Vincent Scimeca, secrétaire (1).

On régularisait le service militaire prêté par les citoyens en décrétant la formation immédiate d'une garde nationale, et une seconde commission s'em-

(1) — Dès le 27 mai au matin, aussitôt après l'entrée des libérateurs, un Comité général de notables habitants s'était formé pour diriger les efforts de la population, maintenir le bon ordre dans la ville, et pourvoir aux besoins des combattants. — Voici les noms de ces généreux citoyens, auxquels une vive reconnaissance est due par le pays, suivant l'ordre des sections du Comité :

GUERRE.

Comte *Federico*, président; Hercule *Fileti;* Jean *Villa-Pizzuto;* Rosaire *d'Ondès;* François *Ugdulena*, Jean-Baptiste *Marinuzzi;* Narcisse *Cozzo;* comte *d'Aceto:* Jean-Baptiste *Morana*, secrétaire.

APPROVISIONNEMENT.

Baron *Turrisi*, président; Rosaire *Pennavaria;* Raymond *Amato;* Vincent *Cortese;* François *La Lumia;* Jean-Baptiste *Ciancolo;* prêtre François *di Stefano*, secrétaire.

FINANCES.

Chevalier Paul *Amari*, président; Salvator *Carcamo;* Louis *Corona;* Isidore *La Lumia;* Antoine *Alaimo;* prêtre *Ugdulena*, secrétaire.

BARRICADES.

Michel *Mangano*, président; Salvator *Rubino;* Pierre *Messineo;* Jérôme *Guglielmini;* Antoine *Colini;* Antonin *Prestipino;* Carmel *Trasselli*, secrétaire.

INTÉRIEUR.

Gaëtan *La Loggia*, président; Salvator *di Bartolo*, François-Paul *Tuzzolino:* Joseph *Bellia;* Ignace *Catalani;* Salvator *Calderone*; Jean *Raffaele;* Gaëtan *Del Serro;* Emmanuel *Sartorio*, secrétaire; Jean *Muratore*, *idem;* Salvator *Buccheri*, *idem.*

ployait activement à cet effet. Elle avait pour membres le comte de Federico, président; MM. Acerbi, intendant-général de l'armée ; Calvino, officier d'état-major; baron Narcisse Cozzo, le chevalier Vincent d'Ondès-Reggio, Vincent Bentivegna.

Pendant qu'il se précautionnait de toutes façons pour le cas possible d'une reprise de la lutte, Garibaldi s'occupait aussi des blessés ennemis, dont l'état était réellement déplorable. Aux hôpitaux provisoires, formés par les défenseurs du quartier général, et qui manquaient de tout, il expédiait, à l'émerveillement des Napolitains, médecins, linge, charpie, médicaments. — Il veillait également à la situation des hospices civils de Palerme. Rien n'échappait à sa généreuse sollicitude.

Il va sans dire que les soins les plus aimants étaient prodigués par la population aux blessés des chasseurs des Alpes. Les braves libérateurs avaient fait encore de douloureuses pertes pendant ce combat de trois jours. (1) La plupart des officiers supérieurs étaient blessés : Tuckery, qui en mourut quelques jours plus tard, Carini, Bixio, Sirtori, Cairoli, Pedotti, Manin, ce dernier pour la seconde fois depuis le débarquement.

(1) — Le peloton des carabiniers génois, qui s'était déjà si bien conduit pendant la marche, comptait, lors de l'armistice, vingt-deux morts ou blessés, sur un effectif de trente-cinq hommes.

L'armée napolitaine se trouvait, elle aussi, fortement décimée. — Mais c'est sur le peuple de Palerme que le bombardement, l'incendie et le massacre combinés avaient frappé le plus cruellement.

IX.

CONDUITE DES SOLDATS NAPOLITAINS. — ÉTAT DE PALERME APRÈS LE BOMBARDEMENT.

Il est bon que l'on sache un peu quelles horreurs les généraux de François II,—d'après l'ordre formel de leur maître, prétendirent-ils tous plus tard, — commandèrent contre une ville de plus de deux cent mille âmes, et dont furent surtout victimes les femmes, les enfants, les vieillards, c'est-à-dire la partie inoffensive de cette population. — Comme *j'ai vu*, par moi-même, fort peu de jours après, les tristes preuves de ces faits, je puis affirmer leur complète authenticité.

Dans les divers quartiers où les Napolitains purent pénétrer pendant la lutte, ils ne laissèrent pas âme vivante. — Enfonçant les portes des maisons, ils saisissaient ceux qui n'avaient pas fui, et, les menaçant de mort, ils offraient de leur vendre la vie. Les malheureux habitants sortaient alors l'argent

caché, les objets précieux de toute sorte, et lorsque les Napolitains croyaient bien tenir tout, ils tuaient sans distinction de sexe ni d'âge, et mettaient le feu. Plus de mille infortunés furent assassinés de la sorte, et avec des circonstances atroces. On violait les femmes après avoir égorgé leurs enfants dans leurs bras, et on les éventrait. — Dans plusieurs couvents, envahis par la troupe, les religieuses qui s'y trouvaient encore, jeunes ou vieilles, furent affreusement torturées, puis massacrées.—Les officiers du vapeur sarde *Mozambano* racontèrent depuis que, se trouvant à Caserte, sur le continent napolitain, ils avaient vu les soldats ramenés là après la capitulation, établir un *bazar public* pour la vente des objets de toute sorte provenant du saccage de Palerme et autres villes de Sicile. — Et l'autorité napolitaine permettait cette infâme exhibition, pour exciter l'émulation des autres corps qui n'avaient point combattu.

Le titre d'étranger ne protégeait point contre la rage homicide de ces bandits en uniforme. — Voici une pièce que j'ai copiée moi-même sur les minutes du consulat de France :

Procès-verbal d'une déposition faite au Consulat de France à Palerme, le 18 juin 1860, par les demoiselles Firaux, Françaises établies à Palerme.

« Les demoiselles Firaux ont déclaré que leur frère, M. Martial Fi-

raux, maître de langues, Français, demeurant rue Porta di Castro, voyant dans la matinée du 27 mai 1860 les troupes napolitaines mettre le feu avec des fagots aux maisons voisines, s'était mis au balcon pour représenter qu'il était Français, et demander que son domicile, portant l'indication de domicile français, fût respecté; qu'à ses réclamations et prières réitérées, les soldats avaient répondu par des imprécations et des injures, exigeant que sa maison fût ouverte sans retard; que le sieur Firaux étant descendu pour ouvrir la porte, il avait reçu deux balles, l'une à la main droite, l'autre au bas-ventre, malgré sa qualité de Français, qui n'avait cessé d'être invoquée; qu'on lui dit même : « Ce n'est « pas ta qualité de Français qui nous empêchera de te tuer! »

« Que, blessé mortellement le 27 mai à midi, il était décédé le soir, dans la maison d'un voisin en face, où il avait, après le départ des troupes, été transporté.

« Ses sœurs et ses enfants (trois en bas âge), épouvantés, s'étaient enfuis dans une maison voisine, laissant les soldats piller, saccager, puis brûler une grande partie de la maison et des meubles.

« Les demoiselles Firaux ont déclaré que leur frère avait chez lui :

(Suit l'inventaire des valeurs et argent, montant à 360 ducats, dont rien n'a été retrouvé.)

« Reçu par nous chancelier du consulat de France en Sicile, le 18 juin 1860, et affirmé véritable par les demoiselles Firaux, qui ont signé avec nous. »

Voici, maintenant, la traduction littérale d'une lettre écrite en italien par le consul général suisse à Palerme, M. Hirzel, et adressée au général Lanza, commandant en chef napolitain :

« Palerme, 2 juin 1860.

« Excellence,

« Sur le rapport qui vient de m'être fait que Albert Eichkolzen, citoyen suisse, marié à Rose Bevilacqua, marchand de vins, domicilié à Piazzetta-Grande, n° 778, avait eu le malheur d'être saccagé et incendié de sa maison, sa boutique et ses magasins de vins, que son fils, âgé de douze ans, voulant se sauver des flammes, avait été tué à coups de fusil par les soldats, et qu'on ne savait pas ce que lui-même et le restant de sa famille étaient devenus, je me suis empressé, hier, 1er juin, de me mettre personnellement en quête, afin de connaître le sort de cet infortuné.

« M'étant rendu dans le voisinage de sa demeure, les habitants ne su-

rent me dire autre chose, si ce n'est qu'ils supposaient que cette famille avait été entraînée par les troupes royales, de même que *beaucoup d'autres qui avaient été arrêtées et conduites au couvent des Bénédictins blancs, renfermées dans le réfectoire*, ET, LA, BRULÉES VIVES LORS DE L'INCENDIE ALLUMÉ DANS CE COUVENT PAR LES SOLDATS avant de se retirer vers le Palais-Royal.

« Ne pouvant croire à un tel rapport, et plein d'indignation, je me portai aussitôt audit couvent des Bénédictins blancs, cheminant à travers un quartier tout entier ruiné, des maisons duquel, dévorées par l'incendie, s'exhalait une odeur pestilentielle de cadavres ensevelis sous les ruines; et ayant demandé d'où provenaient de telles horreurs, il me fut répondu par plusieurs survivants qu'elles étaient le fait des troupes royales pendant leur retraite sur le Palais-Royal.

« Arrivé au couvent des Bénédictins blancs, je fus conduit dans un vaste local qu'on me dit avoir été un réfectoire, et où des hommes étaient occupés à transporter dehors des cadavres brûlés, assurant que c'étaient ceux de familles des habitations voisines, que les troupes royales avaient arrêtées et renfermées en cet endroit, et qu'en donnant le feu et le sac au couvent, elles y avaient brûlé vives ces personnes.

« Je m'adresse à Votre Excellence avec la plus vive anxiété, pour avoir quelques nouvelles sur le sort de mon national, réclamant de votre humanité et justice l'ordre de le mettre en liberté, s'il est encore vivant, et me réservant de faire valoir tous ses droits aux dommages-intérêts que mon gouvernement pourra demander pour lui.

« Signé : HIRZEL. »

Le général Lanza envoya tout simplement promener M. Hirzel, en lui faisant répondre que les cadavres qu'il avait vus au couvent des Bénédictins blancs étaient sans doute ceux D'HABITANTS BRULÉS PAR LES INSURGÉS, *pour accuser ensuite les Napolitains de ce fait.*

Plus tard, le *Journal officiel de Sicile* publiait la lettre suivante de l'archevêque de Monreale au Dictateur, à propos d'un de ses employés, tué à Palerme :

« Monsieur,

« Je remplis le pénible devoir de vous informer de la mort de D. Giovanni Scorza, employé à l'administration de mon archevêché.

» Si la perte d'un bon citoyen, d'un honnête employé, d'un excellent père de famille est sensible à un cœur humain, celle du malheureux Scorza est plus douloureuse encore par les circonstances incroyables qui le frappèrent lui et sa famille désolée.

« Confiant dans l'ordonnance du gouvernement déchu, qui promettait garantie et protection à tout bon citoyen, enfermé dans sa maison et ne participant pas aux mouvements insurrectionnels, il s'était retiré dans son habitation, lorsque, le 27 mai, une horde de soldats l'arrachèrent de sa maison, rue Piazzetta ; brisant les portes, ils firent irruption en menaçant de leurs fusils une famille d'enfants, de femmes et de vieillards, et blessèrent mortellement le malheureux Scorza. Non contents de l'avoir pillé et volé, ils enlevèrent en outre une jeune fille de dix-neuf ans et un enfant de cinq ans.

« La situation dans laquelle était la ville et précisément la rue où demeurait Scorza, empêcha malheureusement de lui porter secours ; pendant trois jours entiers, il gisait mortellement blessé, privé d'aide et de soins, avec quatre enfants autour de lui et sa femme enceinte de plusieurs mois, désespérée autant de la blessure de son mari que d'avoir vu arracher de ses bras deux enfants dont elle ignorait le sort.

(Suit la proposition d'accorder une pension sur les fonds de l'archevêché à la veuve de Scorza, aussitôt approuvée par le Dictateur.)

« Monreale, le 20 juin 1860.

« Signé : l'archevêque Benoit d'Aquisto. »

Plus d'un quart de Palerme, au moment de l'armistice, était écroulé ou brûlé, et le total des pertes pouvait déjà s'évaluer, à vue d'œil, à au moins deux cents millions de francs. Pas une rue qui ne fût atteinte. Le quartier de Porta di Castro, autour du Palais-Royal, était totalement détruit. La belle rue de Tolède était obstruée par les décombres des maisons littéralement renversées. La moitié des habitants se trouvaient ruinés de fond en comble. — Parmi les palais brûlés, on remarquait surtout celui

du prince de Carini, ambassadeur de Naples à Londres, pour la restauration duquel des sommes considérables venaient d'être récemment employées.

Voici une statistique des édifices religieux dévastés par les soldats du très-pieux roi de Naples. Elle donnera une idée du reste :

1° Le couvent des Bénédictins blancs, détruit; — 2° l'église de Saint-Thomas des Grecs ; — 3° l'église et le monastère des Sept-Anges, entièrement détruits; — 4° une partie de l'Abbaye-Neuve; — 5° l'antique chapelle de la Vierge couronnée; — 6° l'église de Sainte-Ursule ; — 7° une partie du monastère de Sainte-Catherine, du côté de Tolède; — 8° une partie du monastère de Saint-Simon; — 9° le monastère de l'Assomption; — 10° une partie du monastère de Sainte-Rosalie; — 11° la petite église de Sainte-Marie-du-Lys; — 12° une partie du monastère et toute la sacristie de la Chancellerie; — 13° une partie du monastère de la Vierge;—14° une partie du monastère du Mont-de-la-Vierge; — 15° deux petites chapelles du côté de la papeterie; — 16° l'église de Saint-Joseph-de-Calais ; — 17° une partie de la maison des Théatins et de grands dommages dans l'église de Saint-Joseph; — 18° des dommages dans l'église attenant au temple de Saint-Joseph de la Vierge-de-la-Providence; — 19° la chapelle des PP. de Saint-Philippe; — 20° la paroisse Sainte-Marguerite, entièrement détruite; —

21° la paroisse de Saint-Jacques de la Marine, détruite ; — 22° la congrégation de Jésus-et-Marie, dans la rue des Armuriers, détruite ; — 23° le couvent et l'église Saint-Dominique, détruits ; — 24° la congrégation de Jésus, sur la place Neuve, détruite ; — 25° le couvent della Gancia, détruit ; — 26° la paroisse du quartier Saint-Jacques, détruite ; — 27° la paroisse et l'église di Mezzo-Monreale, détruites.

La magnifique cathédrale gothique de Palerme, connue sous le nom de Dôme, fut épargnée par miracle, tandis que tout autour d'elle les maisons étaient brûlées ou écrasées par les bombes. — Le peuple voulut y voir une intervention de la Providence. — « C'est, disait-il, afin que notre roi Victor-Emmanuel puisse y venir prendre la couronne de Sicile et y entendre le beau *Te Deum* qu'on chantera à son arrivée. »

X.

CONVENTION MILITAIRE POUR L'ÉVACUATION DE PALERME. ÉTABLISSEMENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL.

La seconde trève arrêtée entre les deux états-majors expirait le 3 juin. A cette date, le général Letizia n'était point encore revenu. Le commandant en chef napolitain fit demander qu'elle fût de nouveau prorogée de trois jours, et Garibaldi y consentit. — L'évacuation de Palerme n'était plus douteuse. Déjà Garibaldi était de fait le seul maître dans la capitale, et les districts d'alentour, chassant les autorités royales, s'empressaient à l'envi de faire acte d'ahésion à la dictature de l'illustre guerrier. — Il jugea le moment venu de constituer un gouvernement régulier, car l'unique ministre Crispi n'allait plus suffire pour tant de détails. Le 2 juin donc, le général répartit l'administration publique entre six ministères, dont les titulaires furent : le colonel Or-

sini, pour la guerre et la marine; M. François Crispi, pour l'intérieur et les finances; M. André Guarneri, pour la justice; Monsignor Grégoire Ugdulena, pour l'instruction publique et le culte; le baron Casimir Pisani, pour les affaires étrangères et le commerce.

Le capitaine Calvino eut les fonctions de secrétaire-général de la guerre; et MM. Joseph Ugdulena et Vincent Cacioppo prirent celles de directeurs à l'intérieur. — Enfin, quelques jours plus tard, un septième portefeuille des travaux publics fut créé pour M. Jean Raffaele, et les finances, détachées de l'intérieur, passèrent aux mains de M. Dominique Perani.

Le même jour qu'il établissait ainsi sur des bases régulières et solides le pouvoir national, Garibaldi adressait au peuple de l'île la touchante proclamation que voici :

« Siciliens,

« La Sicile présente aujourd'hui l'un de ces spectacles qui marquent dans la vie politique des nations, que les générations suivantes se rappellent avec enthousiasme et reconnaissance, et qui laissent pour toujours une réputation de vertu sublime à un peuple grand et généreux.

« L'Italie a besoin de concorde pour être puissante, et la Sicile seule donne le véritable exemple de la concorde. Sur cette terre classique, le citadin secoue avec indignation le joug de la tyrannie, il rompt ses chaînes, et de ses fers transformés en dagues il combat les sbires.

« L'homme des champs accourt au secours de ses frères de la ville, et, spectacle admirable, magnifique, édifiant en Italie! le prêtre, le moine, la religieuse marchent, à la tête du peuple, aux barricades et aux combats!

« Quelle différence avec le prêtre dissolu de Rome, qui achète les mercenaires étrangers pour répandre le sang de ses concitoyens, et le noble et vénérable ecclésiastique de Sicile, qui se jette le premier dans la mêlée, donnant sa vie à son pays.

« Le christianisme est véritablement immortel : ces vénérables ministres du Tout-Puissant le prouvent au monde ! »

De nombreuses et promptes mesures révélaient bientôt l'énergique pensée qui animait le gouvernement dictatorial. — Un décret ordonnait la distribution de secours de tous genres au peuple ; un autre punissait de mort le vol, le meurtre et tout désordre grave. — On protégeait les ex-sbires, repoussés par les Napolitains, contre la fureur populaire. — On pourvoyait en hâte à l'administration des provinces, de manière à diminuer le plus possible les inconvénients de l'interrègne. — Comme mesure politique, il était décrété que les actes publics seraient rédigés désormais au nom de VICTOR-EMMANUEL, ROI D'ITALIE, et la Sicile prenait pour armes celles de la maison de Savoie. — Palerme applaudissait avec délire à ces dernières mesures. Toutes les fenêtres s'ornaient de drapeaux italiens à la croix blanche, et d'innombrables placards répétaient de tous côtés les mots qu'on avait criés sous le feu : *Vive Victor-Emmanuel, notre roi ! Vive l'Italie !*

Le 5 juin arriva de Naples le général Letizia, porteur des pouvoirs nécessaires. Il avait eu à lutter vivement contre l'exaspération du jeune roi, qui ne voulait pas admettre que son armée de trente mille hommes, appuyée par la flotte et par les forts, eût été battue et se trouvât réduite à une humiliante retraite. — Le lendemain même, 6 juin, fut con-

venue et signée la capitulation établissant le départ des troupes royales et la remise successive des casernes et forts au général Garibaldi.

Convention établie entre les soussignés, dans le but d'arrêter l'effusion du sang entre les combattants, à Palerme.

Par des vues d'humanité, la trève est prorogée jusqu'à l'accomplissement des opérations suivantes :

1. Les malades, soit ceux des deux hôpitaux, soit des autres lieux, seront embarqués avec la plus grande célérité.

2. Il sera accordé liberté d'embarquement ou de départ par la voie de terre à tout le corps d'armée de Palerme, avec équipages, matériel, artillerie, chevaux, bagages, familles, et tout ce qui peut lui appartenir, selon que le général Lanza le croira opportun, y compris le matériel qui est dans le fort Castellamare.

3. Si c'est l'embarquement qui est préféré, celui de la troupe sera précédé du matériel de guerre, des équipages et d'une partie des animaux.

4. L'embarquement de toute la troupe s'effectuera au Môle, et à cet effet le tout sera transporté aux Quatre-Vents.

5. Le fort Castelluccio, le Môle et la batterie Lanterne seront évacués à ce moment par le général Garibaldi.

6. Le général Garibaldi consignera tous les malades et blessés qui sont en son pouvoir.

7. Les prisonniers des deux camps seront échangés par individu ou généralement.

8. La consigne des sept détenus de Castellamare se fera lorsque l'embarquement ou l'expédition se sera effectuée par la sortie de la garnison de Castellamare. Ces détenus seront consignés au Môle, où ils seront conduits par la garnison (1).

Signé : Colonel Bonpane,
Général Letizia.
Garibaldi.

Un article additionnel, souscrit après cette con-

(1) — C'étaient ces gentilshommes arrêtés par ordre de Maniscalco, et dont deux ou trois seulement avaient été mis en liberté. — Ceux-ci

vention, établit ensuite que l'expédition des troupes se ferait par mer, au môle de Palerme.

Comme pour fêter ce glorieux jour qui libérait définitivement Palerme et la Sicile tout entière, le dictateur, heureux de réaliser une pensée chère à son cœur, rendait spontanément le décret suivant :

« Art. 1er. Les fils des citoyens morts pour la défense de la cause nationale sont adoptés par la patrie.

« Ils seront élevés et nourris aux frais de l'État : si ce sont des filles, jusqu'à seize ans ; si ce sont des garçons, jusqu'à dix-sept ans.

« Arrivées à l'âge de seize ans, les filles auront une dot convenable, en rapport avec leur origine, et qu'elles toucheront dès qu'elles se marieront.

« Les garçons arrivés à l'âge de dix-sept ans ne seront plus à la charge de l'État ; à vingt et un ans ils auront cependant un capital en rapport avec leur origine.

« Art. 2. Les veuves des citoyens morts pour la défense de la cause nationale auront une pension en rapport avec leur position. Elle durera aussi longtemps que le veuvage.

« La même pension est accordée aux veuves des citoyens qui ont été fusillés le 14 avril 1860. Leurs fils sont également compris dans les dispositions de l'article précédent.

« Art. 3. Tous ceux qui, pour cause de blessures reçues au service de la patrie et de la cause nationale, resteront estropiés, mutilés ou inca-

étaient destinés à être transportés à Naples et sacrifiés évidemment à la vengeance de la cour, ainsi que des généraux battus. — Dans le débat de la capitulation, Lanza s'obstinait à ne les point rendre. Il ne céda qu'en réclamant en échange tout l'armement et le matériel des forts. — Garibaldi y consentit, et quand les prisonniers, délivrés le 19 juin, jour de l'embarquement des derniers Napolitains, vinrent le saluer et le remercier, il se tourna en riant vers un de ses amis et lui dit : « Ces Messieurs nous coûtent pourtant six millions ! » — Voici leurs noms : le duc de Cesaro, — Don Octave Lanza de Butera, — le marquis de San-Giovanni. — le baron Riso, — le prince de Monteleone-Pignatelli, — le prince de Niscemi fils, — le prince de Giardinelli. — Ces quatre derniers s'engagèrent aussitôt comme simples soldats dans l'armée nationale.

pables de travailler, seront recueillis et placés dans un hospice où ils seront entretenus aux frais de l'État.

« Art. 4. Le secrétaire d'État de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

« Palerme, 6 juin 1860.

« G. Garibaldi.

« Le secrétaire d'État :
« F. Crispi. »

L'embarquement des Napolitains ne s'opérait que peu à peu. Ce ne fut que le 13 juin que le Palais-Royal étant évacué par le général Lanza et l'état-major, qui allaient séjourner près des casernes, Garibaldi put y transporter sa résidence. Les différents ministres quittèrent en même temps le palais du Préteur, où ils avaient séjourné jusque-là à côté du général, et s'installèrent dans le vaste édifice de la secrétairerie d'État. — Mais tout en prenant possession de la demeure du souverain au nom duquel il gouvernait désormais la Sicile, Garibaldi voulut que ses soldats, et le pays avec eux, connussent bien que ce n'était qu'une halte et non pas le but final pour lequel ils s'étaient levés ensemble :

Italie une et libre!

« Chasseurs des Alpes,

« Le temps n'est pas de se reposer!

« Beaucoup de nos frères sont encore dans l'esclavage, et nous avons juré de les racheter!

« Il y a quarante jours que vous avez quitté les bords de la Ligurie, non pour courir après un profit ou après l'appât des récompenses, mais pour aller combattre en faveur des Italiens opprimés.

« Soldats de Varèse et de Come, votre sang a arrosé la terre de la Sicile; partout où nous avons passé, beaucoup de vos compagnons ont

trouvé le sommeil ; beaucoup ont été mutilés; mais sur tous nos pas a retenti la bénédiction de la multitude !

« Dans deux batailles contre des soldats aguerris, vous avez frappé l'Europe d'étonnement. La liberté italienne va d'elle-même, elle est au bout de vos terribles baïonnettes, quand chacun de vous est glorieux de guider la jeunesse italienne à de nouveaux combats, à de nouvelles victoires.

« Serrez vos rangs!... Sous peu vous reviendrez à une vie plus douce, vous irez revoir ceux qui vous sont chers, embrasser vos fiancées.

« Serrez les rangs, tous, soldats de Calatafimi, et préparez-vous à couronner l'œuvre que vous avez si bien commencée!

« Palerme, 13 juin 1860.

« G. GARIBALDI. »

Ces braves accueillaient avec joie la promesse de nouvelles fatigues, de nouveaux dangers pour servir la patrie. De son côté, la jeunesse sicilienne, répondant de toutes parts à l'appel du Dictateur, accourait s'enrôler sous les drapeaux de l'indépendance. Palerme, seule, fournissait plus de six mille volontaires. Des enfants de treize et quatorze ans suppliaient qu'on les acceptât. Les immenses bâtiments d'anciens monastères suffisaient à peine à abriter provisoirement toutes ces recrues, que l'intendant-général de l'armée, colonel Acerbi, travaillait activement, avec le capitaine Nievo et le lieutenant Bozzetti, à vêtir et à armer.

Ce fut le 19 juin, dans la matinée, que les derniers corps napolitains, 8,000 hommes en tout, évacuèrent Palerme. J'assistais à leur embarquement, me rappelant, non sans émotion, le triste jour où, onze ans auparavant, le 15 mai 1849, je quittais avec

mes braves compagnons d'armes la capitale de la Sicile, devant l'entrée triomphante de Filangieri. — Singulier retour des choses humaines ! — Les soldats paraissaient impressionnés. Pendant ces longs jours de la trève, ils s'étaient trouvés fréquemment en contact avec les volontaires garibaldiens, et l'héroïsme de ces jeunes gens, leurs chaleureuses exhortations, les mots de patrie commune, d'indépendance nationale, n'avaient pas laissé que d'agir sur ces natures incultes. — Bon nombre avaient passé du côté des Siciliens, et beaucoup d'autres étaient indécis. Les jeunes officiers surtout laissaient voir presque ouvertement leurs regrets de ne pas suivre une aussi noble cause, un aussi illustre chef. — Ils avaient tous profité de tous les prétextes imaginables pour pénétrer en ville, afin de pouvoir contempler les traits de Garibaldi, et en parlant avec ceux de son état-major, ils ne tarissaient pas sur son génie, son courage et sa générosité. — Ces détails étaient connus des chasseurs des Alpes ; comme l'embarquement tirait à sa fin, apercevant une certaine hésitation parmi le dernier bataillon, encore à terre, un détachement d'entre eux qui se trouvait là se mit à applaudir, en criant : « A nous ! à nous ! tournez, camarades ! » — Les Napolitains se regardèrent et firent un mouvement ; une seconde de plus, et ils répondaient à l'appel. Mais un groupe d'officiers d'état-major, se jetant au devant d'eux, l'épée nue,

frappa les plus avancés, et, au commandement de : Embarque ! embarque ! les poussa vers le quai. — La discipline l'emporta sur le cri du cœur.

A midi précis, le général Lanza consignait aux représentants de Garibaldi le fort du Môle, dernier point encore occupé, et, quittant le dernier le sol sicilien, montait à bord d'une frégate. — Dans la journée, un décret du gouvernement ordonnait l'immédiate construction du fort Castellamare, et, dès le lendemain, la population entière, prêtres et moines en tête, se levait en masse pour renverser de ses propres mains ces remparts élevés par la tyrannie étrangère contre la capitale de la Sicile.

XI.

MOUVEMENT DES PROVINCES. — RETOUR DES PROSCRITS.

Pendant que la capitale voyait s'accomplir tous ces mémorables événements, les provinces ne restaient pas inactives, et partout où elles le pouvaient, les populations prenaient les armes et se rendaient libres. Une des principales cités de l'île, Catane, donna l'exemple avec un rare courage.

Aussitôt la nouvelle reçue de l'heureuse entrée de Garibaldi dans Palerme, les Catanais décidèrent de se soulever. Le temps pressait. Au général Clary, commandant la ville avec un millier de soldats, accourrait en hâte se joindre, à la tête d'un corps de 3,000 hommes, le général Afan de Rivera, chassé de Caltanisetta. Cette colonne avait commis sur sa route d'horribles dévastations. — Ce fut le 31 mai au matin, avant l'arrivée d'Afan de Rivera, que la population de Catane, commandée par M. Joseph Poulet,

ancien colonel de 1848, ainsi que par M. Michel Caudullo, et soutenue des *Squadre* venues du dehors, se souleva et attaqua les royaux. La lutte, dans laquelle intervint vainement le corps d'Afan de Rivera, dura quatre jours entiers. — Comme à Palerme, le principal moyen de combat des Napolitains fut l'incendie allumé dans les plus beaux quartiers de la ville. Les maisons de Catane, heureusement, sont bâties en lave et voûtées au rez-de-chaussée; le feu ne put donc faire que peu de ravages. — Le général Clary avait donné l'ordre du pillage et du massacre, et les soldats s'en acquittèrent avec leur empressement accoutumé. — Battus à plate couture, mais chargés de butin, dans la journée du 3 juin, ils partirent pour Messine, continuant à voler et à détruire le long de la route. — Le général Clary vidait les caisses publiques, frappait les communes de contributions en argent; et aussitôt arrivé à Messine, il envoyait porter chez les banquiers Walser et C[e] une somme de 28,432 ducats, dont il en prenait traite à son nom sur Naples. — C'était sa part personnelle du butin.

Outre le colonel Poulet, blessé pendant l'action, et M. Michel Caudullo, les principaux chefs des combattants catanais étaient le marquis de Casalotto, MM. de Angelis, Mangialardo, Michel-Ange Suzanna, Mazza, Biondi, et Frédéric Gravina, tous personnages de distinction et vénérés de leurs concitoyens.

Trapani, dont un premier mouvement insurrectionnel avait été durement réprimé au mois d'avril, était abandonné le 4 juin par les royaux, effrayés par l'attitude hostile de la population. Déjà, la veille, les compagnies de garde à l'île voisine de la Favignana, où se trouve le fameux bagne du fort Sainte-Catherine, l'avaient évacuée, et les détenus politiques avaient été mis en liberté. Parmi eux se trouvait le jeune et intrépide Nicotera, rendu célèbre par l'expédition de Pisacane sur les côtes de Naples, et le procès devant la cour de Salerne. — Condamné à la détention perpétuelle et amené au bagne de la Favignana, il y avait subi d'affreux traitements. Pendant les premiers six mois de son séjour, son cachot était un souterrain sans lumière et duquel on retirait jusqu'à *deux cents seaux d'eau* les jours de pluie ; et *deux sous de pain* composaient sa ration alimentaire quotidienne. — De quelle horreur n'ai-je pas frémi vingt fois en entendant raconter à ce noble martyr tous les abominables détails de cette prison ! — Les bagnes de l'Autriche, le Spielberg, ne sont rien auprès du monstrueux régime que le gouvernement napolitain infligeait à ses condamnés politiques. — Délivré enfin par le départ des royaux, Nicotera s'empressa de courir le jour même à Trapani. Sous les yeux de la garnison qui n'était point encore partie, il y organisa un comité, une garde nationale, d'accord avec Henri Fardella, et la nouvelle auto-

rité se mit aussitôt en rapport avec le gouvernement de Palerme.

Peu à peu, l'île devenait libre de cette sorte, et lors de l'évacuation totale de Palerme par les troupes de Lanza, il ne restait plus aux Napolitains que quatre places fortes où ils tinssent encore, mais sur un perpétuel qui-vive : Augusta, Syracuse, Melazzo et Messine. — Les habitants de ces villes avaient presque tous émigré. — A Messine, particulièrement, sur cent mille âmes de population, à peine restait-il dix mille malheureux que le manque absolu de ressources empêchait de partir. Les maisons et les boutiques étaient fermées, les fenêtres clouées, les rues changées en véritable désert. La ville se trouvait démeublée, chacun ayant emporté tout ce qui était susceptible de transport, sous la menace perpétuelle du bombardement et du pillage. — La pièce officielle que voici édifiera suffisamment sur la conduite des Napolitains envers cette malheureuse cité, dès le début de la révolution :

Protestation du Corps consulaire de Messine.

« Messine, 13 avril 1860.

« Monsieur le général,

« De graves excès ont été perpétrés, la nuit dernière *encore*, dans la ville de Messine, contrairement aux espérances que nous avaient inspirées les assurances que vous avez bien voulu nous donner, dans le but de rétablir la paix et la confiance et de ramener dans la ville la population, qui s'est sauvée presque tout entière.

« Des personnes inoffensives, un vieillard même, sont tombées victimes

d'une agression non motivée. Des sujets étrangers, des Anglais et d'autres, ont été l'objet des plus mauvais traitements, et on a tremblé pour leur vie.

« Étant restée inoffensive, n'ayant commis jusqu'à présent aucun acte de rébellion réelle, la population de Messine tout entière a le droit de demander que l'on respecte son repos, ses femmes, ses enfants, ses propriétés.

« Cependant la terreur est plus grande que jamais, et nous éprouvons le besoin, pour rassurer nos nationaux, de formuler ici les promesses que vous nous avez faites.

« Vous avez bien voulu nous promettre, sur votre parole d'honneur, dont nous n'avons jamais douté ni ne douterons jamais, que la citadelle et les forts ne tireraient pas sur la ville; que *dans aucun cas* les soldats ne violeraient les maisons; que la ville ne serait plus troublée, la nuit, par ces fusillades et canonnades interminables qui depuis plusieurs jours ne laissent à la population aucun instant de repos; enfin que si des agressions avaient lieu aux barrières, — car ces agressions sont impossibles dans l'intérieur de la ville, — on ne répondrait plus par les feux de pelotons et les canonnades, mais que l'on chercherait à s'emparer des assaillants par d'autres moyens, que les forces considérables dont vous disposez rendent faciles à employer.

« Voilà, monsieur le général, les promesses que vous nous avez faites, et vous nous permettrez de vous les rappeler ici, pour leur donner un caractère d'authenticité. Ces promesses nous mettent à même d'entrer dans vos vues et de rassurer nos nationaux en même temps que toute la population de la ville.

« Nous vous prions de vouloir nous accuser réception de ce document en la personne de l'un de nous.

« Veuillez agréer, etc.

A Monsieur le maréchal-de-camp P. Russo, *commandant en chef de la province de Messine.*

(*Suivent les signatures.*)

Cette énergique protestation était due à l'intervention active du digne consul de France, l'excellent M. Boulard. — Ce fut incontestablement à sa seule attitude courageuse et résolue que non-seulement les résidents français, mais tous les habitants de Messine durent, à plusieurs reprises, le salut de leurs personnes et de leurs biens. — On est heureux

de rencontrer de temps à autre, comme contraste avec la conduite de certains de nos agents à l'étranger, si peu soucieux des intérêts des nationaux, si hautainement indifférents à leurs griefs, un beau caractère comme celui de M. Boulard.

Le général Russo avait donné une garde de sûreté à chacun des consuls étrangers. — Le poste du consulat de France était composé de soldats calabrais. M. Boulard ayant à son service des domestiques de la même province, les fit causer avec ces hommes pour connaître leurs dispositions. — Ils s'attendaient au pillage prochain de Messine et ils en parlaient avec une joie naïve, comme d'une bonté de leurs chefs envers eux. Des idées de famille se mêlaient bizarrement à cette perspective de vols et de massacres. — « Que voulez-vous? disaient ces soldats, nous avons là-bas, dans la montagne, une vieille mère qui est bien pauvre, une petite sœur à établir. Si le roi nous DONNE l'argent de ces REBELLES DE SICILIENS, c'est du bien qui tombe du ciel pour toute la maison! »

En même temps qu'ils assuraient la libération successive de toute la Sicile, les merveilleux succès de Garibaldi rouvraient les portes de la patrie à la foule des exilés qui n'avaient pu prendre part à l'expédition. — Ces nobles martyrs de la cause natio-

nale rentraient en hâte pour jouir du bonheur de leur peuple et travailler à la réorganisation du pays. Les plus illustres étaient le marquis de Roccaforte; le marquis de Torrearsa, ancien président du conseil en 1848; Michel Amari, le célèbre historien, écrivain national, diplomate, savant de renommée européenne; le comte Manzone; M. Philippe Cordova, ancien député, ministre des finances en 1848, un des chefs les plus honorés de l'émigration à Turin; le très-savant et dévoué Emeric Amari, frère du comte Amari, nommé envoyé de Sicile en Piémont; M. Vincent Errante, ex-député; M. Interdonato, publiciste remarquable et courageux; le professeur Salvator Chindemi, secrétaire du Parlement de 1848; M. Mario Landolina; M. Michel Bertolami, ex-député; M. Jean d'Ondès-Reggio et son frère André, tous deux vaillants champions de la longue lutte contre le despotisme napolitain; M. Bertrani-Vito, littérateur de talent, ex-député; le baron Cusa; le marquis de Castillo; le prince de Niscemi père; M. Alphonse Scalia, ex-major d'artillerie, brave et sympathique gentilhomme. — J'en passe forcément et d'aussi considérables encore; mais ces quelques indications peuvent donner une idée des milliers d'éminents citoyens qu'un abject gouvernement forçait à vivre à l'étranger, en privant le pays de leurs lumières.

Un nom cher à tous les Siciliens a ouvert la liste,

celui du marquis de Roccaforte, gentilhomme de haut rang, pair héréditaire de Sicile. — Lorenzo de Roccaforte est, plus que tout cela, une de ces rares natures douées de toutes les qualités, sans mélange de rien d'inférieur. — Maire de Palerme en 1848 et 1849, il avait laissé de si excellents souvenirs de son administration, que le bruit de son retour excita une joie universelle parmi toutes les classes de la capitale. — Le marquis, qui n'avait voulu profiter d'aucune des amnisties offertes dans ces dernières années par le roi de Naples, vivait à Paris, où ses relations personnelles ainsi que sa haute intelligence lui permettaient de servir encore la cause de ses concitoyens, et de préparer les sympathies nécessaires pour leur futur affranchissement. — Quiconque l'a vu à l'œuvre, sait quelle reconnaissance il a mérité, non-seulement de la Sicile, mais encore de tous les Italiens qui veulent l'indépendance et l'unité nationales.

XII.

EXPÉDITION DE MELAZZO. — ENTRÉE A MESSINE.

La nouvelle de l'heureux débarquement de Garibaldi avait remué l'Italie tout entière; celle de la victoire si complète de Palerme porta l'enthousiasme jusqu'au délire. — Des colonnes de volontaires accouraient de toutes parts à Gênes pour rejoindre l'illustre chef, dont la mission, ainsi qu'il le disait lui-même, ne faisait que commencer. — Des souscriptions populaires organisées dans chaque ville, dans chaque hameau, produisaient des millions pour venir en aide au nouveau gouvernement de la Sicile (1). — Le comité laissé à Gênes, sous la direc-

(1) On a souvent contesté les efforts de l'Italie pour la cause de sa délivrance. — Voici, à cet égard, un tableau d'une éloquence incontestable. — Il faut remarquer qu'il s'agit ici des souscriptions individuelles reçues par une seule société :

D'après le *Corriere mercantile*, la Société nationale italienne avait encaissé, à la fin de juin, pour secours à Garibaldi, la somme de 7,295,279 fr.

tion de l'actif Bertani, s'employait avec une incomparable ardeur à la centralisation et au départ de toutes ces ressources. — Bientôt les expéditions partielles se trouvaient en mesure de quitter le continent, et, bravant à leur tour la surveillance des bâtiments napolitains, elles amenaient en Sicile, avec les braves colonels Médici et Malenchini, plusieurs milliers d'hommes parfaitement armés et exercés. — En même temps, l'infatigable major Siccoli apportait au général des cargaisons d'armes et de munitions.

Tous ces secours arrivaient à Palerme au lende-

fournie seulement par les provinces italiennes. Voici la répartition pou chaque province :

Province	d'Alexandrie	L.	30,000
—	Bergame		1,120,600
—	Brescia		58,000
—	Cagliari		1,000
—	Como		257,000
—	Cremone		906,774
—	Gênes		1,500
—	Milan		4,740,705
—	Nice		10,000
—	Sassari		1,000
—	Sondrio		100,000
—	Turin		100
—	Bologne		300
—	Ferrare		3,000
—	Forli		18,500
—	Modène		6,000
—	Parme		19,300
—	Piacenza		500
—	Reggio		21,000
	Total général		7,295,279

main du départ de Lanza, entre le 20 et le 25 juin. — En homme qui connaît le prix du temps, Garibaldi faisait aussitôt partir les nouvelles troupes, avec une partie des chasseurs des Alpes, dans la direction de Messine, afin de compléter sans retard l'affranchissement de l'île et de pouvoir passer ensuite à d'autres événements. — La conduite de ces colonnes était confiée d'abord au brave Türr, créé général de brigade ; mais une indisposition grave, suite de ses anciennes blessures, forçait ce dévoué lieutenant de Garibaldi à revenir à Palerme. Le colonel Médici, promu également général, prenait sa place et ouvrait la campagne par cette proclamation :

« Siciliens,

« La cause de la liberté et de l'indépendance, cause commune à tous, vous réunit. Vous les premiers et les seuls avez commencé la lutte contre l'oppresseur ; vous avez vaillamment combattu, vous avez vaincu. Vos armes sont bénies. Nous, volontaires des combats qui ont illustré les champs de la Lombardie, nous accourons au milieu de vous, appelés par notre devoir. Nous avons déjà combattu ensemble, nous combattrons encore et nous vaincrons encore, parce que nous sommes unis. Valeureux jeunes gens, faites-vous volontaires pour la défense de la patrie et de la liberté, comme nous le sommes. Garibaldi, notre chef suprême, m'appelle parmi vous ; son nom seul est notre programme, et il est la garantie de tous. Quelques-uns de mes officiers sont, de concert avec vos autorités municipales, chargés de vous enrôler. Nous serons tous soldats jusqu'à la fin de la guerre. Accourez en grand nombre, venez grossir les rangs de mon armée, je serai fier de vous commander. Nous rendrons entièrement libre cette antique et glorieuse terre qui vous a vus naître. Animés d'un seul principe, nous consacrerons aujourd'hui le pacte de solidarité au pied de l'Etna, nous le renouvellerons au pied du lion de Saint-Marc pour briser les fers de l'étranger qui l'enchaînent, et nous verrons flotter sur la capitale le glorieux drapeau tricolore.

« *Le commandant général de la province de Messine*,

« Général MÉDICI. »

Trois semaines après son départ de Palerme, l'armée expéditionnaire se trouvait aux prises avec les Napolitains. — Garibaldi courait la rejoindre, et alors avaient lieu les splendides journées de Melazzo, la prise de cette forteresse, et l'entrée des troupes nationales dans Messine, enfin délivrée. — Sur toute cette seconde partie de la campagne de Sicile, je crois ne pouvoir mieux faire que de laisser la parole à un témoin oculaire, au plus merveilleux conteur des temps modernes, à notre maître à tous, mon illustre ami Alexandre Dumas :

LA BATAILLE DE MELAZZO.

Lettre de M. Alexandre Dumas au général Carini, commandant la cavalerie en Sicile.

« Melazzo, samedi 21 juillet au soir.

« Mon cher Carini,

« Grand combat ! grande victoire ! — 7,000 *Napolitains* ont fui devant 2,500 *Italiens !*

« J'ai pensé que cette bonne nouvelle serait un baume pour votre blessure, et je vous écris sous le canon même du château, qui fait feu fort maladroitement, rendons-lui cette justice, sur la *Ville-d'Edimbourg* et sur votre très humble servante l'*Emma*.

« Pendant que Bosco brûle sa poudre, nous avons le temps de causer. — Causons.

« J'étais à Catane, quand j'ai appris vaguement qu'une colonne napolitaine était partie de Messine et allait au devant de Medici. J'ai envoyé à l'instant un messager au consul français de Messine, lequel m'a répondu que la nouvelle était exacte.

« Nous avons levé l'ancre à l'instant même, espérant arriver à Melazzo pour voir le combat.

« Le surlendemain, en effet, au moment où nous entrions dans le golfe Oriental, le combat venait de commencer.

« Voici ce qui se passait. Vous pouvez croire à l'exactitude des faits, puisque les faits s'accomplissaient sous nos yeux.

« Le général Garibaldi, parti le 18 de Palerme, était arrivé le 19 au camp de Miri ; depuis deux jours déjà des combats partiels avaient eu lieu.

« A peine arrivé, il avait passé en revue les troupes de Medici, qui l'avaient accueilli avec enthousiasme.

« Le lendemain, à l'aube du jour, toutes les troupes étaient en mouvement pour attaquer les Napolitains sortis du fort et du village de Melazzo qu'ils occupaient.

« Malenchini commandait l'extrême gauche, le général Medici et Cosentz le centre ; la droite, composée simplement de quelques compagnies, n'avait pour but que de couvrir le centre et l'aile gauche d'une surprise.

« Le général Garibaldi se plaça au centre, c'est-à-dire à l'endroit où il jugeait que l'action serait la plus vive. Le feu commença sur la gauche, à moitié chemin de Miri à Melazzo.

« On rencontrait les avant-postes napolitains cachés dans les roseaux.

« Après un quart d'heure de fusillade sur la gauche, le centre à son tour s'est trouvé en face de la ligne napolitaine, et l'a attaquée et délogée de sa première position.

« La droite, pendant ce temps, chassait les Napolitains des maisons qu'ils occupaient.

« Mais les difficultés du terrain empêchaient les renforts d'arriver. Bosco poussa une masse de 6,000 hommes contre les cinq ou six cents assaillants qui l'avaient forcé de reculer, et qui, accablés par le nombre, avaient été forcés de reculer à leur tour.

« Le général envoya aussitôt prendre des renforts. Les renforts arrivés, on attaqua de nouveau l'ènnemi caché dans les roseaux et abrité derrière des figuiers d'Inde.

« C'était un grand désavantage pour les Italiens, qui ne pouvaient attaquer à la baïonnette.

« Medici, en marchant à la tête de ses hommes, avait eu son cheval tué sous lui. Cosentz avait reçu une balle morte dans le cou et était tombé ; on le croyait blessé mortellement, lorsqu'il se releva en

criant : *Vive l'Italie !* La blessure n'était que légère.

« Le général Garibaldi se mit alors à la tête des carabiniers génois avec quelques guides et Misori. Son intention était de déborder les Napolitains et de les attaquer de flanc, en coupant ainsi la retraite à une partie d'entre eux ; mais on trouva sur la route une batterie de canon qui s'opposa à cette manœuvre.

« Misori et le capitaine Statella poussèrent alors sur la route avec une cinquantaine d'hommes ; le général Garibaldi se mit à leur tête et dirigea la charge. A vingt pas, le canon, chargé à mitraille, fit feu.

« L'effet fut terrible ; cinq ou six hommes seulement restèrent debout. Le général Garibaldi eut la *semelle* de sa botte et son *étrier* emportés ; son cheval, blessé, devint indomptable, et il fut forcé de l'abandonner en y laissant son revolver. Le major Breda et son trompette étaient tués à ses côtés ; Misori tombait sous son cheval, frappé par un biscaïen ; Statella restait debout au milieu d'un ouragan de mitraille ; tous les autres étaient morts ou blessés.

« Ici les détails disparaissent dans l'ensemble ; tout le monde se bat, et se bat bien.

« Le général voyant alors l'impossibilité de prendre le canon qui avait fait tout ce ravage de front,

envoie prendre quelques compagnies au colonel Donon, se jette avec elles à travers les roseaux, en recommandant à Misori et à Statella, les roseaux franchis, de sauter par dessus le mur qu'ils devaient trouver devant eux, et comme, le mur franchi, ils devaient se trouver à peu de distance de la pièce de canon, de s'élancer sur elle.

« Le mouvement fut exécuté par les deux officiers et par une cinquantaine d'hommes qui les suivaient avec beaucoup d'ensemble et d'élan; mais lorsqu'ils arrivèrent sur la route, la première personne qu'ils y trouvèrent était le général Garibaldi, à pied et le sabre à la main.

« En ce moment, le canon fait feu, tue quelques hommes; les autres s'élancent sur la pièce, s'en emparent et l'entraînent du côté des Italiens.

Alors l'infanterie napolitaine s'ouvre et donne passage à une charge de cavalerie qui s'élance pour reprendre la pièce. Les hommes du colonel Donon, peu habitués au feu, se jettent des deux côtés de la route au lieu de soutenir la charge à la baïonnette; mais, à gauche, ils sont retenus par les figuiers d'Inde, à droite par un mur. La cavalerie passe comme un tourbillon. Des deux côtés alors, les Siciliens font feu; leur terreur d'un instant a disparu.

« Fusillé à droite et à gauche, l'officier napolitain s'arrête et veut retourner en arrière; mais alors, au milieu de la route, il trouve, lui barrant le passage,

le général Garibaldi, Misori, Statella et cinq ou six hommes. Le général saute à la bride du cheval de l'officier, en lui criant : Rendez-vous ! l'officier, pour toute réponse, lui porte avec son sabre un coup d'élite ; le général Garibaldi le pare, et d'un coup de revers lui ouvre la joue ; l'officier tombe ; trois ou quatre sabres sont levés sur le général, qui blesse un de ses assaillants d'un coup de pointe ; Misori en tue deux autres et le cheval d'un troisième de trois coups de revolver ; Statella frappe de son côté, et un homme tombe ; un soldat démonté saute à la gorge de Misori, qui lui casse à bout portant la tête d'un quatrième coup de revolver. Pendant cette lutte de géants, le général Garibaldi a rallié les hommes éparpillés. Il charge avec eux, et, tandis qu'on extermine ou qu'on fait prisonniers les cinquante cavaliers, depuis le premier jusqu'au dernier, il joint enfin, secondé par le reste du centre, les Napolitains, les Bavarois, les Suisses, à la baïonnette. Les Napolitains fuient, les Suisses et les Bavarois tiennent un instant, mais fuient à leur tour : la journée est décidée ; la victoire n'est pas encore, mais sera aux héros d'Italie.

« Toute l'armée napolitaine se met en retraite sur Melazzo. On arrive en la poursuivant jusqu'aux premières maisons ; là, les canons du fort se mêlent au combat.

« Vous connaissez la situation de Melazzo, bâti à

cheval sur une presqu'île. Le combat, qui avait commencé dans le golfe Oriental, avait peu à peu tourné au golfe Occidental; dans le golfe était la frégate le *Tukéri*, l'ancien *Véloce*. Le général Garibaldi se souvient qu'il a commencé par être marin : il s'élance sur le pont du *Tukéri*, monte dans les vergues, et de là domine le combat.

« Une troupe de cavalerie et d'infanterie napolitaine sortait du fort pour porter secours aux royaux; il fait pointer une pièce de soixante sur cette troupe, et, à quart de portée, lui crache une grêle de mitraille; les Napolitains n'attendent pas un second coup et fuient.

« Alors une lutte s'engage entre le fort et le bâtiment. Quand le général Garibaldi voit qu'il est parvenu à attirer sur lui le feu du fort, il saute dans une chaloupe avec une vingtaine d'hommes, se fait débarquer et se jette dans la fusillade de Melazzo.

« La fusillade dure une heure encore, après quoi les Napolitains, repoussés de maisons en maisons, rentrent au château.

« J'avais assisté à tout le combat du pont de la goëlette. J'avais hâte d'aller embrasser le vainqueur. La nuit venait, je me fais débarquer à mon tour, et au milieu des derniers coups de fusil nous entrons à Melazzo.

« Il est difficile de se faire une idée du désordre et de la terreur qui règnent dans la ville. Les

blessés et les morts étaient couchés dans les rues. La maison du consul français était encombrée de mourants; le général Cosentz y était au milieu des autres blessés.

« Nul ne pouvait me dire où étaient Medici et Garibaldi. Au milieu d'un groupe d'officiers je reconnus le major Cenni, qui se chargea de me conduire au général. Nous arrivâmes au bord de la mer, suivîmes la marine et trouvâmes le général sous le porche de l'église, avec son état-major couché autour de lui.

« Il était étendu sur la dalle, la tête appuyée sur sa selle, écrasé de fatigue. Il dormait.

« Près de lui était son souper : un morceau de pain, une cruche d'eau.

« Mon cher Carini, je venais de vieillir de 2,500 ans; j'étais en face de Cincinnatus.

« Dieu vous le garde, mes chers Siciliens. Si vous le perdiez, le monde entier ne vous en donnerait pas un autre.

« J'ai encore bien des choses à vous dire, mais je vous les dirai de vive voix. Le général vient de rouvrir les yeux : il m'a reconnu et me garde demain toute la journée.

« A vous de cœur.

« ALEXANDRE DUMAS. »

REDDITION DU FORT DE MELAZZO. — PRISE DE MESSINE.

« Mon cher Carini,

« A peine arrivé à Messine, j'accomplis la promesse que je vous ai faite : je vous donne des détails sur la relation du fort de Melazzo et sur la prise de Messine.

« Nous avons fait notre traversée en trente heures. En arrivant à Melazzo, il faisait nuit noire. Nous envoyâmes notre canot demander des nouvelles de Garibaldi. Il était parti depuis deux jours pour Messine.

« Cet envoi de notre canot nous fit perdre deux heures, pendant lesquelles le calme se fit.

« Vers deux heures du matin, nous gouvernions à peine quand nous vîmes apparaître à la pointe du cap de Rasocolmo les fanaux d'un bateau à vapeur.

« Le timonnier le signala au second, et, comme un abordage ne semblait pas devoir être à craindre dans l'immense golfe de Melazzo, on ne s'occupa plus du bateau à vapeur.

« Nous marchions lentement, nos deux fanaux allumés : la nuit était sombre.

« Tout à coup une masse noire, enveloppée d'un nuage de fumée, nous apparaît à une cinquantaine de mètres, dans un demi-cercle autour de

nous, en passant à notre avant, puis vire de bord et revient droit sur nous par le travers de tribord.

« — Le bateau à vapeur ! le bateau à vapeur ! cria le matelot de quart.

« — Lofez ! lofez ! cria le second à son tour.

« La manœuvre s'exécuta ; mais, avant qu'elle fût accomplie, le vapeur était sur nous.

« Ce qui se passa en cet instant, mon cher Carini, est indescriptible.

« La goëlette fut soulevée comme une plume, un craquement se fit entendre. J'étais couché sur le pont. Le timonnier fut renversé, le second jeté à cinq ou six pieds en l'air, notre vergue forte brisée, notre gui de baume plié comme un roseau, notre grande voile déchirée, l'arrière de la goëlette plongea dans la mer et se releva ruisselant. Le bateau à vapeur crut nous avoir coulés et continua son chemin.

« C'était une petite plaisanterie napolitaine. Notre goëlette avait été reconnue pour avoir pris part à l'affaire de Melazzo ; on voulait tout simplement nous couler.

« Nous fûmes jusqu'au jour à réparer nos avaries ; beaucoup de choses étaient brisées à bord, mais rien d'essentiel, rien de vital. Notre voile de cape remplaça notre grande voile. Nous avions des focs et des fortunes en double.

« Le calme continuait ; ce ne fut que vers midi

qu'une légère brise et le courant nous portèrent vers le détroit.

« En arrivant au phare, un beau spectacle frappa nos yeux : une batterie de trois pièces de canon s'élevait, et je comptai cent soixante-huit bateaux tout prêts, pouvant contenir chacun vingt hommes. Ce sont des bateaux de débarquement ; le nombre doit en être quadruple.

« Au fur et à mesure que nous approchions de Messine, nous pouvions voir les sentinelles napolitaines se promener au haut des remparts du fort de la mer ; sur l'espèce de plaine qui, derrière la citadelle, s'étend à fleur d'eau, on voyait manœuvrer des troupes à pied et à cheval.

« Les Napolitains, vous le savez, manœuvrent à merveille. Ils ont si bien manœuvré qu'ils en sont arrivés à se renfermer dans la citadelle de Messine et dans celle de Syracuse.

« Arrivés à Messine, notre première visite fut pour Garibaldi.

« Voici les nouvelles données, non point par lui, mais vous pouvez les tenir pour aussi officielles que si elles étaient données par lui.

« Le lendemain de notre départ de Melazzo, le *Protis*, vapeur à hélice français, capitaine Salvi, mouillait sur rade. Il portait des vivres à l'armée napolitaine. Son capitaine ignorait complétement et le combat de Melazzo et le blocus du fort.

« A l'embarcation qui vint prendre langue à son bord, il répondit qu'il était à la disposition du commandant de Melazzo, ainsi que son chargement.

« — Mais, lui répondit-on à son grand étonnement, c'est Garibaldi qui commande ici.

« Comme on le voit, la situation se compliquait.

« Le pavillon français le sauvegardait cependant, de sorte qu'il demeura en rade en attendant les événements.

« Dans la même soirée que le *Protis*, le *Charles-Martel*, grand clipper à hélice français, ainsi que la *Stella*, venaient dans les mêmes intentions et conditions que le *Protis* jeter l'ancre à Melazzo. Le matin du 23, au petit jour, la *Mouette*, aviso de l'État, commandant Boyco, venant de Naples, arrivait de son côté au mouillage. Une entrevue eut lieu immédiatement entre le général Garibaldi et le commandant Boyco.

« La position des transports français au service du roi de Naples étant parfaitement garantie, cet officier supérieur, qui avait des dépêches pour Messine, dut appareiller pour sa destination ; mais ce ne fut pas sans avoir, dans un but d'humanité, fortement engagé le capitaine du *Protis* à offrir son intervention pour tâcher d'amener entre le général Garibaldi et le commandant de la citadelle un commencement de négociation.

« La position du général Bosco était très-critique.

Sa garnison, composée de cinq mille cinq cents hommes, était entassée dans un fort, sans aucune espèce d'approvisionnements. Il devait donc à peine espérer une capitulation honorable.

« Après avoir vu le général Garibaldi et obtenu son assentiment, le capitaine du *Protis* montait à la citadelle avec un pavillon parlementaire, et était introduit, les yeux bandés, près du général Bosco.

« De prime-abord, le général Bosco se tint sur la réserve; mais, dès qu'il sut que le capitaine Salvi était Français, il devint plus communicatif et ne dissimula pas qu'il était tout prêt à entrer en arrangement, pourvu que les conditions fussent honorables pour lui et sa troupe.

« Voici, non pas le texte, mais l'ensemble de la lettre donnée par le général Garibaldi au capitaine du *Protis :*

« Le général commandant la place de Melazzo,
« dans un but d'humanité qu'il apprécie comme le
« général Garibaldi, et désirant surtout éviter une
« effusion de sang inutile, ne serait pas éloigné de
« rendre la place à des conditions honorables, pour-
« vu toutefois qu'elles fussent approuvées par son
« gouvernement. La position de la citadelle, sans
« être désespérée, est, il le reconnaît, critique; mais
« elle offre encore des ressources à un général et à
« des troupes déterminées. »

« Le général Bosco confia en outre, au comman-

dant du *Protis*, une lettre pour le roi de Naples.

« Le capitaine du *Protis* se retira alors; mais le général Bosco, l'ayant reconnu pour Français, défendit qu'on lui bandât les yeux comme à son entrée dans la place.

« Aussitôt après l'entrevue, le *Charles-Martel* et la *Stella* partirent pour Messine; le *Protis* restait au mouillage attendant l'issue de la négociation entamée.

« Cependant, le commandant de la *Mouette*, inquiet, n'avait fait que toucher à Messine et avait repris aussitôt la route de Melazzo. Il se croisait en chemin avec le *Charles-Martel* et la *Stella*, mais sans communiquer avec eux.

« Il était environ quatre heures lorsqu'il arrivait en vue de Melazzo. L'étonnement du capitaine fut grand en apercevant devant Melazzo quatre frégates napolitaines, sous vapeur, dont une battait pavillon d'amiral.

« Le champ fut ouvert à bord à toutes les suppositions.

« Les uns voyaient déjà un débarquement; d'autres un simple ravitaillement; mais tout le monde s'attendait à une canonnade quelconque. Il était aisé, à l'aide de la longue-vue, de distinguer les dispositions faites par le général Garibaldi pour résister à toute tentative d'agression.

« La générale avait été battue dans l'armée in-

dépendante ; une batterie de six pièces, établie comme par enchantement, s'élevait sur le quai, au pied de la citadelle ; une autre de deux pièces pouvait se distinguer au fond de la baie, à l'embouchure de la rivière.

« Les feux de ces deux batteries devaient se contre-battre.

« Les deux tours du sommet de la presqu'île, qui, dès le principe, étaient tombées au pouvoir du général Garibaldi, avaient aussi dirigé vers l'escadre napolitaine les quatre pièces dont elles étaient armées.

« Toutes ces dispositions belliqueuses ne devaient aboutir à rien. La frégate amirale arbora le pavillon parlementaire à son mât de misaine. La *Mouette* vint tranquillement mouiller à côté du *Protis*.

« L'escadre napolitaine portait, à ce qu'il paraît, un plénipotentiaire. A sept heures, les négociations étaient terminées, et le capitaine du *Protis* recevait l'ordre de se rendre immédiatement à Messine, pour faire rallier le *Charles-Martel*, la *Stella*, l'*Impératrice-Eugénie*, etc., en vue de l'évacuation immédiate de Melazzo.

« A deux heures du matin, la *Mouette* appareillait elle-même pour rentrer à Messine.

« Les conditions premières imposées par le général Garibaldi avaient été, dit-on, celles-ci :

« La garnison, prisonnière de guerre ; les officiers

libres de rentrer chez eux avec armes et bagages.

« Les conditions acceptées de part et d'autre ont été celles-ci :

« Les troupes se retireront avec armes et bagages, mais sans cartouches ; le matériel de la citadelle sera partagé en deux parts, moitié aux assiégeants, moitié aux assiégés.

« Maintenant, voici pour Messine :

« Le 22, les bâtiments de guerre stationnés dans le port de Messine avaient été invités par le général Clary à changer de mouillage, pour ne pas gêner les opérations défensives ou agressives de la citadelle.

« De l'évacuation des bâtiments de guerre résulta de suite un sauve-qui-peut général pour tout ce qui n'avait pas encore abandonné la ville.

« Toute cette malheureuse population se trouvait agglomérée sur les plages du détroit de Messine, partie sous des tentes en lambeaux, partie dans des bateaux de toute espèce, où les femmes et les enfants étaient entassés à ce point que dans une mahonne j'ai compté vingt-huit enfants et dix-huit femmes. La partie de la population la plus aisée avait fui dans la campagne ; la ville restait déserte et silencieuse comme un tombeau. Le silence de la cité était seulement troublé par les cris d'alerte des factionnaires napolitains et par les coups de fusil qu'ils envoyaient sans raison sur tout ce qui paraissait dans les rues.

« Le port était aussi désert que la ville, sauf quelques corvettes napolitaines prêtes à appareiller. Il ne restait dans le port que la *Mouette,* qui, forcée de faire son charbon, était amarrée à Terra-Nova. Les journées du 24 et du 25 se passèrent de la même manière.

« Cependant un combat paraissait imminent. D'après les intentions qu'avait manifestées le général Clary, on devait s'attendre à une lutte désespérée. Effectivement, les troupes napolitaines occupaient toutes les crêtes des montagnes qui entourent Messine. Artillerie, cavalerie, génie, rien ne manquait au déploiement des forces mises en avant par le général de l'armée royale. Mais c'était la montagne qui accouche d'une souris. Le 25, vers les sept heures du soir, un faible engagement avait lieu entre les avant-postes napolitains et les guerillas d'un chef de partisans nommé Interdonato, malgré la défense qui avait été faite.

« Cet engagement faisait présumer pour le lendemain une action pleine d'intérêt ; mais au lever du soleil, les Napolitains étaient rentrés en ville, les *piccioti* descendus dans les ravins, où ils séjournaient en attendant des ordres ; enfin, dans le port, l'évacuation commençait. Cette évacuation, dont les articles paraissent un problème, n'a été sans doute que la conséquence pure et simple de la capitulation de Melazzo.

« En abandonnant de justes prétentions, le général de l'armée indépendante s'était réservé les bénéfices de l'évacuation de Messine. En échange de ses prétentions premières, la garnison de Melazzo était la rançon de Messine.

« Le 26, les bâtiments de guerre rentraient dans le port. La population rassurée commençait à rentrer en ville. Plusieurs décrets rendus par le général Garibaldi assuraient la tranquillité publique : tout attentat contre la sûreté personnelle était sévèrement puni ; la garde nationale s'organisait, prenait le service des postes abandonnés par l'armée napolitaine, et tout le monde, vainqueurs et vaincus, s'embrassaient à qui mieux mieux dans la rue. La signature définitive, la trève n'a cependant eu lieu que le 28 ; les troupes royales occupant la citadelle et les troupes de Garibaldi occupant la ville s'engagent à s'abstenir de toute hostilité pendant un laps de temps quelconque, la reprise des hostilités devant être annoncée au moins quarante-huit heures d'avance.

« Alexandre Dumas. »

La nouvelle de la reddition de Messine par les Napolitains, aussitôt répandue par le télégraphe dans les campagnes et provinces environnantes, eut

pour effet de faire revenir dans cette ville la plus grande partie de la population. — Ce fut donc au milieu d'une foule joyeuse et enthousiaste que Garibaldi fit son entrée dans Messine, le soir du 29 juillet, à la tête de son vaillant état-major et au bruit des acclamations qui le saluaient sauveur de la Sicile. — Le lendemain, un *Te Deum* réunissait dans la cathédrale l'élite des citoyens, et on procédait immédiatement à la réorganisation de la municipalité et de la magistrature. — Toujours prompt, au lendemain d'une grande tâche accomplie, à rappeler à ses soldats ce qui leur reste à faire, le général dictateur adressait cet ordre du jour aux braves qui venaient de rendre à la Sicile sa seconde capitale.

« Soldats !

« Votre courage et votre dévouement à la cause de l'Italie ont triomphé de tous les obstacles. Les troupes bourbonniennes, malgré leur valeur, n'ont pu résister à votre élan et ont été contraintes de prendre la fuite.

« Mais ce que nous avons fait n'est rien en comparaison de ce qui nous reste à faire. Vos armes, triomphant de tous les ennemis qui nous restent, devront faire sentir ce qu'elles valent sous les murs de Mantoue et de Vérone.

« Que tous ceux qui ne se sentent pas dans la poitrine la force nécessaire pour résister aux souffrances qui viendront à notre rencontre, retournent dans leurs foyers. Mais je suis sûr que nul d'entre vous n'abandonnera mon drapeau, qui est celui de l'Italie. »

Bientôt après, et pour redoubler l'ardeur de la population, Garibaldi adressait aux femmes de l'île une exhortation où son âme se peint tout entière.

Aux femmes siciliennes,

« La liberté, le don le plus précieux que la Providence ait fait aux « peuples, fut acquise à la Sicile grâce à la mâle résolution des Siciliens « et à l'aide généreuse de leurs frères du continent ; la liberté, difficile « à acquérir, est plus difficile à conserver, et l'Italie entière, pendant de « longs siècles, en a trop souvent donné la triste preuve.

« La Sicile est un pays tel, qu'il n'a pas besoin de recourir aux his- « toires étrangères pour trouver des exemples de tous genres des vertus « citoyennes, et les femmes y ont montré de tout temps un courage à « étonner le monde.

« Des femmes de Syracuse, qui coupaient les tresses de leurs cheveux « pour en faire des cordages aux temps des Romains, à celles de Mes- « sine qui excitaient les leurs à assaillir les bombardateurs, nombreux « sont les actes de valeur de ce sexe dans cette île. Les Vêpres, fait uni- « que dans l'histoire des nations, ont vu aussi aux côtés des combattants « de l'indépendance nationale les belles insulaires.

« Moi (et c'est avec émotion que je le rappelle), annonçant du haut « du palais de Palerme à ce peuple généreux les humiliantes prétentions « du dominateur, j'entendis un frémissement, répété par les femmes qui « couronnaient les balcons, à faire pâlir une armée entière, et ce fré- « missement fut la sentence de mort de la tyrannie.

« La Sicile est libre, c'est vrai, une seule citadelle reste au pouvoir « de l'ennemi ; mais voici onze ans, la valeur sicilienne obtint le même « résultat, et pourtant cette terre libre, pour n'avoir pas voulu faire un « dernier effort, fut rejetée dans le servage, foulée de nouveau par des « pieds mercenaires et réduite à des conditions plus misérables qu'avant « la glorieuse révolution.

« Femmes gracieuses et chères de la Sicile, entendez la voix de « l'homme qui aime sincèrement votre beau pays, auquel il est lié par « l'affection de sa vie entière. Il ne vous demande rien pour lui, rien « pour les autres ; mais, pour la patrie commune, il demande votre puis- « sant concours. Appelez aux armes les habitants de cette île ; faites « honte à ceux qui se cachent dans le giron de la mère ou de l'amante.

« La Cairoli, de Pavie, très-riche, très - aimée, très - noble dame, « avait quatre fils : un mort à Varèse, sur le cadavre d'un Autrichien « qu'il avait tué. L'aîné, Benedetto, vous l'avez à Palerme gisant encore « des blessures reçues à Calatafimi et à Palerme ; le troisième, Enrico, « vit avec le crâne ouvert dans les mêmes combats, et le quatrième fait « partie de cette même armée, envoyé ici par cette mère incomparable. « Femmes ! donnez vos fils, vos amants ! En petit nombre... la lutte sera « longue, douteuse et pleine de périls pour tous ! Nombreux... nous « vaincrons par la puissance, sans batailles... Bientôt vous verrez réali- « sées les espérances de vingt générations d'Italiens !... et je vous ren- « drai vos chers, le visage bronzé par les champs de bataille... le front « couronné de l'auréole de la victoire, et bénis de ces mêmes populations « souffrantes et asservies qui ont envoyé leurs fils au rachat de votre terre.»

Au moment où j'écris ces lignes, l'Europe tout entière est attachée aux pas du héros. Il a quitté la Sicile avec une partie de ses braves. Il est allé poursuivre sur le continent même le complément de sa grande idée. Avant de se séparer de ce peuple qui lui doit tant, il a voulu lui laisser quelques paroles d'adieu, sous la forme d'une allocution à la garde nationale de Messine :

« Je suis appelé ailleurs et je dois m'éloigner de vous, ô Siciliens ! Il est temps aujourd'hui que la Sicile pense sérieusement et vigoureusement à sa propre défense. — Oui, vous devez désormais vous défendre vous-même contre quiconque vous attaquerait. — J'ai fait pour vous autant qu'il m'était possible. — Aujourd'hui, l'Italie veut que je me rendre autre part. — La diplomatie n'a pu m'arrêter, et je ne transigerai absolument pas avec elle. »

XIII.

LES TENDANCES DE LA SICILE, ET LA CONDUITE DU GOUVERNEMENT DICTATORIAL.

De tous les événements qui précèdent, il doit évidemment résulter pour le lecteur une conviction: c'est que le mouvement qui a poussé la Sicile dans l'unité nationale, sous la couronne du roi Victor-Emmanuel, est aussi unanime qu'irrésistible. — Les adresses spontanément envoyées au dictateur, par les comités municipaux de toutes les villes et bourgade de l'île, et signées les noms des plus considérables, sont encore à cet égard un témoignage concluant. — Le *Journal officiel* les a reproduites par centaines; toutes commencent ainsi : Au général Garibaldi, dictateur de la Sicile au nom de S. M. Victor-Emmanuel, roi d'Italie ; — La volonté impérative de faire partie de la monarchie italienne y est clairement exprimée. — Et il n'est pas jus-

qu'aux femmes elles-mêmes qui ne tiennent à manifester leurs sentiments dans cette question si vitale. — Voici un document qui en dit assez à ce sujet :

« Monsieur le dictateur,

« Les dames d'Aci, voulant suivre les beaux exemples de patriotisme donnés aux Italiennes par les femmes de la haute Italie et de l'Italie centrale, ont résolu de réunir et de vous envoyer, monsieur le dictateur, la somme de 1,200 ducats (*environ* 6,000 *fr.*) qu'elles destinaient à l'achat de leurs toilettes d'été.

« O vous, que Dieu semble avoir choisi pour la délivrance du genre humain, recevez ce modeste don, qui doit servir à se procurer des fusils pour chasser le despotisme, pour constituer une seule et puissante monarchie constitutionnelle, dont le chef sera Victor-Emmanuel, le roi soldat, le roi galant homme, le libérateur de l'Italie, et pour accomplir enfin l'annexion, A LAQUELLE LES FEMMES DE SICILE DONNERONT UNANIMEMENT LEURS SUFFRAGES.

« *La commission* : Baronne Pennisi ; baronne Agrippina Nicolosi ; baronne Carmela Cali ; Annetta Modo-Rossi ; Carolina-Scudiero Figuera ; Angelina-Scudiero Badala ; Raimonda-Scudiero Platania.

« Aci, le 25 juin 1860. »

En même temps que ces solennelles manifestations des provinces, le conseil municipal de Palerme présentait à Garibaldi l'expression des désirs de la capitale elle-même dans le discours suivant :

« Général !

« Palerme marquait au 4 avril l'heure de la délivrance définitive de la Sicile au cri de : Vive Victor-Emmanuel ! C'était une cause italienne, et la première épée de l'Italie devait écrire l'heure du triomphe. Homme des temps héroïques, votre nom fut à peine prononcé, et les Siciliens furent libres et ils furent citoyens de la grande patrie. La ville de Palerme fait entendre un cri unanime de reconnaissance pour le libérateur de la Sicile, et du milieu de ses ruines fumantes, dernier souvenir de ses tyrans, elle salue le héros italien.

« Général,

« Votre nom appartient à toute l'Italie ; mais à ce nom glorieux l'histoire a désormais joint celui de Palerme et le souvenir du 27 mai, su-

blime journée, gloire impérissable pour vous et pour vos braves, grande victoire italienne, non moins grande que les victoires de Magenta et de Solférino. Veuillez donc permettre que la cité vous inscrive sur les registres de la famille commune, avec les braves qui vous ont suivi, et vous proclame le premier et le plus grand de ses citoyens !

« Dictateur,

« Palerme répond à votre appel et fait des vœux pour que les destinées du pays soient promptement fixées. L'annexion de la Sicile aux provinces libres italiennes, et l'unité de l'Italie, des Alpes à Pachino, est dans les cœurs de tous les Palermitains. L'unité de l'Italie, sous le règne du magnanime roi Victor-Emmanuel, voilà sa liberté, voilà son indépendance des tyrans étrangers ! C'est une des dernières paroles de l'empire de la civilisation et de la paix. »

Spontanément, Garibaldi répondait :

« Ce que nous avons fait, moi et les compagnons qui ont combattu à mes côtés, est bien peu de chose auprès de ce qu'ont accompli les Siciliens et l'héroïque population de Palerme, et certainement, sans cette mâle démonstration du sentiment national, si longtemps et si courageusement soutenue, je n'aurais pas réussi, avec aussi peu de forces, dans une tâche aussi considérable.

« Mais je suis heureux de pouvoir me trouver au milieu de vous, au milieu de cette assemblée que je considère comme représentant la saine opinion du peuple, pour vous faire savoir quelles sont mes idées. Ce peuple, je l'ai vu comprendre avec une sagacité infinie ses véritables intérêts, lorsque entendant les conditions humiliantes qu'on voulait lui imposer, il les repoussa avec un véritable rugissement de lion.

« Dans toutes les communes de la Sicile, et jusque dans les plus humbles bourgades, on s'est prononcé pour l'annexion au royaume italien uni sous l'invincible Victor-Emmanuel. Messieurs, c'est moi qui ai ouvert la campagne de 1859 avec ce programme : *Italie et Victor-Emmanuel.*

« Je connais et j'apprécie personnellement les éminentes qualités de ce généreux prince, et, dès le premier instant, j'ai compris que c'est l'homme choisi par la Providence pour réunir et fondre ensemble les éléments de la famille italienne.

« Je pourrais donc, fort de cette manifestation des communes, proclamer l'annexion par un acte dictatorial, et en presser l'accomplissement. Mais, comprenez-le bien, je suis venu combattre pour l'Italie et non pour la Sicile seule, et tant que l'Italie tout entière ne sera pas unie et libre, la cause d'aucune de ses parties ne sera gagnée. Réunir toutes ces parties lacérées, dispersées et subjuguées, les mettre en état de former l'Italie une et libre, tel est l'objet de ma mission.

« Quand ce but sera atteint, quand nous pourrons dire à tout venant :

« L'Italie doit être libre, et si cela ne vous convient pas, vous aurez affaire à nous, » alors ce sera le moment de procéder à l'annexion. Mais s'il s'agissait d'annexer en ce moment la Sicile seule, les ordres devraient alors venir d'un autre que de moi, il me faudrait renoncer à prendre part à l'œuvre et me retirer. »

Ceci voulait dire très-nettement : « Du jour de sa délivrance, la Sicile appartient au roi Victor-Emmanuel et fait partie du royaume d'Italie. Mais, en fait, nous n'entendons nous mettre immédiatement à la merci du cabinet de Turin, surtout comme il est aujourd'hui composé, car son premier acte serait de nous arrêter dans notre route et de nous ôter tous les moyens de continuer notre œuvre de l'unité nationale. — Une fois l'Italie délivrée, nous dirons au roi : « Sire, voici votre peuple, » et nous nous effacerons. Mais nous ne voulons pas que, pour l'instant, un Cavour quelconque vienne encore essayer d'entraver notre mouvement, et nous absorber sans profit pour la cause des provinces encore esclaves. »

Quoi de plus clair et de plus juste. — Du reste, excepté de renoncer à la liberté d'action, le dictateur ordonnait toutes les mesures les plus significatives pour confondre la Sicile dans le système du royaume italien. — L'armée sicilienne prenait rang par numéro de divisions dans l'armée royale, et le gouvernement rendait, à l'égard des relations d'État à État, le décret suivant :

« Considérant qu'entre les provinces italiennes déjà réunies et celles qui vont se réunir en une nation unique sous le sceptre du magnanime roi Victor-Emmanuel, doivent disparaître ces antiques barrières élevées dans les temps de la commune servitude et des divisions politiques passées :

« Art. 1er. Est consenti le principe d'une pleine liberté de navigation dans les ports et rades de Sicile pour les provenances et les produits des possessions italiennes sous le sceptre du gouvernement de S. M. le roi Victor-Emmanuel.

« Art. 2. Le secrétaire d'État pour les affaires extérieures et du commerce, et le secrétaire d'Etat pour les finances, sont chargés de formuler d'accord un règlement pour l'exécution du présent décret.

« Palerme, 22 juin 1860.

« Signé : Le dictateur, G. GARIBALDI.

« Contresigné : PISANI. F. CRISPI.

Il est vrai que le chef du cabinet sarde se refusait à la réciprocité, ainsi qu'à tout ce qui pouvait servir les intérêts siciliens. — Voici, à ce propos, un fait dont le lecteur pourra tirer lui-même la portée :

« A peine constitué, le gouvernement du dicta-
« teur écrivit au cabinet de Turin, pour le prier de
« prendre sous sa protection les Siciliens à l'étranger.
« M. de Cavour n'en tint aucun compte. Il arriva à
« Tunis qu'un capitaine de navire sicilien s'adressa
« au consul sarde. Ce consul le reçut plus que froi-
« dement et renvoya ses papiers au consul du roi de
« Naples, qui éclata en paroles injurieuses et en
« procédés grossiers contre le Sicilien. — Que
« M. de Cavour refuse au moins nettement, et le

« gouvernement sicilien pourra, comme en 1848,
« nommer ses représentants à l'étranger. »

(Journal le *Diritto*, de Turin, 12 août.)

Tout en agissant de la sorte, M. de Cavour n'en fait pas moins accuser auprès de l'Europe, d'intentions séparatistes, d'idées mazziniennes, de rêve final d'une république, les honorables (1) chefs du gouvernement de la Sicile.—Qu'on veuille donc bien parcourir le texte des instructions remises par le cabinet de Palerme à ses divers envoyés, le prince de Saint-Cataldo, à Paris, — le prince de San-Giuseppe-Belmonte, à Londres, — le comte Michel Amari, à Turin, — et l'on sera assurément édifié sur ces imputations, aussi absurdes que haineuses :

INSTRUCTIONS

pour M... chargé d'affaires du gouvernement provisoire de Sicile, à ....

La Sicile, en secouant le joug de l'occupation militaire bourbonnienne qu'elle souffrait depuis onze ans, retourne à cette pleine souveraineté d'elle-même où la constituait la revolution de 1848, alors qu'après avoir proclamé la déchéance de la dynastie des Bourbons, elle appelait un nouveau prince sur le trône, et que ses commissaires étaient reçus par les

(1) Voir la collection de *l'Opinione*, de la *Gazzetta di Torino*, dans ces deux mois, et le *Constitutionnel* du 18 août, correspondance de Turin.— Si l'entourage de Garibaldi n'est pas chassé des affaires, si M. de Cavour ne devient pas maître absolu de la situation, l'Italie est perdue, et « avant deux mois les Autrichiens règneront de Messine à Turin. »

gouvernement de France, d'Angleterre et de Sardaigne, et son drapeau salué par les deux plus puissantes marines de la Méditerranée.

La violence des armes ramenait dans l'île ce gouvernement bourbonnien, illégitime en droit, condamné par la constitution du pays, et qui, en fait, n'était qu'une monstrueuse tyrannie, un véritable anachronisme, au milieu de la civilisation actuelle, à tel point qu'il en était devenu proverbial en Europe.

Ce droit et ce pouvoir de régler ses propres destinées, que la violence seule lui avait enlevés, notre pays les reprend donc aujourd'hui, par une légitime revendication.

En janvier 1848, la Sicile entrait de son propre et généreux élan dans le mouvement italien, commencé déjà depuis deux ans à Rome, en Toscane, en Piémont, et dont l'avait tenue écartée jusqu'alors la politique autrichienne et despotique de Ferdinand II de Bourbon.

A cette époque, en Italie, les idées n'allaient pas au delà d'un système de réformes et d'améliorations locales pour les différents États italiens, et ne dépassaient pas le projet d'une ligue ou confédération de ces États indépendamment et librement constitués.

La Révolution sicilienne s'appuyait donc alors sur les principes suivants :

1° Restauration de la Constitution de 1812, que les Bourbons avaient jurée d'abord, en la violant ensuite, ce qui les avait fait juridiquement déchoir du trône.

2° Autonomie sicilienne et séparation de l'île de la couronne de Naples.

3° Le vœu solennellement exprimé de faire partie, elle aussi, de la ligue ou confédération italienne, comme État indépendant sous son propre roi.

Depuis cette époque les événements et les opinions ont considérablement marché en Italie. La nation, en aspirant à reprendre sa place et son importance propre en Europe, s'arrêtait d'abord à l'idée d'une confédération d'États, comme seul moyen qui pût en ce moment la conduire à son but, comme phase intermédiaire, et qui devait la préparer à obtenir, dans un avenir éloigné, son unification complète. — Aujourd'hui, elle a entrevu l'espérance d'arriver bien plus vite à ce suprême objet de ses vœux.

D'ailleurs, ce projet de confédération ou alliance qui, il y a douze ans, souriait au sentiment public et le satisfaisait, ce projet est aujourd'hui une impossibilité matérielle et morale, après la rupture si décisive des cours de Rome et de Naples avec la cause et avec toute idée nationale, après la disparition des petits États qui formaient le centre de la Péninsule italique.

Il est clair que l'Italie, désirant et voulant une existence libre et indépendante au milieu des nations modernes, n'a désormais qu'une seule voie de salut : se grouper autour de cette glorieuse monarchie de Savoie qui a personnifié en elle la vie, la force et la dignité nationales. En dehors de cette voie unique on ne trouverait que la domination renaissante

de l'Autriche, la barbarie d'aveugles et cruels gouvernements, la discorde et la faiblesse de petits peuples abandonnés à leurs discordes intérieures, aux menées et à l'influence de l'étranger.

Le même sentiment qui a poussé la Lombardie à saluer avec joie le triomphe des armées alliées, qui l'a jetée dans les bras du roi Victor-Emmanuel, qui a entraîné la Toscane, les Légations et les Duchés à voter spontanément leur union sous le sceptre de ce prince magnanime, ce sentiment qui enflamme aujourd'hui les cœurs de tout un grand peuple, depuis les Alpes jusqu'au Lylibée, c'est le même qui anime la Sicile. La Sicile, maîtresse aujourd'hui d'elle-même, entend et veut comme toujours être italienne, et c'est pourquoi, écartant toute idée de séparation politique individuelle qui serait en désaccord avec la nouvelle époque et les nouveaux besoins, elle entend faire partie de cette glorieuse monarchie nationale que l'Europe civilisée voit s'élever aujourd'hui, et qu'elle salue avec joie, comme un nouveau fondement de l'ordre, de l'équilibre, du repos et du progrès du monde.

La Sicile, replacée par la violence sous le joug du gouvernement napolitain, ne pourrait être dans l'avenir (comme par le passé), qu'un danger permanent pour la paix de l'Italie et de l'Europe.

Et si, antérieurement, la barrière qui séparait moralement l'île des Bourbons de Naples paraissait déjà infranchissable, comment croire à une réconciliation possible, après les derniers événements, après les horreurs de la guerre actuelle, lorsque le gouvernement napolitain vient de laisser le pays nageant dans le sang, saccagé et détruit à moitié.

La Sicile, isolément constituée, serait un contre-sens criant, par le mouvement d'agglomération et d'assimilation qui entraîne tout le reste de l'Italie. Elle serait trop faible pour résister par elle-même à l'attaque de n'importe quel grand Etat, et elle se trouverait exposée à devenir la proie de dominateurs étrangers. En outre, le choix d'un roi qui la gouvernerait séparément serait une source de difficultés et de complications infinies, attendu la haine populaire invincible contre l'actuelle maison régnante de Naples, ainsi que les jalousies et les méfiances que le choix d'un prince d'une autre race créerait entre les grandes puissances européennes.

Avec le vote national, aujourd'hui si hautement exprimé par les populations de l'île, se trouvent donc d'accord toutes les considérations auxquelles la diplomatie a coutume d'avoir égard, afin que satisfaction soit donnée à la Sicile, par la prompte reconnaissance de l'annexion qu'elle a proclamée aux autres parties d'Italie, réunies sous la maison de Savoie.

Ce vote, qui fut le premier cri de la révolution éclatée à Palerme, le 4 avril, a été aussi le cri de guerre des bandes siciliennes qui ont résisté, pendant deux mois, aux troupes royales dans les montagnes de l'île; il a retenti pendant ces quatre jours où les bombes, la mitraille et l'incendie écrasaient et dévoraient Palerme; il est l'unique conclusion des continuelles, uniformes et chaleureuses adresses qui arrivent à Palerme de

tous les points de l'île. La concorde règne en Sicile, comme en 1848 ; elle est dans toutes les communes, dans toutes les classes du peuple, sans aucune exception ni différence.

Le secours fraternel et tout naturel que les Italiens des provinces continentales sous les ordres du général Garibaldi, et au nom de la patrie commune, ont apporté à l'insurrection de l'île, ce secours n'a fait qu'assurer le triomphe du grand principe d'unité au nom duquel s'était soulevée la Sicile, pour lequel elle a combattu tout entière. Les volontaires du continent, qui sont venus verser leur sang dans l'île, ont dû être étonnés eux-mêmes d'y trouver si vif et si puissant le sentiment national unitaire.

Il est probable qu'une assemblée de représentants devra se réunir à Palerme pour exprimer, dans une forme légale, ce que veut, ce que désire la Sicile. Probablement aussi le peuple sera convoqué dans ses comices afin de s'y prononcer par le suffrage universel, ainsi qu'on l'a pratiqué dans la Toscane et dans l'Émilie. Dans l'un et l'autre cas, le résultat ne laissera plus le moindre doute.

Tel est le but, tel est le caractère réel de la présente révolution sicilienne, que vous devrez, comme envoyé spécial à cet effet du gouvernement provisoire de Sicile, bien expliquer et faire connaître au gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, en y ajoutant tous les motifs et tous les éclaircissements que saura trouver votre haut patriotisme.

Le gouvernement napolitain ne manquera pas de faire tous ses efforts pour dénaturer les faits et accumuler calomnies sur calomnies contre la Sicile. Vous veillerez attentivement à les démentir, à présenter la vérité sous son vrai jour, ainsi qu'à déjouer les menées secrètes que saura mettre en œuvre un gouvernement essentiellement corrompu et déloyal.

Avec ces instructions, vous recevrez les numéros du *Journal officiel*, contenant les actes de la dictature du général Garibaldi dès son arrivée dans l'île. Vous ferez, au besoin, ressortir les nécessités extrêmes qui accompagnent une révolution sanglante dans un pays livré pendant bien des années à une tyrannie brutale et corruptrice, dans un pays où tout le vieil édifice vient de se rompre et de s'écrouler tout à coup ; et en face de ces nécessités, vous ferez remarquer l'urgence de prompts et énergiques remèdes.

Voilà cependant un langage assez catégorique pour qu'on ne puisse mettre en doute les sentiments et les tendances des hommes qui l'ont tenu et qui le confirment tous les jours par de nouveaux actes. — Depuis que l'illustre Depretis, cet honneur de l'Italie parlementaire, ce modèle d'un caractère

pur et dévoué, est venu suppléer Garibaldi dans le gouvernement civil de la Sicile, une série de mesures décisives n'a cessé de tendre à unifier complétement l'île aux autres États de Victor-Emmanuel. — D'accord avec M. Crispi, demeuré l'âme du ministère, le pro-dictateur travaille avec toute l'activité et l'énergie dont la vie de tous deux a déjà offert tant de preuves, à organiser la Sicile, à la mettre sous tous les rapports au rang des provinces du continent.

Qu'on lise les documents ci-joints, arrivés hier même de Palerme, et l'on y verra, mieux que dans toutes les apologies possibles, la preuve de la loyauté, et de la décision du cabinet actuel de Palerme.

Proclamation du statut de Charles-Albert en Sicile.

« Siciliens,

« L'illustre soldat, l'honneur de l'Italie, que vous avez acclamé comme votre libérateur, veut joindre à la gloire des armes la splendeur des réformes civiles.

« Le statut du royaume italien, le pacte inviolable et inviolé qui unit l'Italie et Victor-Emmanuel, sera proclamé en Sicile.

« Les autres lois suivront cet acte suprême. L'intérêt de la patrie commune réclame que de nouveaux règlements, conformes, autant que possible, à ceux dont jouit le royaume de Victor-Emmanuel, soient publiés dans l'île. Basées sur les principes de liberté, les nouvelles institutions effaceront les vestiges de la funeste domination qui vous affligea tant d'années.

« Siciliens !

« Vous avez accompli une glorieuse révolution. Vous devez vivre maintenant en plein ordre et en pleine sécurité, comme il convient à un peuple libre et résolu à aider efficacement et avec toutes ses forces la grande œuvre de l'unité nationale.

« Que, dans ce but sacré, tous les bons citoyens aident le gouvernement, réunissent leurs forces et qu'il n'y ait d'autre rivalité entre eux que l'abnégation et le patriotisme.

« Palerme, 4 août 1860.

« Le pro-dictateur, « DEPRETIS. — Le secrétaire d'État, F. CRISPI. »

Italie et Victor-Emmanuel.

« Le pro-dictateur, en vertu de l'autorité à lui déléguée ;

« Après avoir pris l'avis des secrétaires-d'État.

« Considérant que le vœu exprès des Siciliens dans la glorieuse révolution du 4 avril, concordant avec le cri unanime de l'insurrection auquel répondit unanimement celui de toute la population de l'île, avec le drapeau qu'ils levèrent en combattant, avec les adresses de toutes les communes, fut l'annexion au royaume italien et constitutionnel de l'auguste Victor-Emmanuel, roi d'Italie.

« Considérant que ce vœu est conforme au droit national, supérieur et éternel, qui appartient aux peuples d'une même nation, de constituer son unité, et qu'il a été scellé par le sang des insurgés et des braves qui, guidés par le général Garibaldi, portèrent victorieuse et couvrirent de nouveaux lauriers la bannière tricolore sur laquelle est imprimée la croix de Savoie ;

« Que les autres provinces italiennes et toutes les nations civilisées ont accueilli avec applaudissements le programme : Italie et Victor-Emmanuel, et la marche de la révolution sicilienne ;

« Considérant que si les pouvoirs extraordinaires de la dictature, destinés à consolider l'ordre nouveau et à mener à fin la révolution, ne permettent pas pour le moment l'application immédiate de la loi fondamentale de la monarchie italienne, il est nécessaire, toutefois, d'en hâter la promulgation, parce que cette loi renferme le principe de toutes les autres, ainsi que celui des diverses autorités et juridictions qui sont ou qui doivent entrer en vigueur.

« Décrète :

« Art. 1er. Le statut constitutionnel du 4 mars 1848, en vigueur dans le royaume d'Italie, est la loi fondamentale de la Sicile.

« Art. 2. Elle entrera en vigueur dans ses diverses parties à l'époque qui sera désignée par décret dictatorial.

« Art. 3. Sera publié ledit statut avec le présent décret, dans toutes les communes et dans le *Journal officiel de Sicile.*

« Art. 4. Tous les secrétaires d'État sont chargés de l'exécution du présent décret.

« Palerme, 3 août 1860.

« Le pro-dictateur, DEPRETIS. »

(Suit la signature de tous les ministres.)

Discours prononcé par le pro-dictateur Depretis, lors de l'installation de la nouvelle magistrature, le 9 août.

« Messieurs,

« Je sens le devoir de vous adresser, dans cette salle même et avant de congédier cette réunion de l'élite de la société, quelques paroles bien précises.

« Cette fête solennelle d'aujourd'hui a un but, et je désire vous le faire connaître.

« La cérémonie à laquelle nous venons d'assister signifie que la révolution accomplie dans cette belle partie de l'Italie ne peut et ne saurait être une œuvre de destruction et de désordre; au contraire, elle est une œuvre de justice réparatrice.

« C'est pour cela, Messieurs, que je suis fier de la confiance que le Dictateur a placée en moi, en me procurant la vive satisfaction de rouvrir les tribunaux de cette ville illustre et de déclarer par cet acte, au nom du gouvernement de la Sicile, qu'ici comme dans les pays les plus libres et les plus civilisés, les magistrats exerceront avec indépendance complète leurs nobles fonctions : — *Ici, la loi est égale pour tous!*

« Administrateurs de la justice au nom de Victor-Emmanuel, au nom de ce prince qui, roi, citoyen et soldat, n'a jamais fait défaut à son devoir envers cette nation qui, de tant de façons diverses, l'a désigné pour son chef (*Applaudissements prolongés*), je peux me faire garant que vous remplirez votre devoir loyalement et scrupuleusement.

« L'Italie et l'Europe ont les yeux fixés sur nous. Dans l'administration civile, nous devons travailler avec la fermeté et le même dévouement sans bornes qui excite les enfants de l'Italie à courir au devant des dangers sur les champs de bataille.

« Messieurs, que nos actes portent toujours le cachet de la sagesse civile et de l'amour de la patrie. En opérant ainsi, nous verrons croître chaque jour la sympathie des peuples civilisés pour notre sainte cause, nous verrons s'accomplir le vœu de tant de générations, nous verrons enfin réaliser l'unité nationale, l'*Italie des Italiens!* (*Applaudissements unanimes.*) »

Formule du serment sicilien.

AU NOM DE VICTOR-EMMANUEL, ROI D'ITALIE.

« L'an 1860, le 9 août, à Palerme,

« Devant nous, Augustin Depretis, pro-dictateur, assisté du secrétaire d'Etat de la justice, s'est présenté M.

« Nommé...

« Par décret du

« Lequel, devant prêter serment de fidélité au roi Victor-Emmanuel et au statut, l'a fait dans les termes suivants, la main droite placée sur l'Evangile :

« Je jure d'être fidèle à Sa Majesté le roi Victor-Emmanuel, d'observer « loyalement le statut et les lois de l'Etat, et d'exercer mes fonctions « dans le seul but du bien inséparable du roi et de la patrie. »

« Cet acte accompli, il en a été dressé procès-verbal signé par nous et par le secrétaire d'Etat de la justice, le jour, le mois et l'année ci-dessus indiqués. »

Le mouvement unitaire triomphera de tous les obstacles et de tous les hommes. — Dieu protégera l'Italie !

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

